









M^a 152

M. Vandal

1253640

Le Canal de Suez

et



les grandes Puissances

M^a ~~152~~

~~M^a 152~~

André de Laboulaye

André de Laboulaye

— Plan. —

Le Canal de Suez et les grandes Puissances.

Introduction. { Période préparatoire. La Commission internationale de 1855. touchant la possibilité du Canal
Opposition de l'ingénieur Stephenson soutenant Lord Palmerston. —

1^{re} Partie { Période d'excitation 1853 - 1869
1^o Attitude de l'Angleterre { son opposition
2^o Attitude de la France { son raison politique
3^o Attitude de l'Autriche { Influence de l'Empereur
4^o Attitude de la Prusse { modifiée par la guerre d'Italie
5^o Attitude effacée de la Russie { sa domination de l'Angleterre
6^o Attitude effacée de la Russie { mauvais état de ses finances

2^{me} Partie { Période d'exploitation. 1869 - 1889.
Devirement de la politique anglaise, elle tâche de s'approprier ce qu'elle n'a pu empêcher. Achat de 176.000 actions à Suez - en 1875. Ministère de Lord Derby.
Les Finances anglaises { 1^o Conférence de Constantinople juin 1882
2^o Conférence de Paris mars - 14 juin 1888
Convention du 22 décembre 1888.

Conclusion { Affirmation des résultats de la convention de 1888.
La liberté du Canal sera-t-elle respectée en cas de guerre?

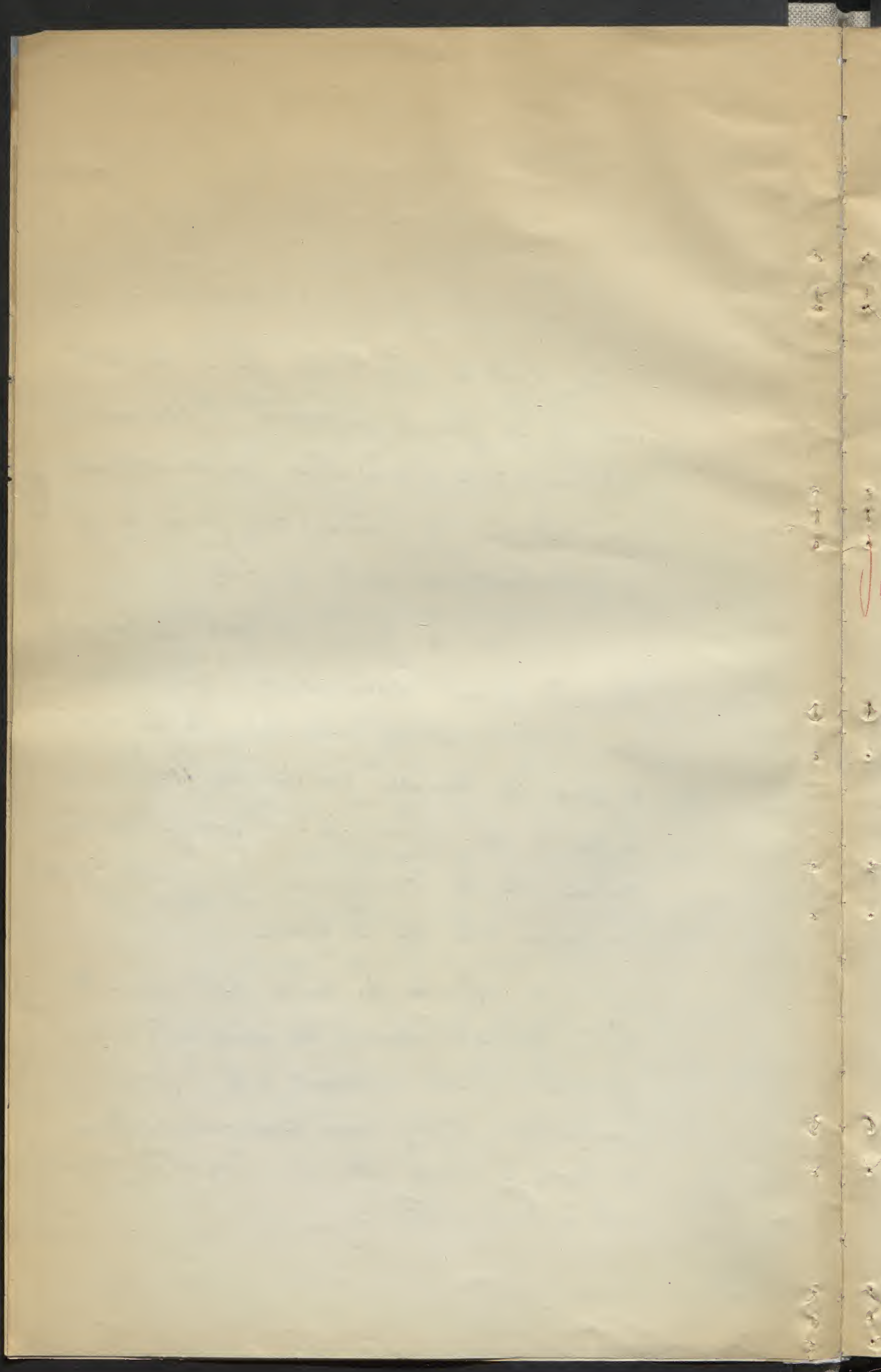


Introduction. —

Au début de cette étude sur "le Canal de Suez et les grandes Puissances", il convient de rappeler que deux d'entre elles seulement, ont joué un rôle de premier ordre dans les affaires se rapportant au canal de Suez.

C'est la France d'abord, la créatrice de cette grande œuvre, c'est l'Angleterre ensuite, qui par l'importance de sa marine, et dans ces dernières années par l'achat de la moitié des actions, a su se créer au sein même de la Compagnie une place égale, au moins celle de la France.

L'influence des autres Etats sur cette affaire est relativement insignifiante; en effet si l'Italie intervient à la Conférence de Constantinople (1882) nous la voyons s'effacer et laisser le champ libre à l'Angleterre, devant celle de Paris (1885). —



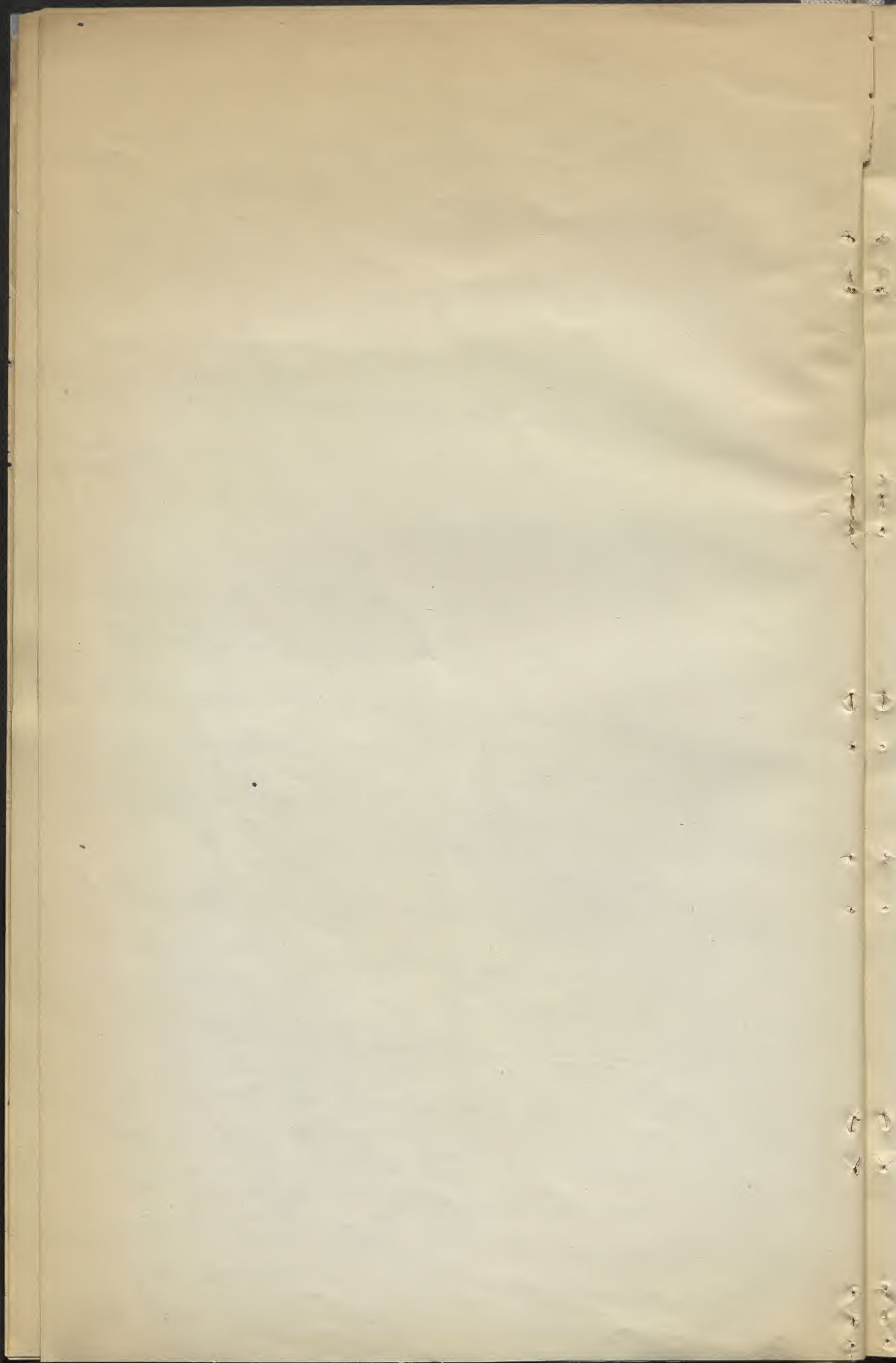
Quant à la Fort qui suivant le mot
de Bonaparte « avait du trouver sa conservation
et sa gloire dans l'existence de ce projet » elle
n'est qu'un agent docile aux impulsions
Anglaises.

Dans cette question comme dans toutes
celles que l'on peut comprendre sous le nom
de « Questions d'Orient ». L'Angleterre est un
facteur dominant.

— A peine les projets de percement
de l'isthme de Suez sont-ils terminés. au
mois de mars 1855, que le gouvernement anglais
ayant pour chef lord Selwinston, Tennison
avec plus d'énergie que jamais son dessein formel
de s'opposer à cette entreprise.

Lord Selwinston expose dans plusieurs discours
le danger qu'il prévoit pour les intérêts anglais
dans la création de ce canal. Il s'efforce en
même temps d'en prouver l'impossibilité.

Les paroles du noble lord causèrent un si
vif émoi en Europe, que M^r de Lesseps crut
bon pour ranimer l'esprit des populations
auprès de laquelle il allait bientôt demander. Ses capitaines,
de réunir une commission internationale



3

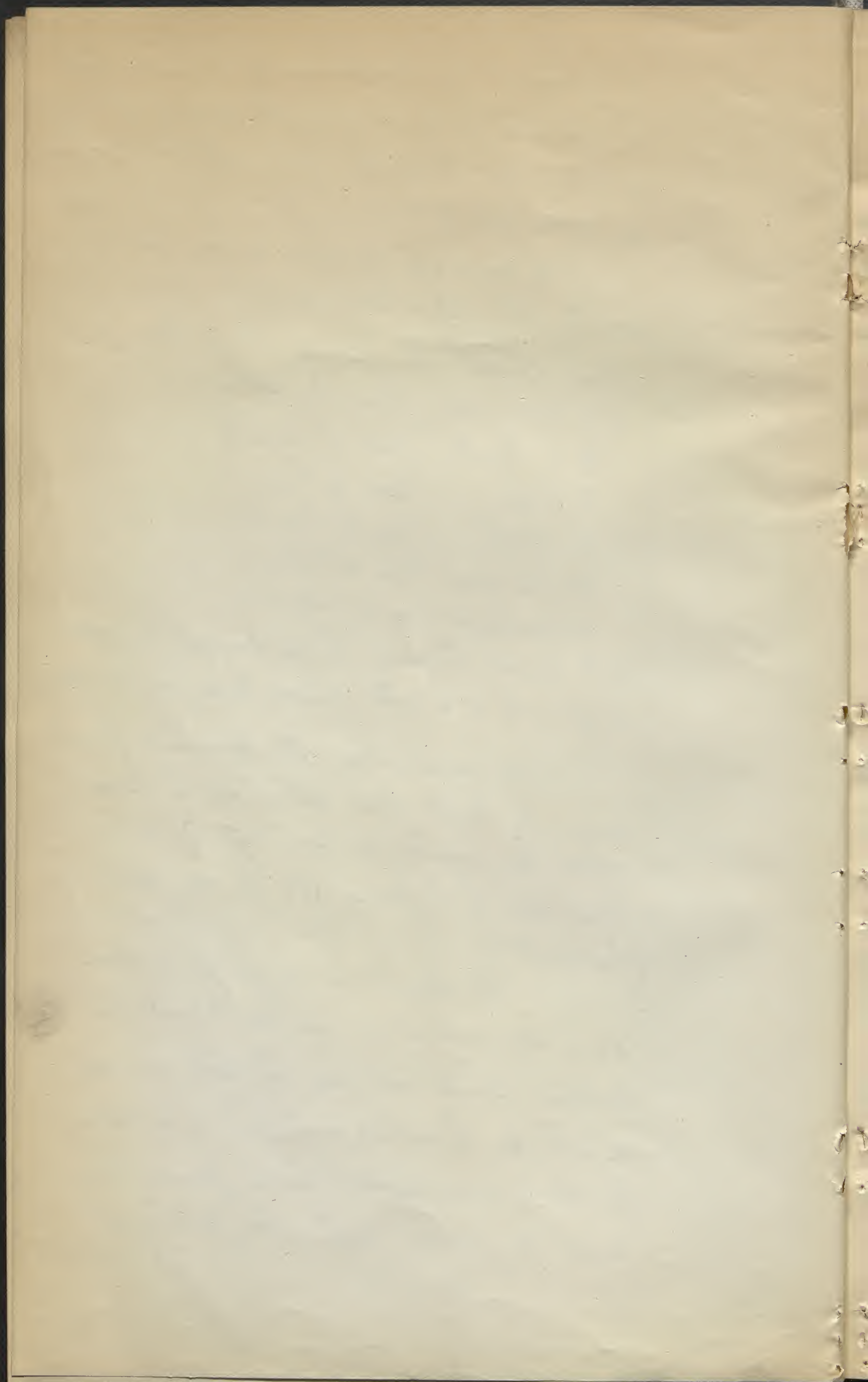
d'ingénieurs qui franchissent le différent entre
les ingénieurs du vie. et d'Egypte anciens et
projets, et Louis Salomon qui s'efforçait de
leur enlever tout crédit.

La commission se réunit à Paris en
novembre 1855, elle se composait de :

M. M. Rendel, Ch. Manby, Mac Lean, et
le capitaine Harris pour l'Angleterre
M. de Negrelli - pour l'Autriche
M. Lentze - pour la Prusse
M. Courat - pour les Pays-Bas
M. Salvercy - pour l'Italie
M. Montésinos - pour l'Espagne
M. M. Renard, Lecomte, le vice-amiral Rigault
de Genouilly et le contre-amiral Jaurès pour la France.

Cinq membres de cette commission furent
envoyés en Egypte pour étudier sur le terrain
même la question; et leur enquête se
terminait le 1^{er} janvier 1856 par un verdict de
"fornicité".

Ils allaient même jusqu'à dire
dans leur rapport: "C'est un travail de
quelques années et sans obstacles sérieux
du côté de la nature" ce qui ne se trouva
pas absolument exact, mais faisait bien
paraître de grandes difficultés politiques.



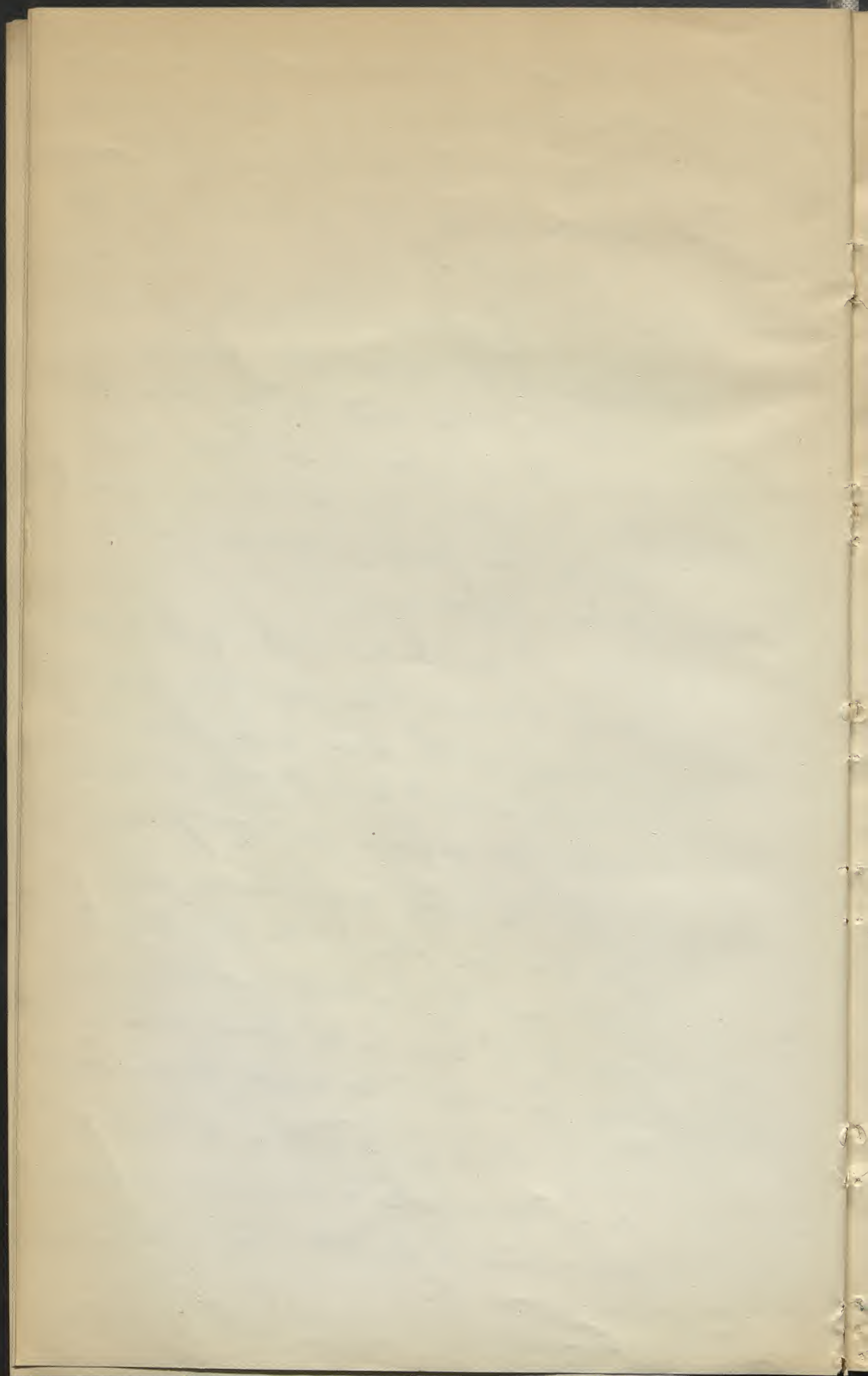
4
à l'avis unanimement favorable des membres
de la commission est pour réintéresser d'obtenir
du vice-roi d'Egypte Mohamed-Saïd la
confirmation de l'acte de concession de 1854.
(1^{er} Janvier 1856).

Cependant Palmerston ce grand
ennemi de tout ce qui était français, ne
se tint pas pour battu et pour donner plus
d'autorité et de force à ses propres paroles,
il se fit soutenir à la Chambre des Communes
par le plus fameux ingénieur anglais
d'alors; Stephenson.

Il pensait que l'opinion de ce dernier
serait d'autant plus inébranlable, que cet
ingénieur s'était rendu en Egypte en 1848,
accompagné de M. M. de Negrelli et Paulin
Talabot, pour y étudier un projet de canal.

Les paroles de Stephenson venant
pour ainsi dire à l'appui celles du ministre
produisirent en Angleterre une telle impression
que M^r de Lesseps ne put trouver dans ce
pays les capitaines sur lesquels il avait compté.

Il n'en fut pas de même en France
où les ingénieurs de la commission démontrèrent
de la manière la plus nette, la possibilité et



5

la mauvaise foi dont faisait preuve l'ingénieur
anglais.

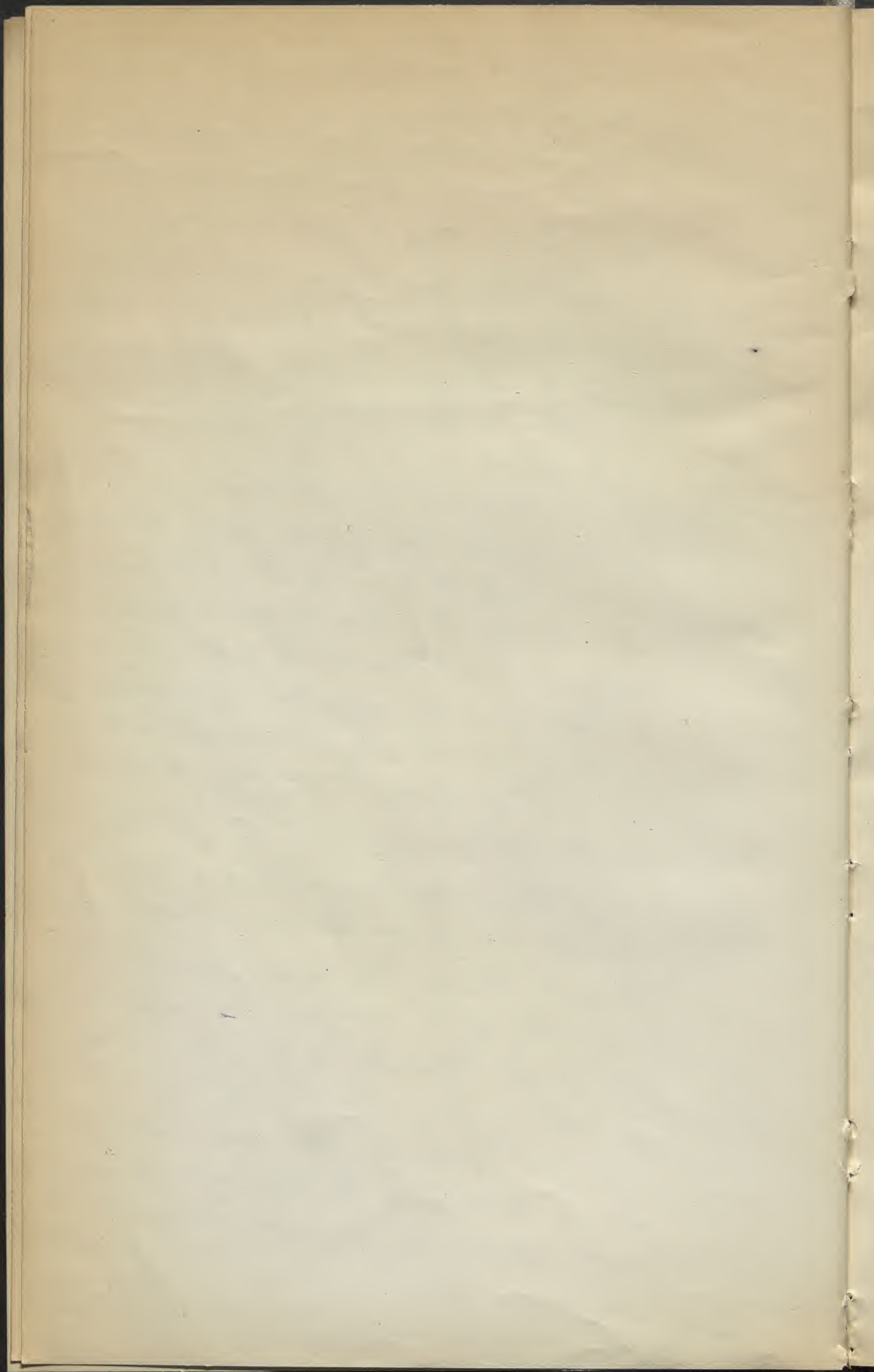
Le Président de la Commission, sans un
rapport personnel, répondit aux déclarations
de Stephenson. dans les termes suivants:

« C'est avec le plus grand étonnement
que j'ai lu le discours tenu par M. Stephenson
dans le Parlement anglais, sur le percement
de l'isthme de Sué, publié par le Times le
10 juillet 1858.

Je croyais tout bonnement qu'après
la publication du Rapport de la Commission
internationale le projet adopté par la Commission
était inattaquable dans un sens technique;
tout ce que Lord Palmerston en avait dit, avec
seulement jérémade, ne m'avait fait aucune
impression, parce que le premier lord de la Trésorerie
ne semblait ni pas être un juge compétent
de cette matière. -

Donc je ne croyais pas à cette autorité.
Il paraît que je me trompais. Cette autorité
existe; un des plus éminents ingénieurs de
l'Angleterre. M. R. Stephenson. directeur du
côté de Lord Palmerston et le constructeur du canal
de Sué. -

— Je cherchais donc avec curiosité
dans le discours de M. Stephenson les preuves
en fait sur lesquelles il fondait son opinion,



6
telle qu'on devait en attendre d'un ingénieur
si haut placé dans l'opinion de la Grande-
Bretagne. Contre mon attente je n'ai trouvé
que des erreurs et un obscurcissement volontaire
de la vérité.

Suivons M. Stephenson dans son
discours: « J'ai passé par le pays où le projet
doit être exécuté et j'ai suivi avec intérêt
les progrès faits dans l'examen de la question »

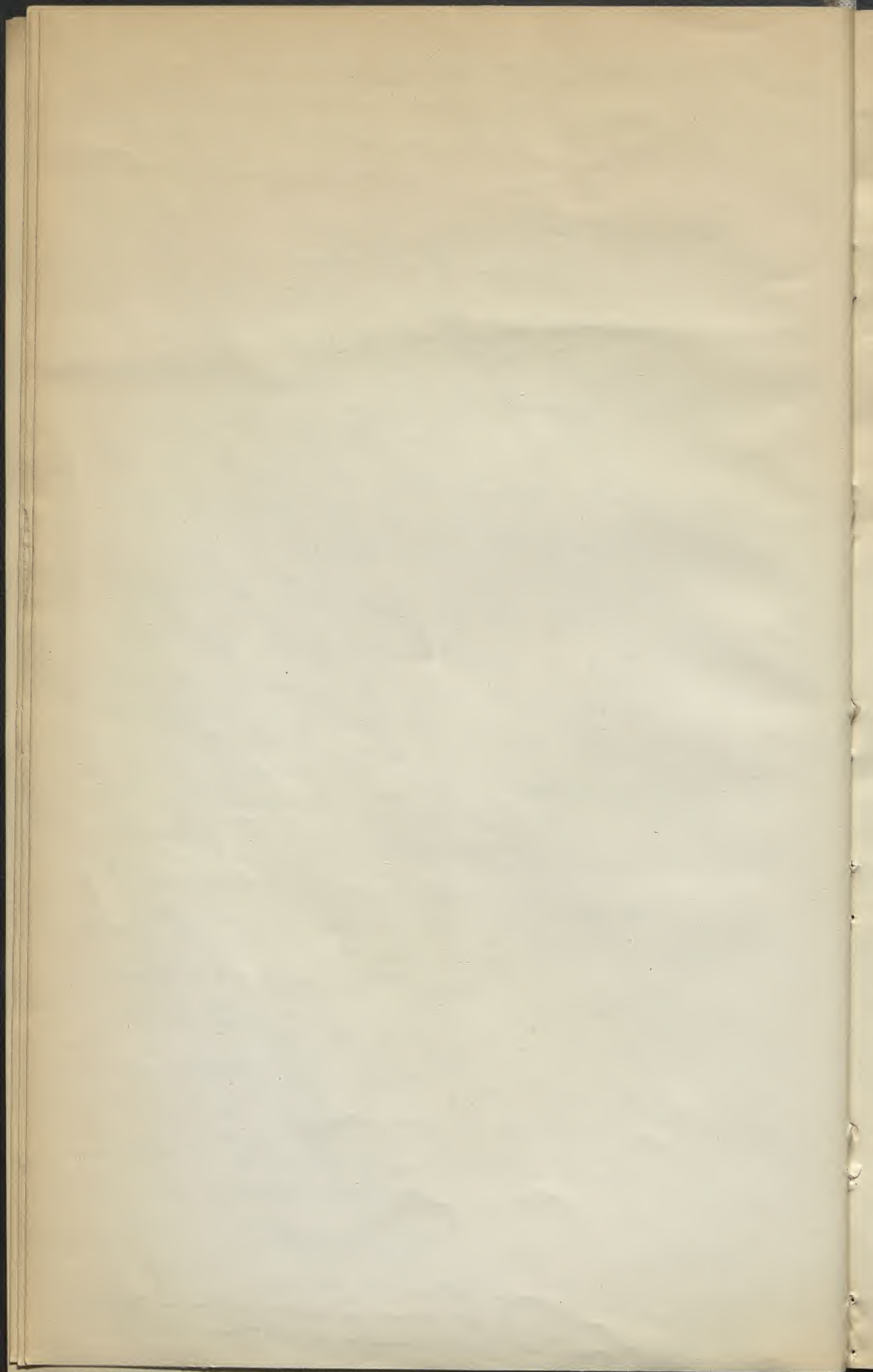
Mais je me crois sûr, du moins je me l'ai
jamais entendu dire que l'Egypte, que M.
Stephenson ait mis le pied sans le désir de
Suez. » (1)

Plus loin M. Corad cite le passage où
Stephenson rappelle sa mission de 1847 qu'il
termine par ces mots: « Les ingénieurs avec qui
j'étais ont tous abandonné le projet et je crois
avec raison »

Et encore à Rome une erreur car Paulin
Tallat Prudent a présenté un projet qui fut accepté
du moins en principe par la Commission de 1855.

Stephenson dans le suite de son discours
deduit l'impossibilité du canal de la preuve
que l'on vient de faire de l'égalité de niveau
des deux mers. Si comme l'a fait juger
Leprieux en 1803, une différence de 8 à 9 mètres
existait entre le mer Rouge et la Méditerranée
un courant se serait établi dans le canal, empêchant

(1) ^{Lettre} L'Esprit - Journal et Documents pour servir à l'histoire du Canal de
Suez. - Rapport personnel du Président de la Commission scientifique
internationale au sujet de la Déclaration de M. Stephenson à la Chambre



ainsi son ensemble. Deormais il ne sera
plus (qu'un font d'eau d'égout) -

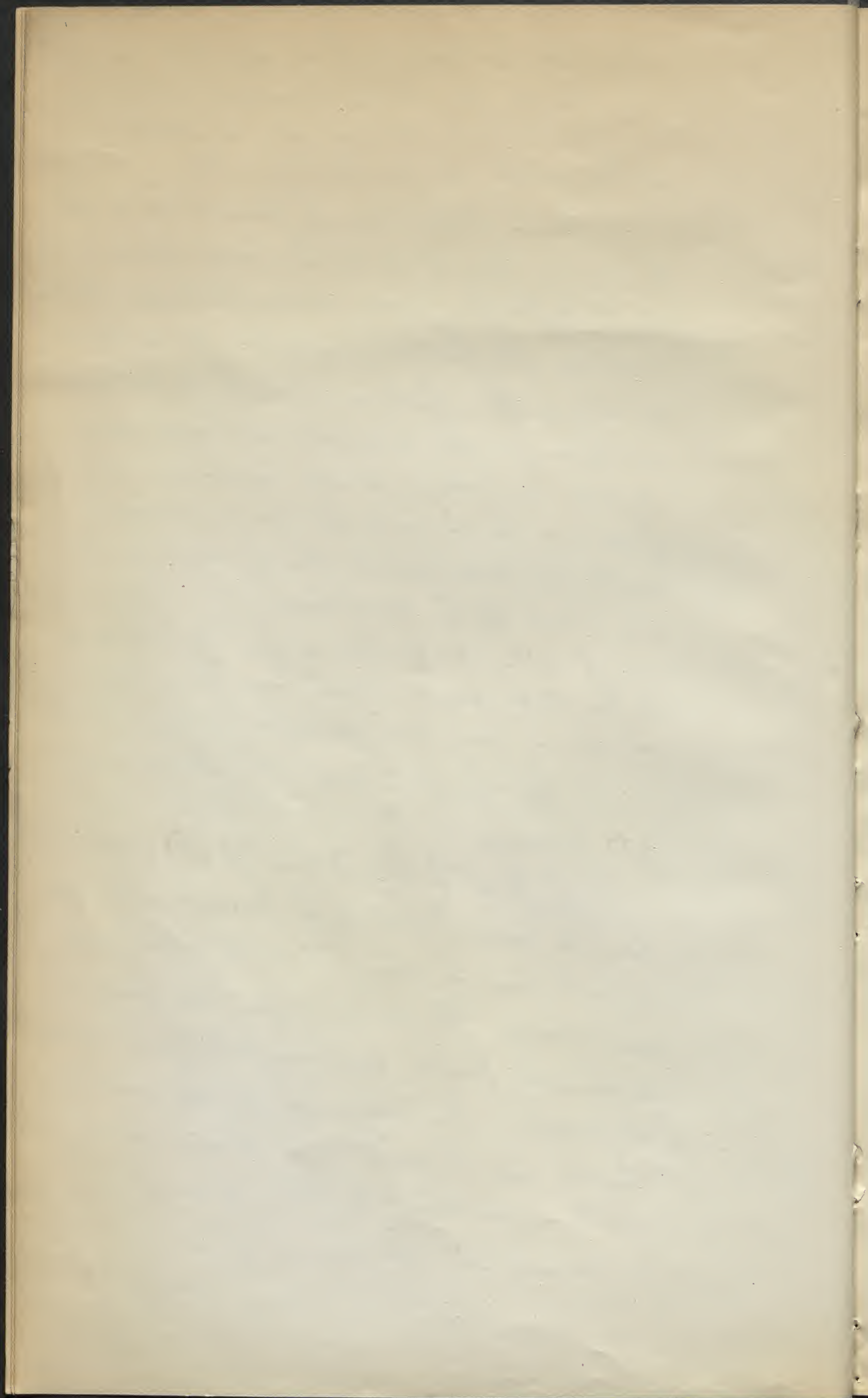
W Stephenson termine par ces paroles
dictées succinctes par les Felmonts:

« Je suis d'accord avec le premier lord de la
Trésorerie, l'argent, il est vrai peut vaincre
toute difficulté, mais commercialement parlant
je déclare franchement que je crois que le projet
est inévitable, quelque soit son importance
politique je crois que c'est un projet non
dérivable en parlant comme ingénieur.
Le mon avis le chemin de fer presque achevé
serait plus avantageux pour le service postal
avec l'étude et la maintenance. »

Il oublie de mentionner que ce chemin
de fer était anglais. Ainsi bien sans son
origine que sans son exécution.

M^r Comas répond ironiquement à
cette proposition:

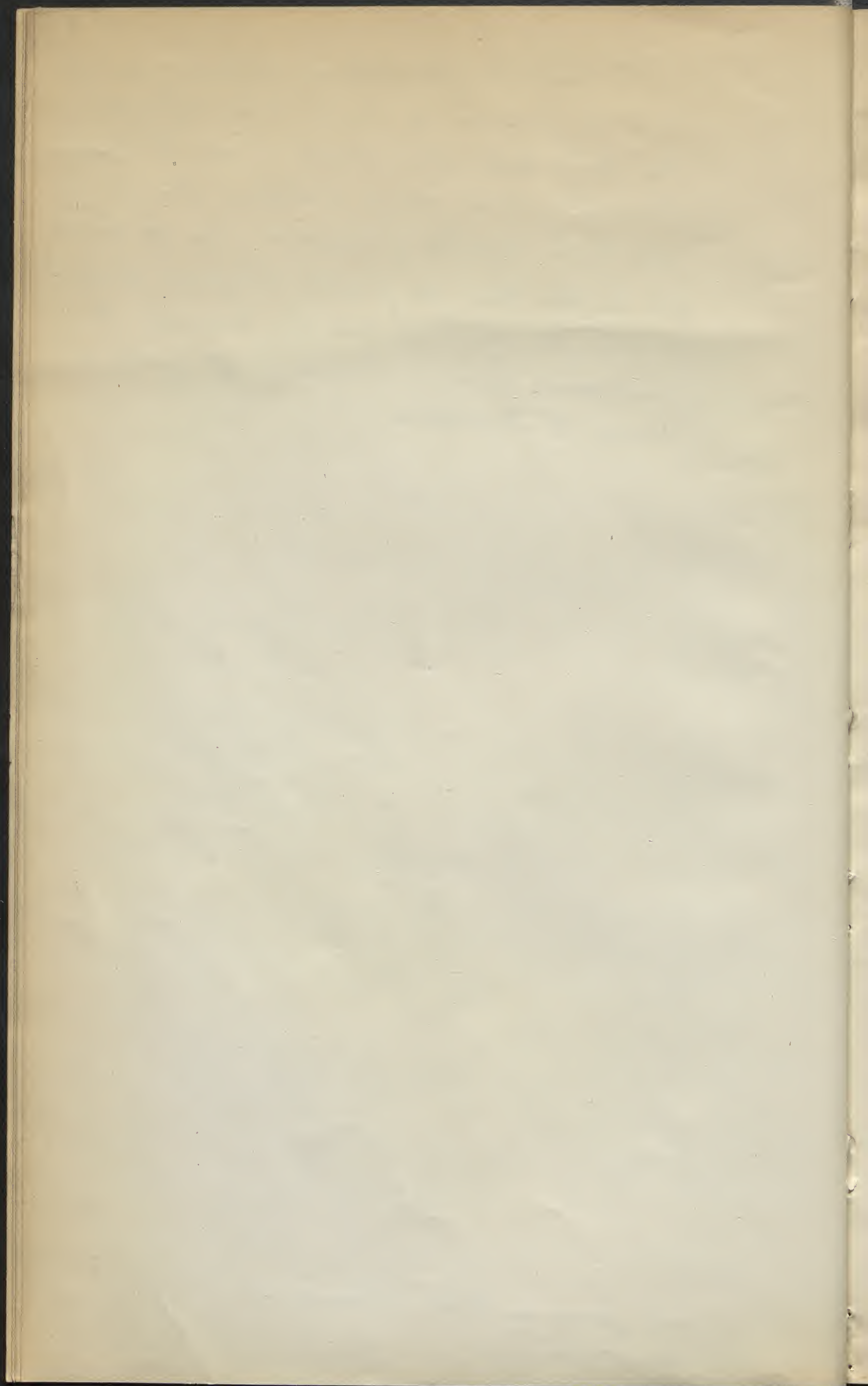
« Je ne le félicite pas d'être d'accord
avec le premier lord de la Trésorerie, car alors,
il faut bien le dire, il est d'accord avec
une opinion très erronée, qui me paraît
seulement fondée sur une politique aveugle
et jalouse. Un ingénieur qui ne doit
chercher que la vérité, ne devrait pas se
prêter à soutenir de telles opinions qui
ne peuvent être les siennes. » -



Cette opposition persistante et habilement conduite
 causa à la promotion du canal mille difficultés.
 Mais M^{re} Leopo, qui, comme l'a dit M^r Francis
 Chalmers ((a incarné l'esprit d'entreprise dans sa
 plus haute acception.)) surmonta tous les obstacles
 « par la plus rare des facultés humaines la volonté⁽²⁾ »
 et avec l'appui que lui fournirent le
 gouvernement français, l'Empereur et surtout sa
 Cousine l'Impératrice.

(1) Journal des Débats - 8 décembre 1894.

(2) id. " id. "

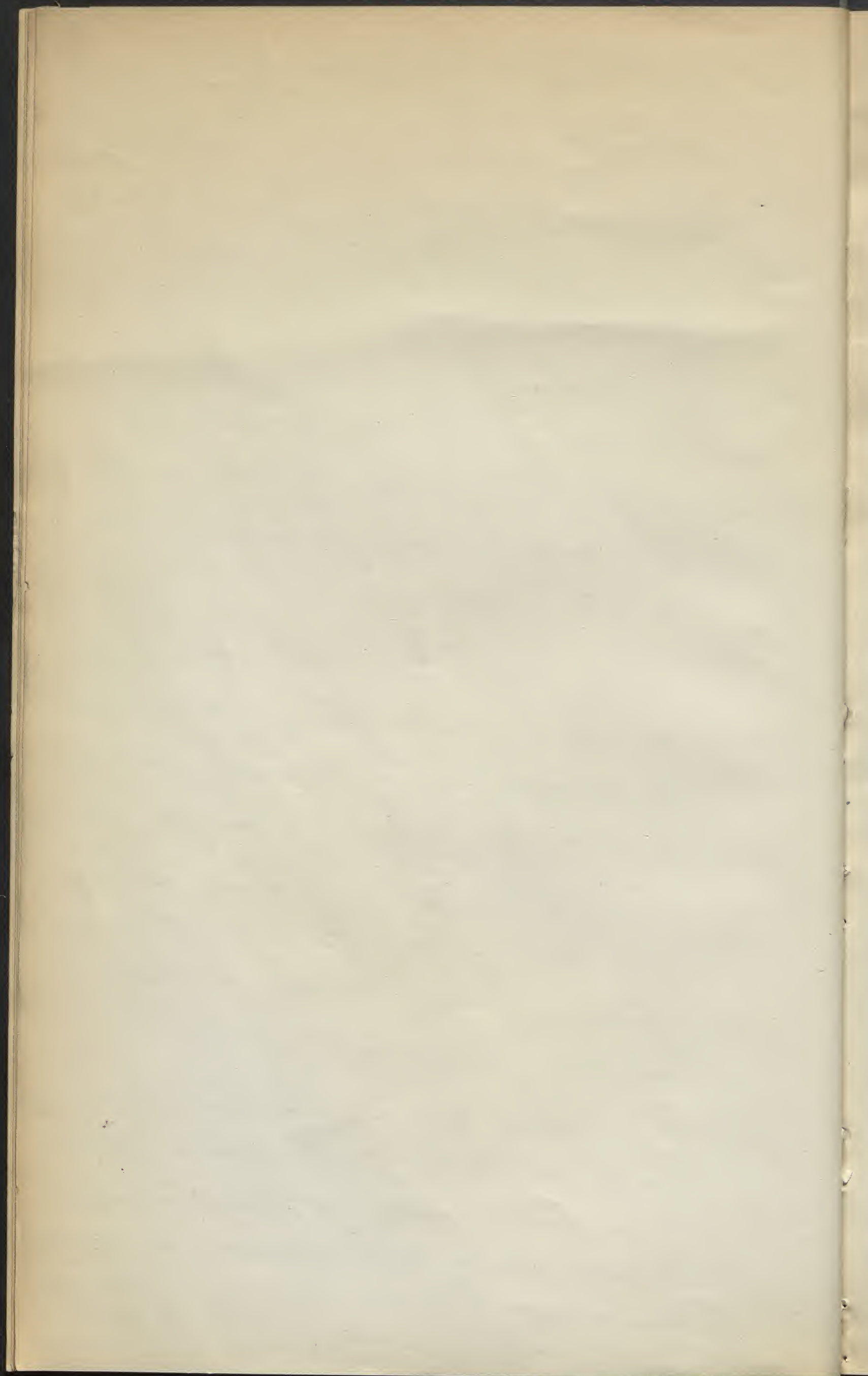


Il serait inexact de dire que l'ouverture des travaux entrepris dans l'isthme de Suez date de 1859. Le premier coup de pioche au dire de M^r de Lesseps fut donné au lendemain même de l'acte de concession.

Mais l'année 1859 marque la fin des ouvrages accessoires tels que la construction des digues en mer, le creusement de la rigole de service ou canal d'eau douce, etc... etc.

Le percement de l'isthme de Suez fut donc une œuvre de 15 années dont 10 seulement furent consacrées au Canal maritime lui-même.

Pendant cette période, les Puissances européennes eurent des attitudes bien différentes, les uns se montrèrent favorables, d'autres ennemis acharnés, d'autres enfin changeront leur manière de voir suivant les diverses phases de la politique



européenne et leurs intérêts.

10.

Mme Sellar restera inébranlable dans la politique engagée ici & chez par Palmerston c'est l'Angleterre.

M^r de Lemp qui surveillait avec la plus scrupuleuse attention les mouvements de l'opinion britannique, écrivait à M^r de Ruyss.

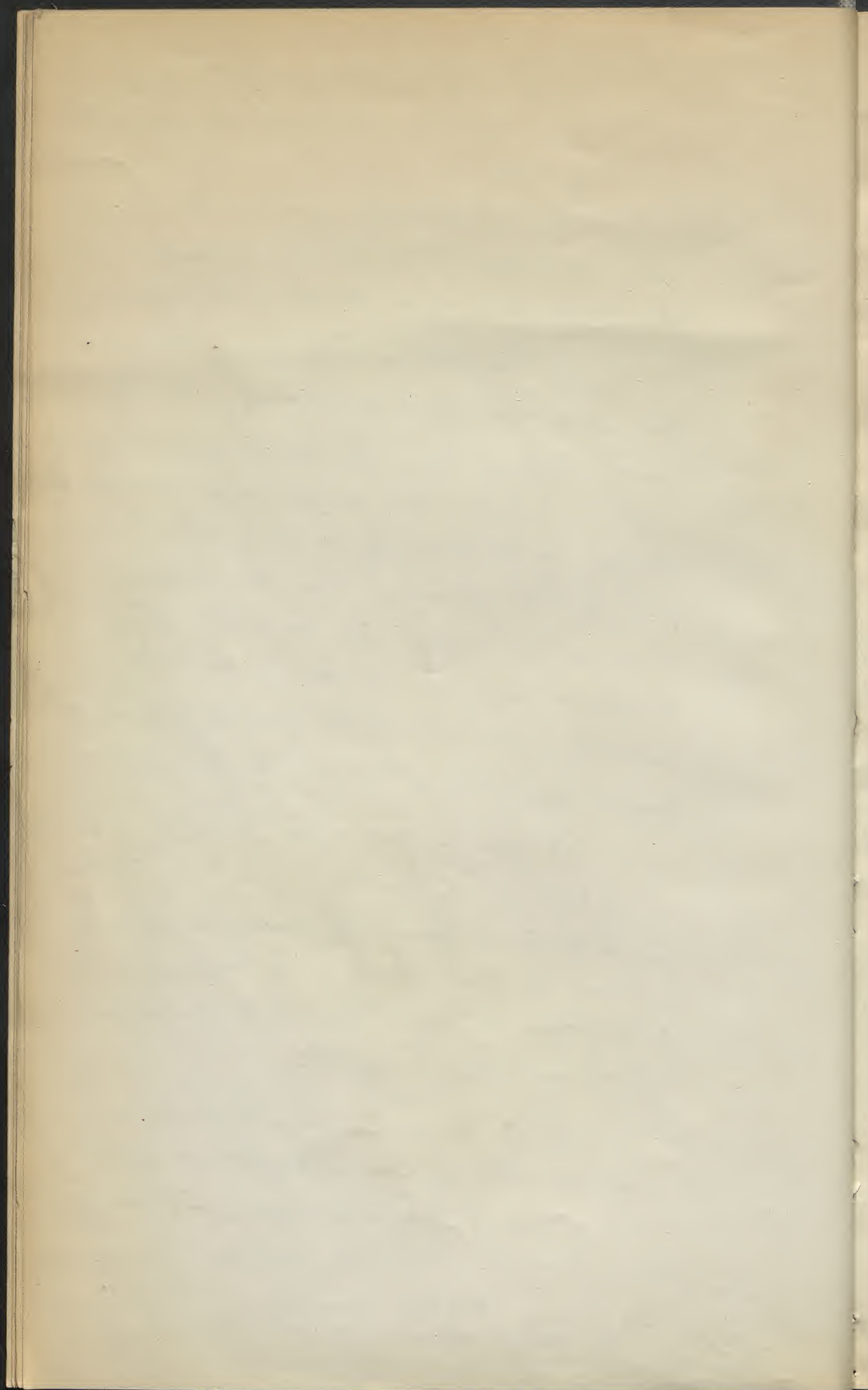
« Mes derniers lettres l'Angleterre me font prévoir que sous le rapport des fonds, la Grande-Bretagne nous fera complètement défaut. La définitive, comme nous marcherons malgré la politique de nos chers alliés, je ne suis pas fâché de réunir sans leur concours financier et malgré leur hostilité, afin de rabattre un peu de leur présomption insulaire, l'attitude qu'ils sont à regarder comme impossible à qui n'a pas leur appui. »

Cette expression quelque peu moqueuse de M^r de Lemp. « nos chers alliés », s'explique facilement par la crainte qu'éprouvait le gouvernement français à donner un appui officiel à la Compagnie de Suez, à une époque où se politiquait le pouvoir à un rapprochement avec l'Angleterre.

Cette dernière allait jusqu'à dicter ses ordres aux états qui étaient en compte avec elle, et c'est ainsi que le son gouvernement fait dire à Paris, que : « le Cabinet de Londres était toujours »

(1) Lettre de M^r de Lemp à M^r de Ruyss. 1^{er} janvier 1855.

Lemp - Lettre France & Documents pour servir à l'histoire du canal de Suez.



Après l'affaire du Canal et que sans l'état
rétabli ses relations de l'Angleterre & du Pérou,
il serait fâcheux pour l'honneur de cet état de
se compromettre contre la politique anglaise.⁽¹⁾

En même temps le consul anglais au
Caire s'efforce de jeter le trouble sans l'égout du
vice-roi en lui montrant les mauvaises dispositions
de l'Angleterre à l'égard du Canal.

Pour combattre l'influence de même
du gouvernement britannique Mr de Tempis
entreprend un voyage en Europe. il s'arrête
dans les capitales pour y répandre l'opinion de
gouvernement.

À Berlin le général de Bonin lui seclan
que (tout le monde le soutient des deux forces).⁽²⁾

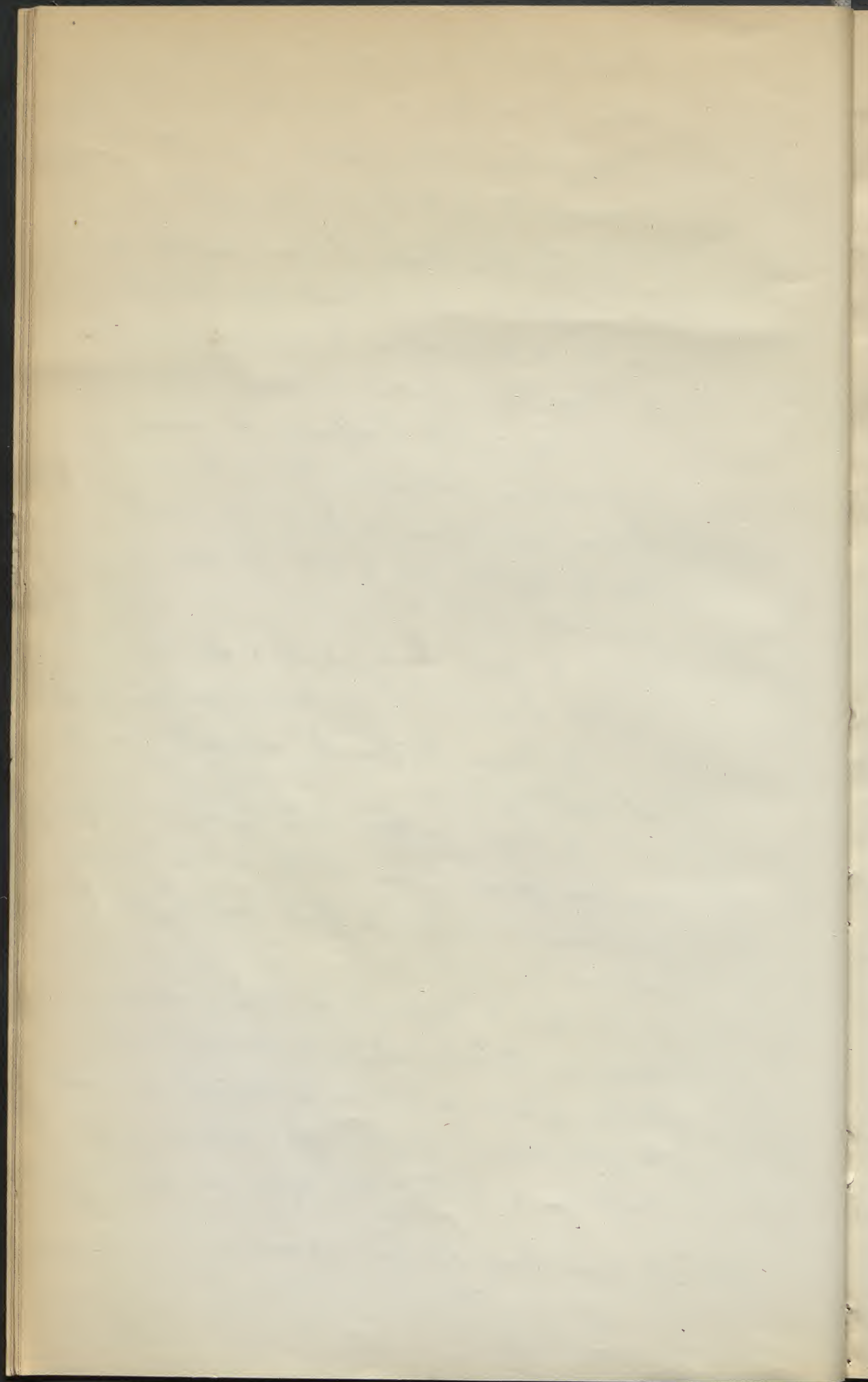
À Vienne Metternich se montre favorable
au projet du Canal.

La Russie semble toute disposée à soutenir
une cause française mais plutôt moralement que
pécuniairement, ses finances étant dans le plus
mauvais état.

Le Pape ne paraît pas vouloir donner
encore son appui et ^{tandis} que le vice-roi d'Egypte
déclare n'avoir aucun empêchement de son côté,
le gouvernement anglais fait entendre qu'il
emploiera le Sultan pour refuser son assentiment.

(1) ... Ferdinand de Tempis. - Lettres. Journal et documents

(2) id. " id. "



12

un projet de faire un canal à travers l'isthme
de Suez. Afin de calmer l'esprit de Mohamed-Saïd
sans cesse tourmenté par les paroles de l'agent
anglais M. de Lesseps lui fait envoyer le 9 avril
1859. une note officielle, affirmant que le
gouvernement français prend les affaires du canal
à un point de vue commercial et non politique,
et que l'intérêt et la jalousie sont les seuls
mobiles expliquant les actes de la diplomatie
anglaise; son revirement après l'achèvement
du canal. en 1869. y est prévu.

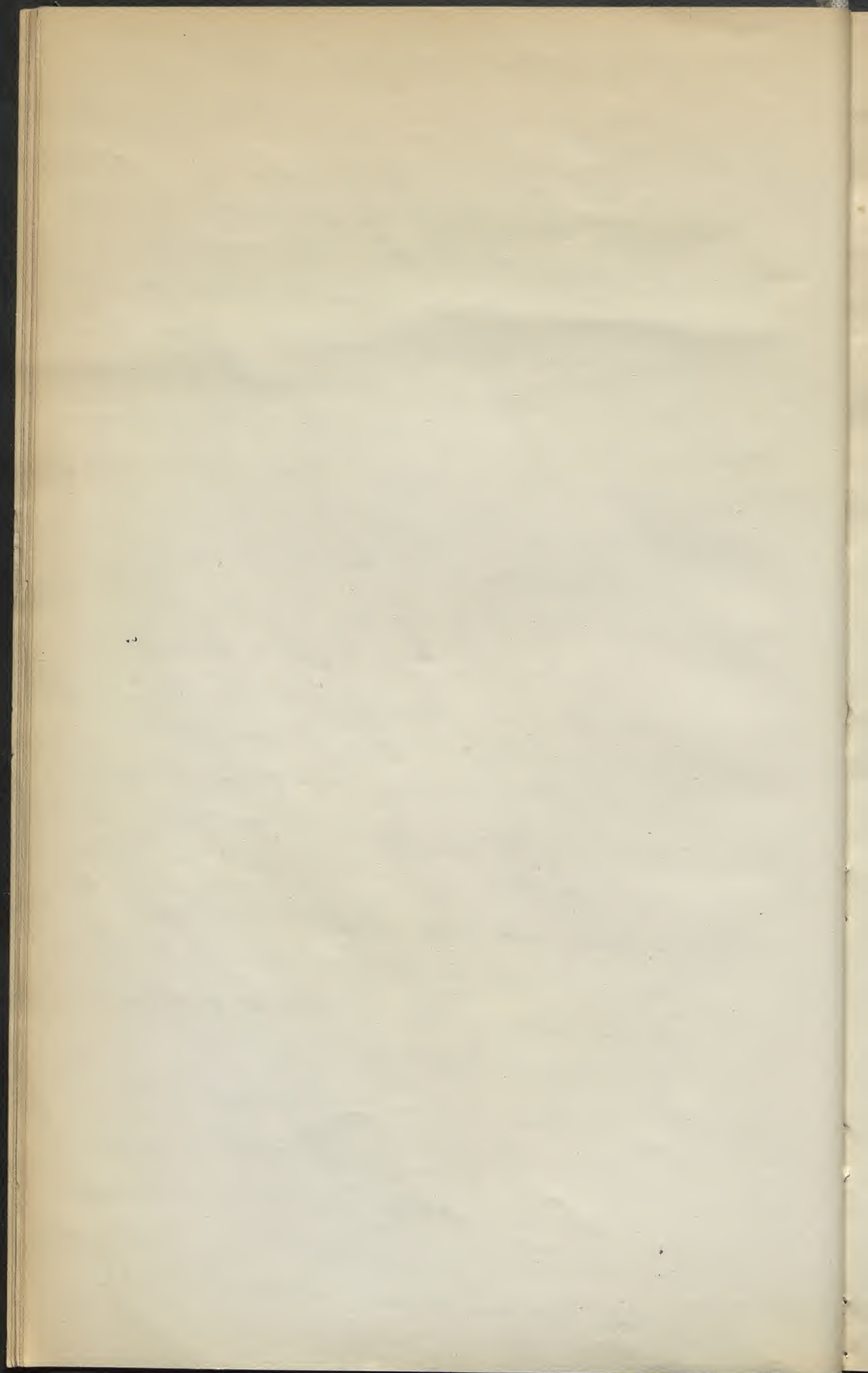
« L'Angleterre en profitera mais pas seule, et
avec la France, c'est cela qui la gênera. »⁽¹⁾

Malheureusement pour l'Europe le déclenchement de
guerre que nous lançâmes l'Autriche pour
voulant l'Italie, donna au consul anglais
au Caire, un auxiliaire puissant. Le consul
d'Autriche suivant les instructions de son gouverne-
ment fit tout ce qui était possible pour dénigrer
le canal aux yeux du vice-roi, pendant
que les journaux anglais publiaient les articles
les plus alarmants sur la situation occupée par
M. de Lesseps en Egypte.

Le Times du 4 mai 1859 contenait le passage suivant.

« En Afrique l'excitation est exaspérée
dans une fièvre et l'ambition brûle seulement.

(1) Lesseps - Lettres Journal et Documents - note à Mohamed Saïd. 9 avril 1859



13

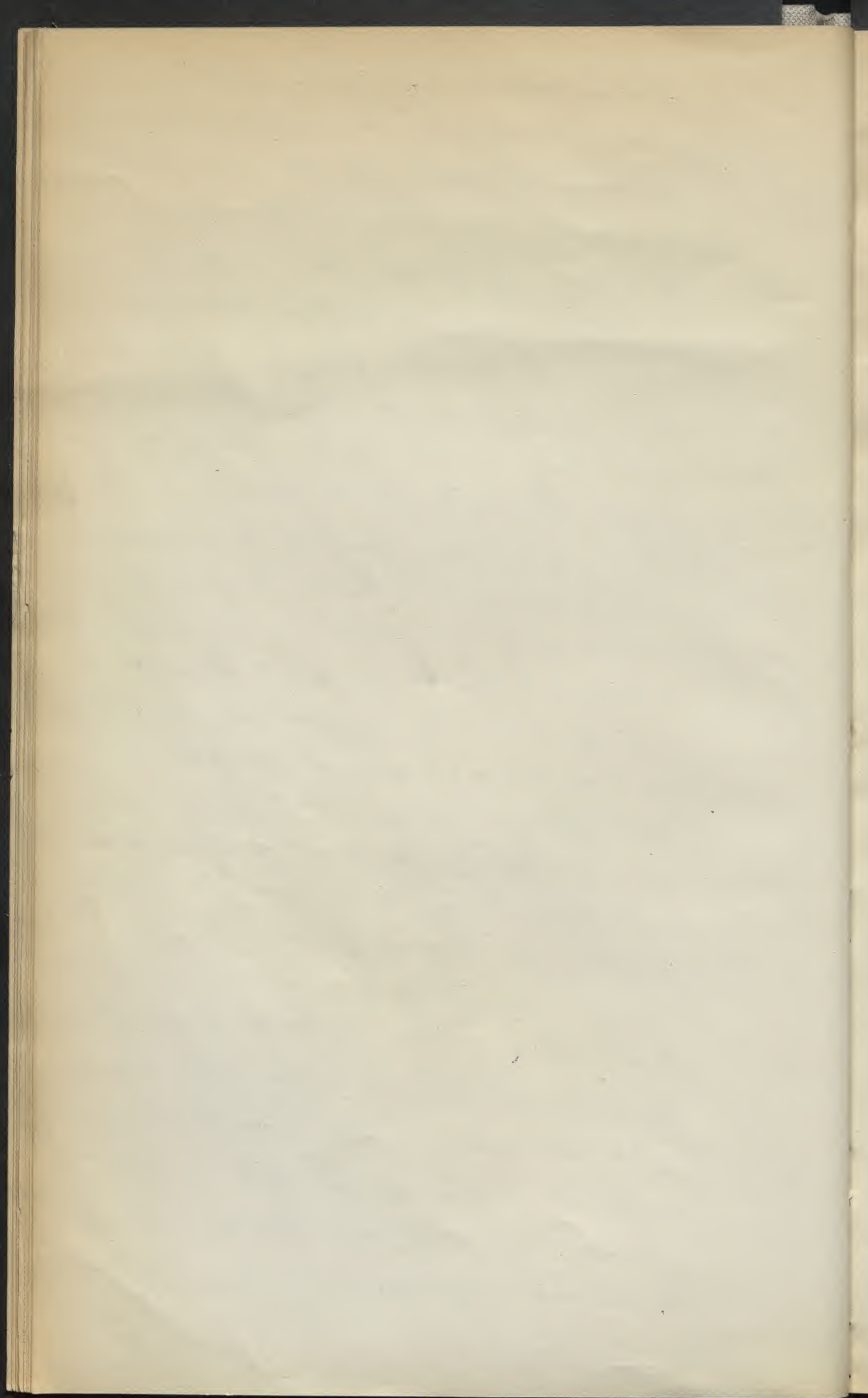
dans la position d'un pacha. On veut dire
que le vice-roi égyptien est suspect à son sein
de relâcher les liens de son allégeance et que
ses espérances sont fixées sur ce grand champion
des opprimés l'Empereur des Français.

« Leids. Pacha est entouré plus que
jamais de conseillers français, et il apprend
d'eux que le droit des nobles esprits est de
fouler aux pieds les hautes qui rendent une
provisoire dépendance d'une autorité centrale.

« L'influence française en ce moment
est suprême et Mr de Lesseps, pour le projet
rien moins que prohibé, a la permission
de dépenser le capital de ses actionsnaires, en
tant qu'il existe, à commencer ses travaux
par l'un de ses gigantesques mûles de la
Méditerranée.

« Pourtant nous conseillons à vos sans
le plus léger alarme ces intrigues du prince
ignorant qui gouverne le Caire.....

« Mais la suprématie de l'Egypte
à la Porte et l'exclusion d'une influence
européenne illégitime est un sujet d'importance
vitale pour nous. Le plus léger signe d'une
disposition à échapper au traité de 1840
appellerait sur le vice-roi tout le poids de
la puissance anglaise.



14

« Nous tenons Malte et Corfou, d'un côté Bombay
et Aden de l'autre, et flottes et armées s'avancent
de ces deux points opposés pour mettre un
Ambitieux gouvernement à la raison. »⁽¹⁾

Les menaces dirigées contre le Khédive
atteignant indirectement la France et M^r
de Lesseps également intéressés au maintien
du vice-roi et au respect de son état.

Les positions anglaises qui, comme le
fait remarquer le Times, tiennent l'Egypte
en respect en la menaçant sans cesse, font
douter de l'efficacité des traités et ébranlent
la neutralité du canal de Suez, en cas de guerre
avec l'Angleterre.

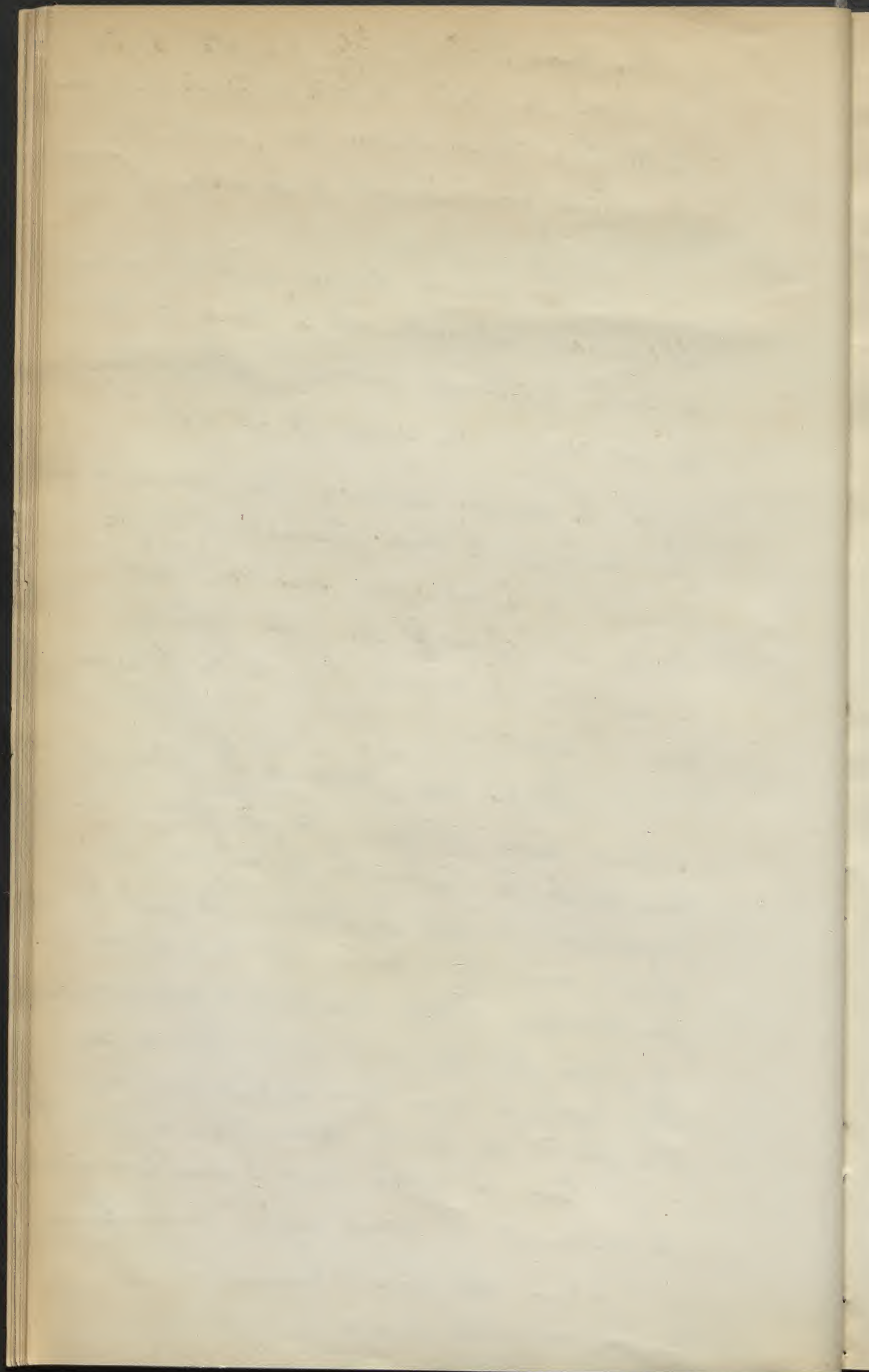
Tandis que l'œuvre de M^r de Lesseps
se trouve ainsi attaquée par les voix de la
presse et de la diplomatie britanniques, le
gouvernement français lui refuse tout appui
officiel, ainsi M^r de Lesseps écrit-il à son père
pour encourager le comte Walewski à agir en sa faveur.

« J'espère dit-il qu'on ne me laissera pas
trop longtemps nager tout seul et que l'on
sera bientôt en mesure de me tendre la perche. »⁽²⁾

Mais ces appels sont à peine entendus et
les agissements du consul anglais au Caire deviennent

(1) T. de Lesseps. Lettres. Journaux et Documents...

(2) T. de Lesseps. Lettres. Journaux et Documents.



15
si effrayants que le vice roi fait suspendre le
travail sous prétexte qu'une autorisation expresse
de la Porte est nécessaire à leur continuation.

Les Anglais sont arrivés à leur but, il ne
leur restait plus qu'à empêcher le Sultan de
donner son autorisation à la reprise du travail,
et toute la espérance de M^r de Lesseps s'évanouissait.

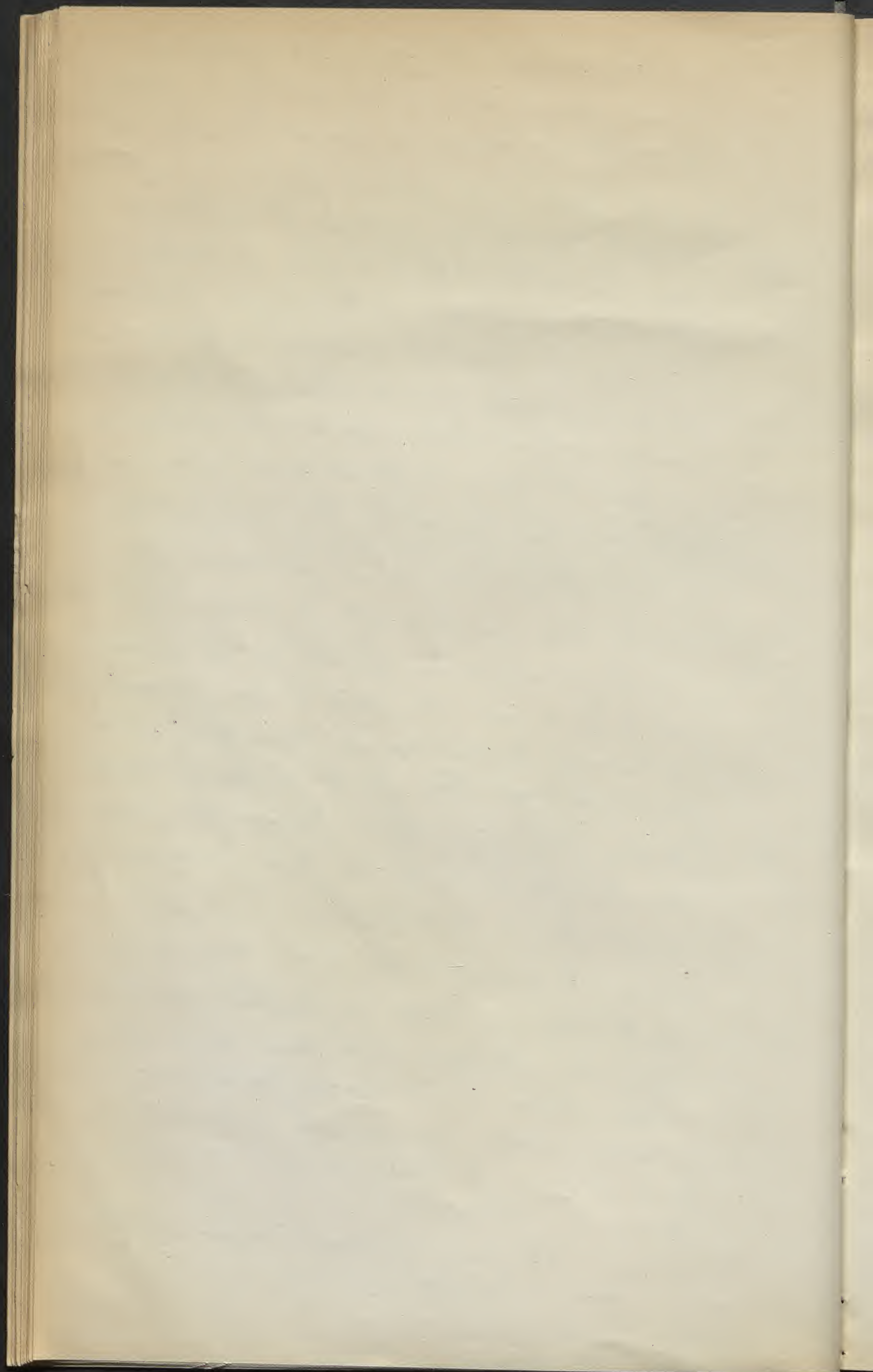
Tout y parvenait, ils ripandaient à Constantinople
le bruit que sans son entremise entre le comte
Walewski et lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre
à Paris, la France a complètement abandonné
à l'Angleterre la question du canal de Suez.

M^r de Lesseps devient formellement cette
raison dans une lettre datée d'Alexandrie 25 juin 1859.

« Des communications officielles sont eues en l'en-
tre le fin de juin 1855 entre le Serain gouvernement
de France et d'Angleterre (et depuis il n'y en a pas
eu d'autres) sur établie que la question du canal
de Suez était une affaire commerciale dans
laquelle la politique des deux gouvernements
n'avait pas à intervenir. »⁽¹⁾

Le ~~moment~~ M. Adolphe Laroche et le
comte Salas sont envoyés en Angleterre par M^r de
Lesseps afin de gagner à la cause du canal
certains hommes d'état faisant partie du
nouveau cabinet. Leur démarche réussit pleinement
et ils obtiennent ~~leur~~ ^{un} appui au conseil des ministres
comme au Parlement.

(1) Lesseps. - Lettres, Journaux et Documents. Pour servir à l'histoire du
Canal de Suez. Paris.



6

Il se produisit même autour des délégués français
un revirement dans l'opinion publique en Angleterre.
(Le plein boum eut M^r de Lesseps 4 juillet 1859, Les
négociants et banquiers de la Cité se sont réunis
autour de M^r Larue pour lui témoigner leur indignation
de voir le vice-roi d'Egypte abandonner un projet
qu'il avait lui-même lancé. Il ont ajouté:
qu'il était contraire pour l'Angleterre qu'elle fut
exposée au soupçon d'avoir prêté à ce tel
état.)

Quelques jours après M^r Schreiner consul d'Autriche
en Egypte annonce à M^r de Lesseps que les instructions
des précédents ministres des affaires étrangères sont révoquées
et qu'il ne doit plus s'opposer à la construction du
canal. Au même temps par l'entremise du chevalier
Newkella, M^r de Lesseps obtient la promesse de soutien
du comte de Brühl, ministre autrichien; le comte
de Camille dans une lettre des mois de juin 1859⁽²⁾
lui exprime sous ses armes pour la réussite de l'entreprise
qu'il soutient pendant que lui-même travaille à
l'Unité de l'Italie.

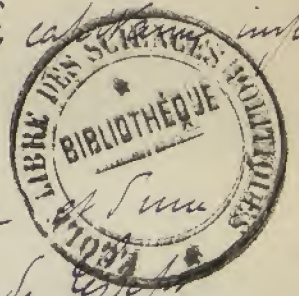
Le comte d'Espagne au Caire M. J. Bayet & Ribas
assure sans cesse le Directeur de la Compagnie du Canal,
des bons sentiments de son gouvernement, à son égard,
ce qui s'explique tout naturellement, que le sujet
espagnol soit après la France et l'Egypte le plus
puissant des amis de la Compagnie.

(1) Lesseps. Lettres Journal et Documents pour servir à l'histoire
du Canal de Suez. - Page.
(2) Lesseps - Lettres Journal et Documents



Quant au gouvernement français ce n'est qu'à la suite de longues délibérations qu'il se décide à agir d'une manière officielle en faveur du Canal.

Le 25 juillet 1859. Le ministre des affaires étrangères écrit à notre consul à Alexandrie pour (qu'il se rende pas de vue qu'il y a à soutenir des intérêts commerciaux français dans une entreprise où les capitaux importants de notre pays s'étaient engagés.)

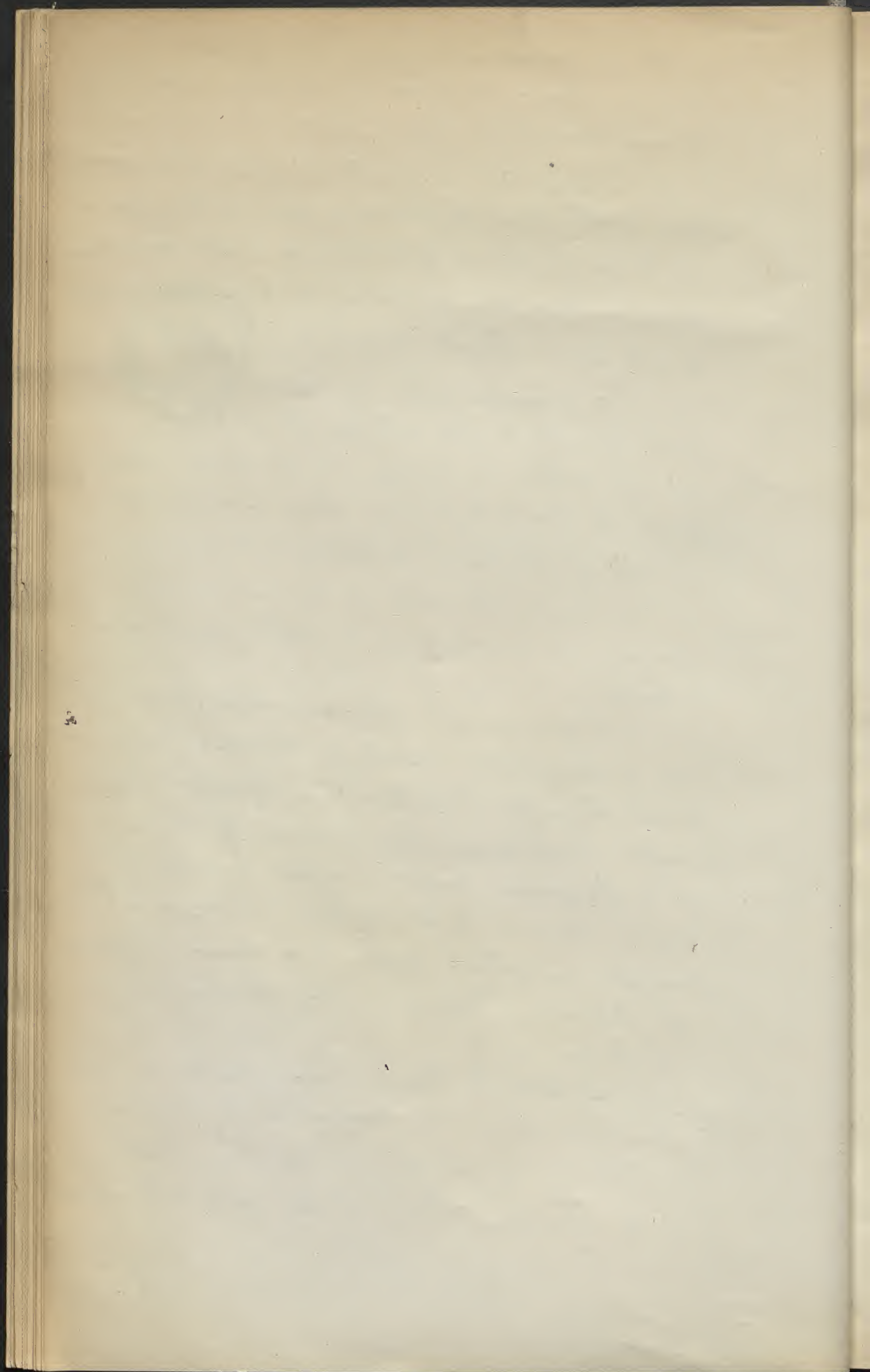


Cette intervention était très pénible pour les résistances pour satisfaire M. de Lesseps qui ne voulait de s'appuyer sur des hommes influents tels que M. Thiers et M. Guizot. Adonc le 6 août 1859 une note à l'Empereur lui-même, déclarant qu'il ne liquider la société si le gouvernement français ne le veut pas à Constantinople et à Londres.

Les éclaircissements qui venaient d'être fournis sur la démonstration navale de l'Amiral Moulay devant Alexandrie 25 juillet 1859. de jour au soir complot d'enlèvement et de séquestration du Khédive et le changement de vues de certains ministres anglais donnant à M. de Lesseps l'occasion de renouveler ses instances auprès de son ~~gouvernement~~ l'Empereur afin d'amener l'Empereur à une explication avec l'Angleterre.

Il écrit à M. Damas-Hinard, recevant les communications de S. M. l'Impératrice à Bayonne

..... J'ai constaté que lord John Russell M. M. Gladstone. Sidney. Herbert et d'autres membres



du Cabinet avaient conservé leur opinion personnelle favorable au canal. Lord John Russell, particulièrement, tout en se soumettant provisoirement, dit-il, pour ne pas gêner la politique de son pays, aux traditions du Foreign-Office, réservait l'avenir sur la question de Suez, en faisant comprendre que lui et ses collègues ne suivraient pas Lord Palmerston dans une voie compromettant pour leurs principes.

Lord Palmerston a absolument besoin dans ce moment de ne pas se mettre en désaccord avec Lord John Russell. Enfin M^r de Persigny qui était antérieurement contraire à une négociation au sujet du canal, entre la France et l'Angleterre, ne venait aujourd'hui disposer à en admettre la possibilité.

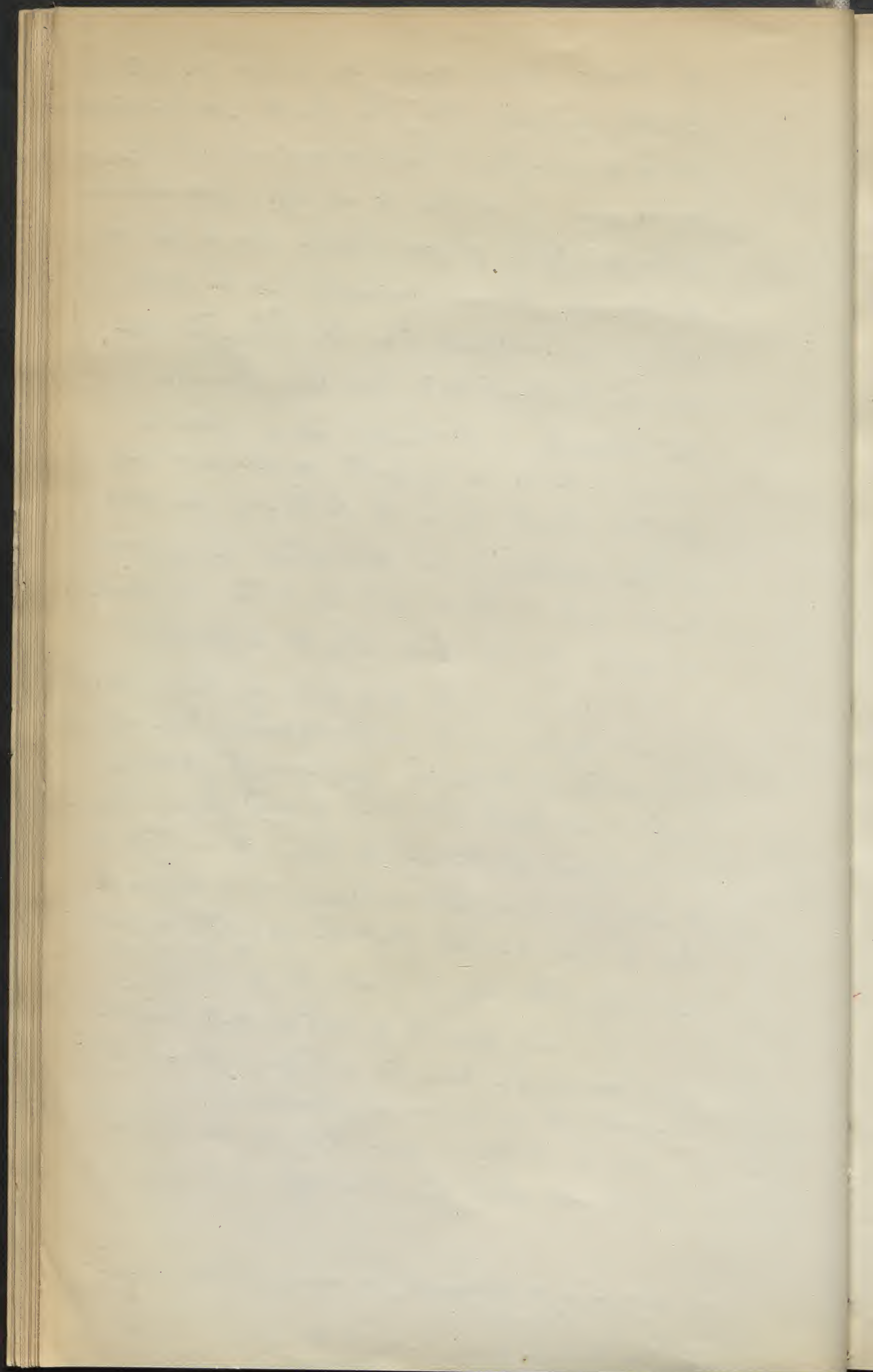
Celui qui vient de se passer en Chine ne paraît enfin un argument excellent pour amener l'Angleterre à comprendre que la vieille jalousie contre ce qui peut être utile à notre pays, l'aveugle et l'empêche de voir que la Russie et les Etats-Unis d'Amérique menacent réellement sa suprématie dans les mers orientales, dont ils sont plus rapprochés que l'Angleterre par l'Amour et la Californie⁽¹⁾.

Le même esprit se voit au comte Schouvaloff pour le faire se faire connaître à l'agent français à Alexandrie, les instructions du gouvernement.

« J'ai la certitude ajoutée - L. il que M. Laboulaye⁽²⁾ fait tous ses efforts pour déconcerter le vice-roi

(1) Lettre journal et Document pour servir à l'histoire du canal de Suez. T. I. de L'Esprit. p. 1.

(2) ~~Don~~ Don le comte Rancani à Alexandrie.



et l'engage à ne pas renoncer dans son entreprise
en cherchant à lui persuader que l'Empereur ne continuerait
pas l'opposition de l'Angleterre et ne soutiendrait pas la
Compagnie du Canal.⁽¹⁾

Et appui de l'Empereur devenait le plus
en plus indispensable. Et voici ce qui existait d'autrichien
le chevalier Reutskella.

On desire que la France donne la
première impulsion sans cela nous traînerons
encore longtemps, ce qui dans l'état actuel des choses
n'est pas possible. Nous sommes parfaitement
convaincus ici que si l'Empereur Napoléon III
agit dans cette affaire avec énergie, les autres
gouvernements suivront son exemple, autrement
tous les autres états ne pourront que rester spectateurs
oisifs.⁽²⁾

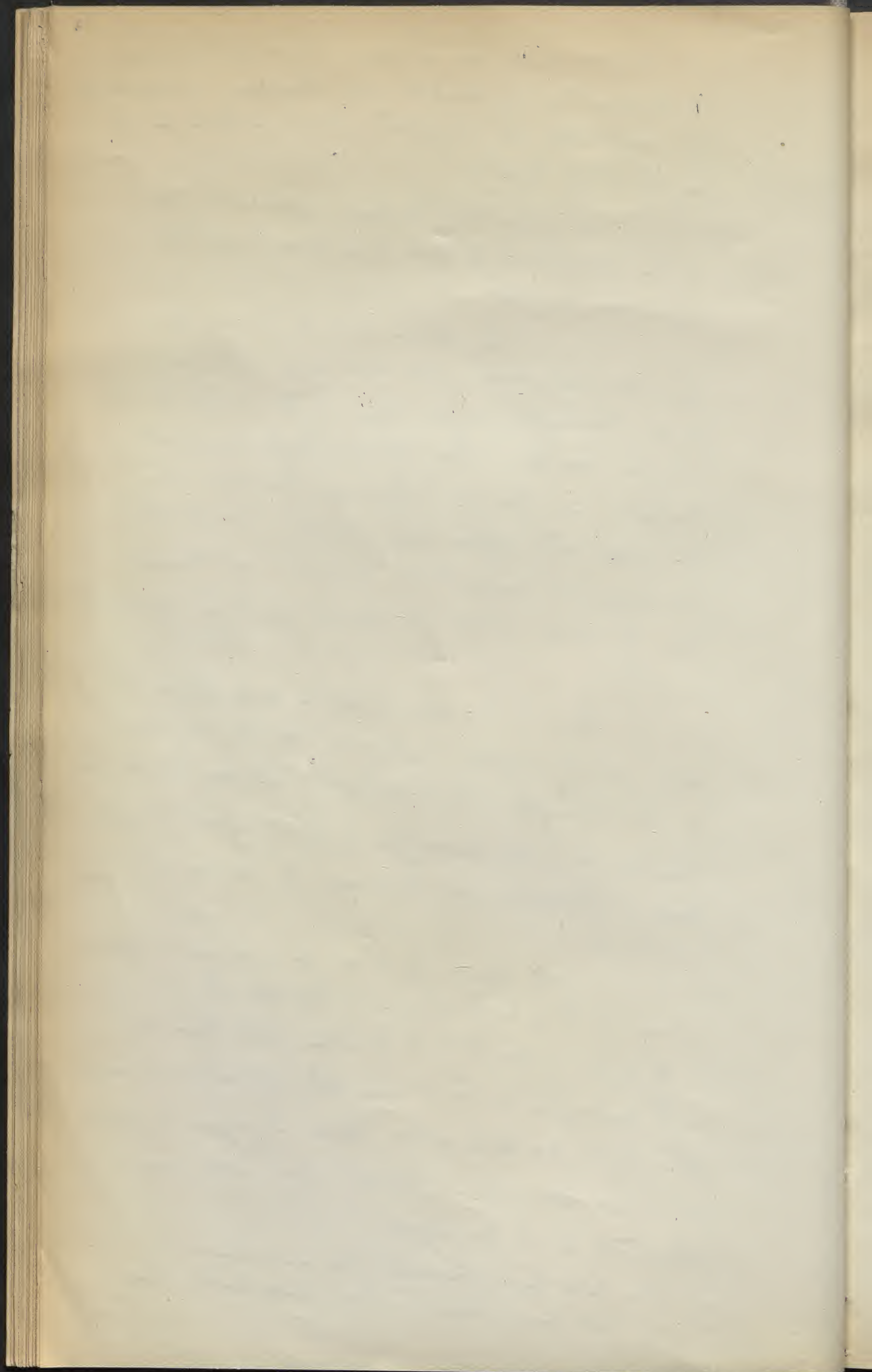
Mais l'Empereur n'est pas encore décidé à
agir, et les anglais intriguent de plus en plus
à Constantinople, sur l'initiative de leur ambassadeur
Moutter-Bey. est encouragé par le gouvernement ottoman
à s'efforcer de décourager le Khédive et
l'empêcher.

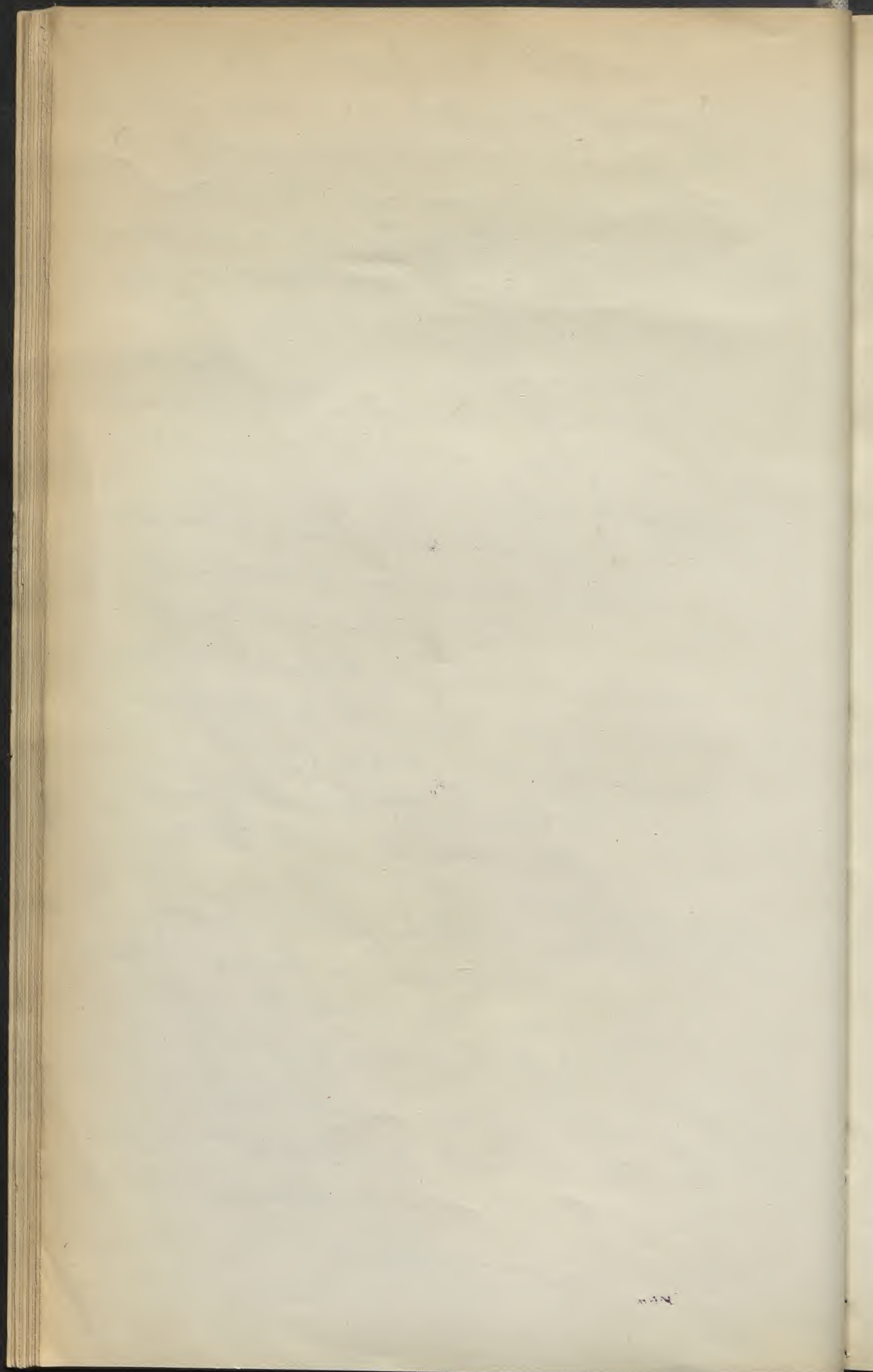
Cette dernière tentative du gouvernement anglais
assure à M^r de Lapp l'appui de Napoléon III.

Le 10th octobre 1859. L'Empereur fait passer à
notre ambassadeur à Londres une note, disant qu'il serait
faite trois réclamations de la Compagnie du Canal.
et quelques jours après il reçoit à St Cloud une
députation de la Compagnie.

(1) Lapp - Lettre Journal et Documents. - Note au comte Walewski.

(2) Lapp. - Lettre Journal et Documents. - Lettre du chevalier Reutskella à Lapp.





87

à l'effet de réclamer de la Porte ottomane les
autorisations demandées par le vice-roi d'Egypte
pour l'excursion des travaux.

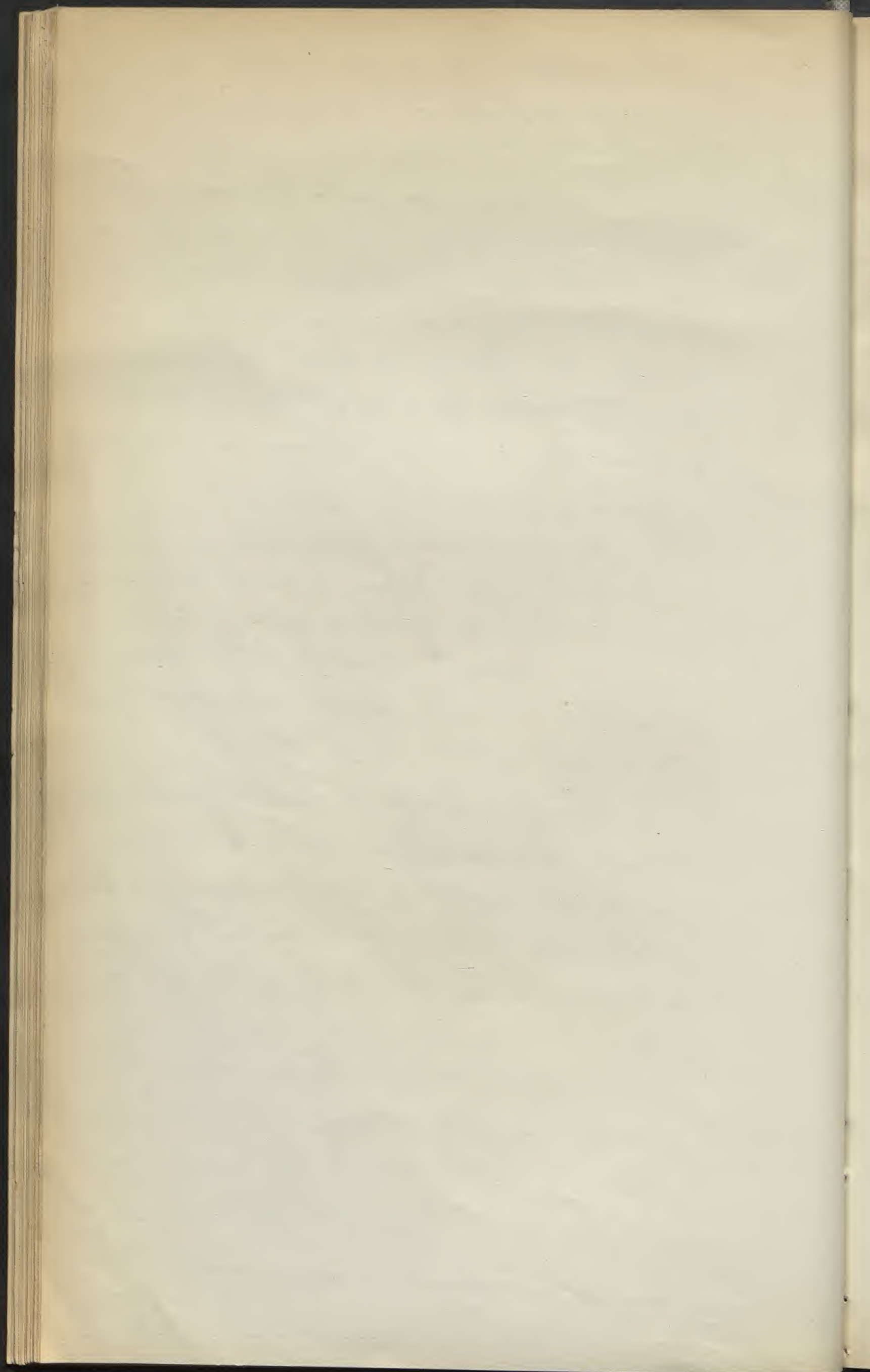
« Le concours des grandes Puissances est sollicité
pour obtenir à Constantinople ce résultat et pour
faire discuter ensuite d'un commun accord la question
de neutralité du nouveau passage maritime afin
de mettre définitivement un terme aux séances
qui ont été voulues par le cabinet anglais et de
garantir tous les intérêts politiques par un règlement
international. »

Les représentants à Constantinople de l'Autriche
de la Russie et de l'Espagne reçoivent aussitôt des
instructions leur enjoignant de soutenir l'agent
français M. Thouvenel, tandis que Sir H. Bulwer
continuait à répandre le bruit de ces fameuses conversations
entre le comte Walewski et lord Cowley.

Puis à la suite de plusieurs délibérations
du conseil des ministres, écrit M^r de Lesps, qui
n'ont pas été sans controvérses à cause de démarches
de toutes sortes faites par Sir H. Bulwer, la demande
de l'ambassadeur de France a été acceptée par la
Porte.

« C'est à dire qu'un appel va être fait aux
Puissances pour mettre la responsabilité politique de
la Turquie à couvert dans les questions du canal de
Suez et pour régler les questions internationales qui

(1) Lesps. Lettre Journal et Document. Note remise aux représentants de l'Union. 8 novembre 1859



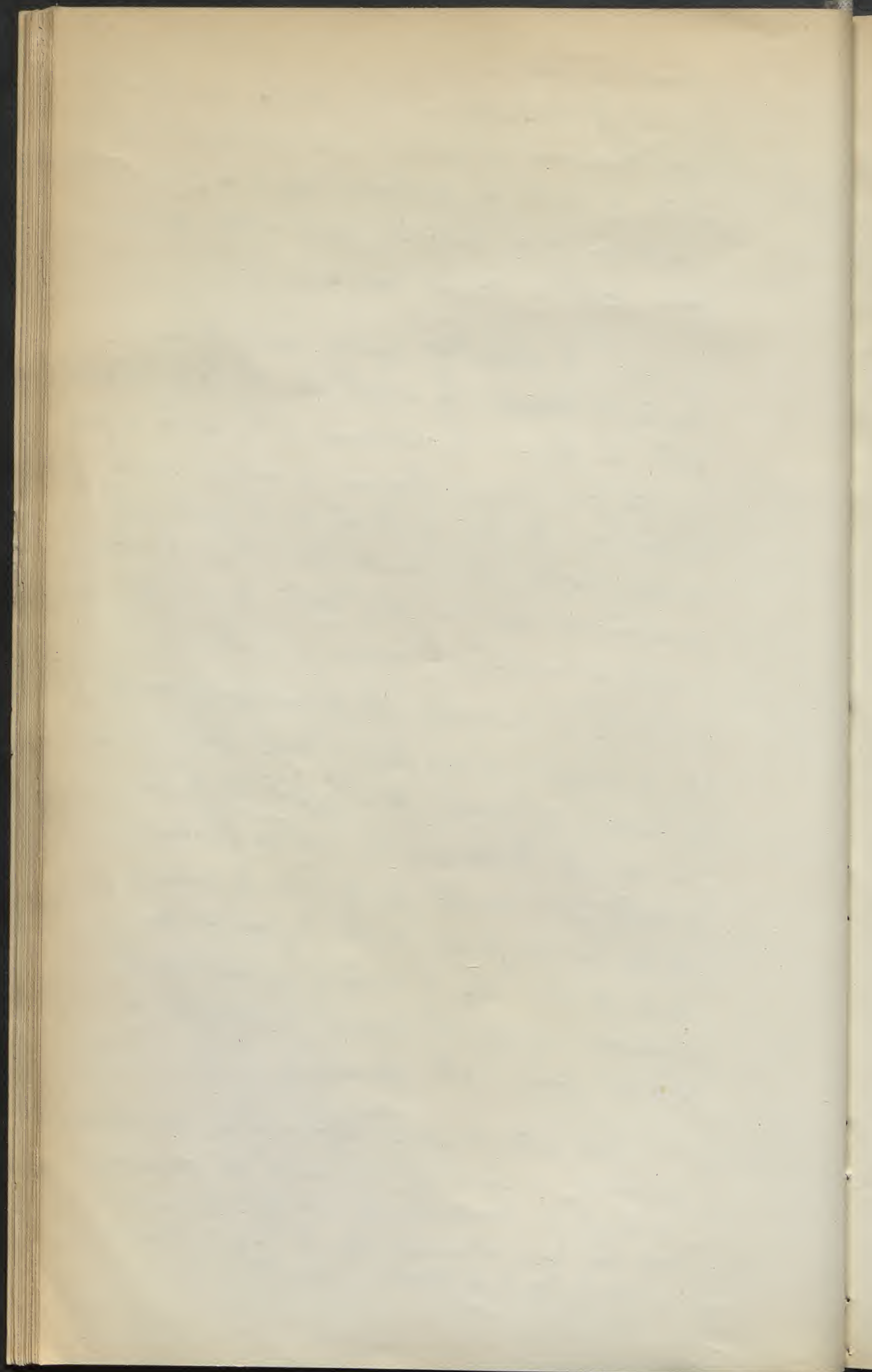
peuvent en dépendre.

« M. F. Balaïev a si bien compris que l'appel aux Puissances entraînerait immédiatement la chute de toutes les résistances qu'il a fait l'impossible pour empêcher un résultat que nous devons considérer comme un succès. »

« Le représentant anglais avait depuis longtemps travaillé les esprits de la Porte; il avait flatté les préjugés, les vanités et les regrets de ceux qui au fond pensent toujours à revenir sur le trône de 1841 en faveur de l'Égypte. Il voulait profiter de l'occasion pour réduire le libre gouvernement égyptien de l'Égypte au rôle de simple administration turque.

« S'il réussissait, il faisait coup double en détruisant d'une part l'unité politique de la France à l'égard de l'Égypte et de la famille de Méhémet-Ali, et en faisant d'autre part annuler par la Porte la concession du vice-roi en faveur de la Compagnie du Canal de Suez sous le prétexte qu'un simple gouvernement de province turque n'avait pas le droit de donner cette concession. »

Tout cette campagne diplomatique fut habilement imaginée et menée par le conseil de ministres se réunissant à Constantinople malgré la résistance de l'Empereur. Journal et Documents. Lettre de M. de Launay à M. de Roussin
Comme de l'Emp. Paris le 15 novembre 1859



lucryque de Sir H. Bulwer et après la séance du 23
Concil le grand vizir Mekhmet - Ruchid. Facha
déclarant l'entente du canal de Suez profitable à la
Touche.

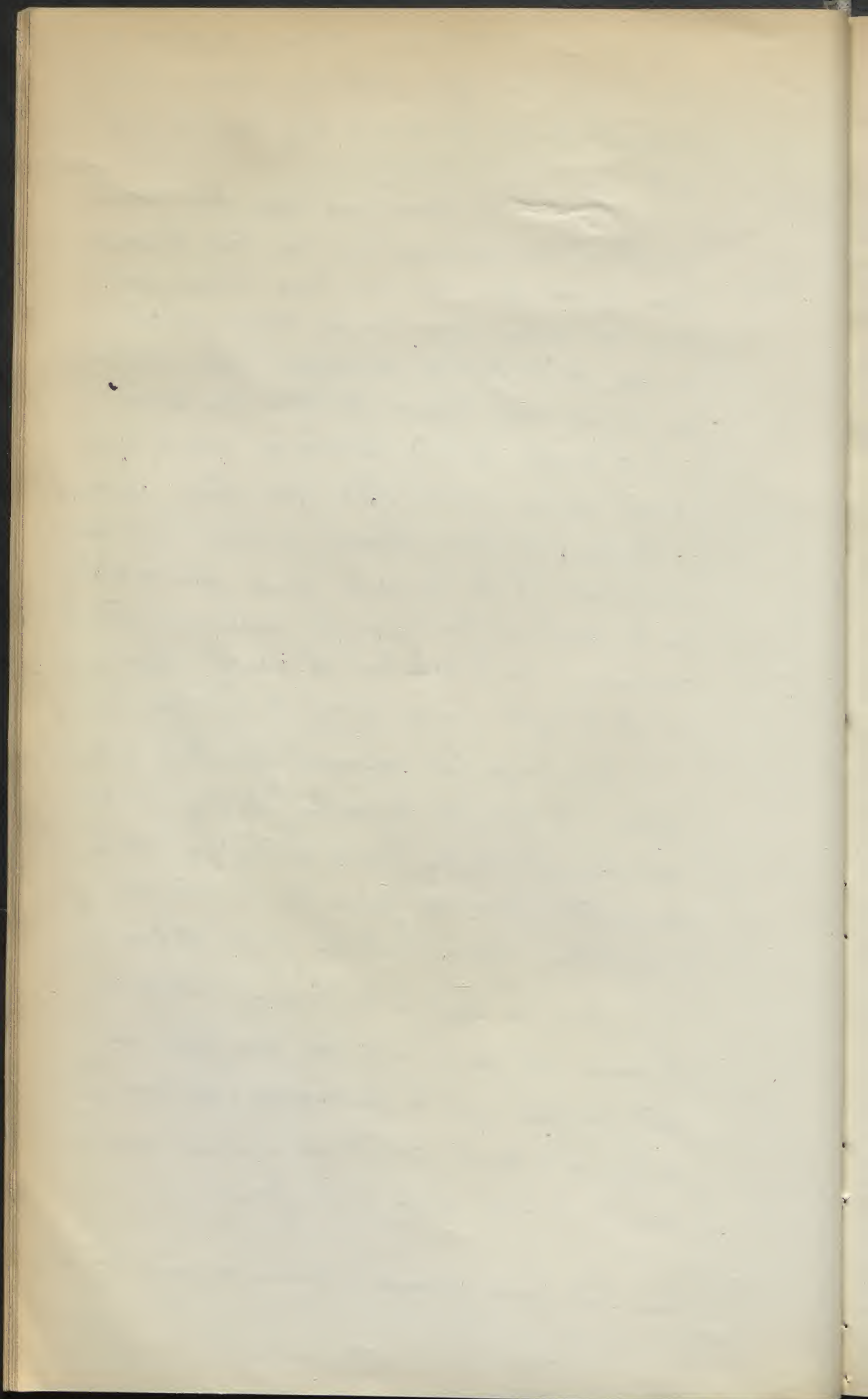
Comme nous avons amicalement
qu'elle produira un grand bien pour tout le monde
nous aurions agi ainsi que nous l'avons fait
sans bien même nous aurions craint qu'elle
ne nous coûtât quelque dommage afin que l'on
ne fût pas nous accuser de nuire aux autres.

Le principe de notre approbation sous le point
de vue de nos intérêts étant donc admis, personne
je l'espère, ne pourra trouver mauvais que nous
demandions à des puissances amies de s'entendre
sur les questions politiques qui pourraient être la
conséquence de l'excécution du canal tant vis-à-
vis de l'Egypte que vis-à-vis de l'Europe. ")

M. le Comte fait remarquer que sans cette
affaire ce n'est pas la question de Suez qui est
véritablement en jeu, mais la question de la
domination exclusive exercée sur la Porte par
l'Angleterre depuis la Servie guerre d'Orient.

Grâce aux efforts de M. Thiers l'appel aux
puissances est décidé il a lieu sous forme de
note identique que les ambassadeurs de Turquie
à Paris et à Londres doivent communiquer aux
cours de Vienne et de Saint-James.

Paris - Le Figaro Journal et Documents - Déclaration de grand vizir - Mekhmet Ruchid Facha



29.

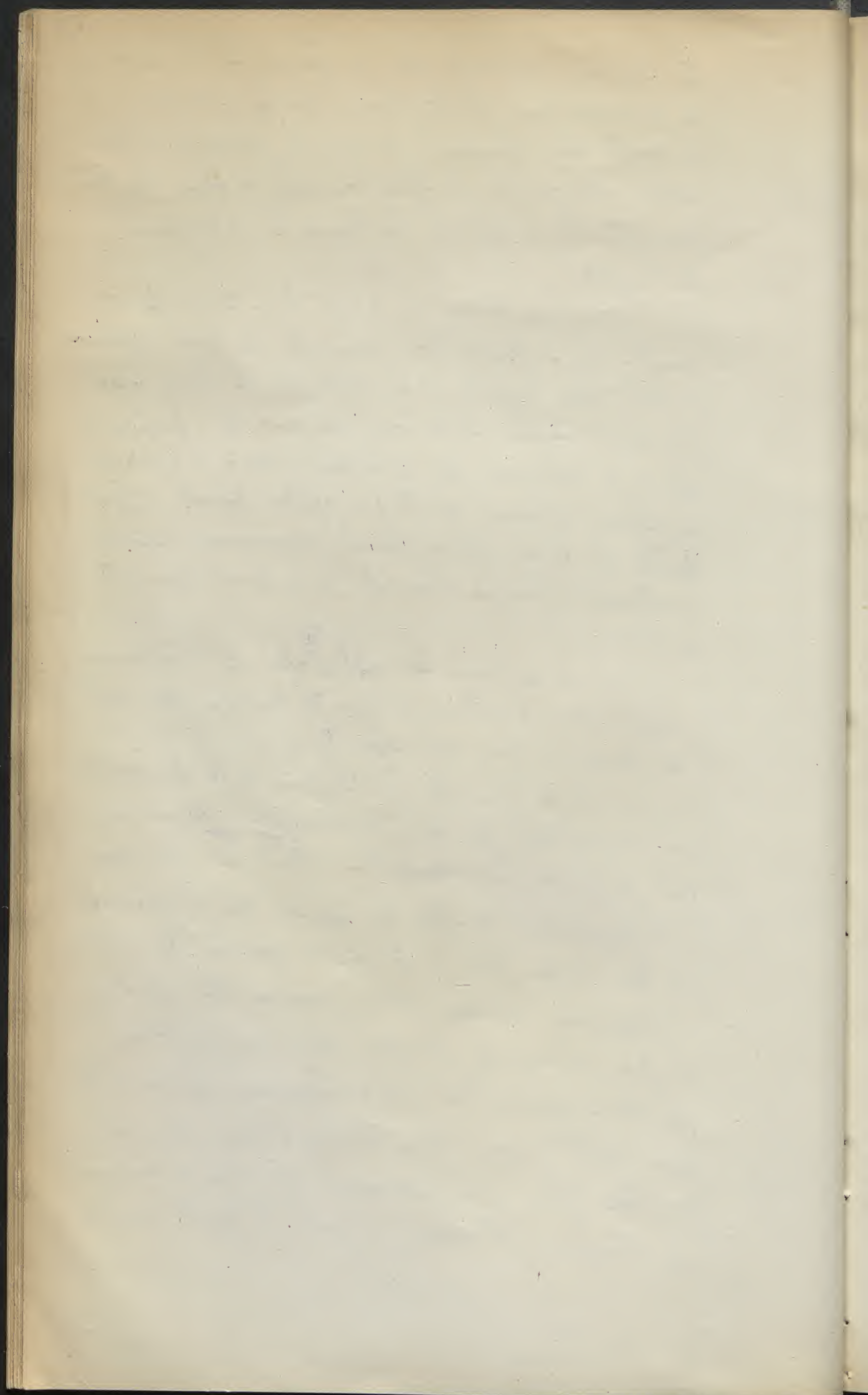
Les Anglais s'efforcent alors d'effrayer le Sultan
en insinuant que la Compagnie de Suez n'est pas
universelle mais française, et que le privilège a été
accordé d'élever des fortifications sur la ligne du canal
permettra tôt ou tard à la France de s'emparer
de l'Egypte.

Pour calmer les esprits, M. de Lamoignon fait
remettre le 20 Janvier 1860 une note au corps diplomatique
à Paris, dans laquelle il est dit que la France n'est
pas seule à fournir les actions de la Compagnie.
Elle en a une grande part et obtient, mais l'Egypte et
le Khédive souscrivent de 26.000 actions auxquelles il faut
ajouter les 85.000. fournis par le gouvernement anglais
restituant à peu près l'équilibre de intérêts dans cette
entreprise.

Le Comte d'Empis le mot d'ordre de l'ambassade
anglaise sans le public et sans le monde au sujet
du Canal de Suez est celui-ci :

« Puisque M. de Lamoignon et ses actionnaires
ne s'inquiètent pas de impossibilités ruineuses
que le Times a démontrées, tant pis pour eux.

L'Angleterre n'a pas la mission de les préserver
de leur propre folie. Il serait absurde de s'opposer
à l'écoulement d'une chose inévitable, et si
à force d'argent et après avoir ruiné deux
ou trois générations d'actionnaires, le canal ne
fait tout ni rien pour l'Angleterre qui en
profitera plus que personne, et pour l'intégrité
de l'empire ottoman à qui l'Egypte rendue



inviolable par le fait des intérêts universels attachés au canal lui-même, ne pourra plus être entrecouper⁽¹⁾.)

Ce langage au dire de M^r de Lesseps n'est qu'un expédient pour endormir la vigilance de l'ambassade de France. et cette opinion semble confirmée par le message que fait par ce temps après le consul anglais à Constantinople d'envoyer de nouveau au Khédive un commissaire turc.

Cette désagréable visite fut eûtée au vice-roi par le vint de notre consul M^r de Beauval qui venait de remplacer M^r Sébaste.

En mois de mai 1861 une interpellation très vive eut lieu à la Chambre des communes à propos de la « Bankrupt Company » de Suez :

(La position de M^r de Lesseps, disait lord Carnarvon serait à un haut degré justifiée, s'il pouvait prouver que son entreprise est véritablement commerciale et qu'il n'a en aucune façon cherché à imposer des conditions de nature à intervenir illégalement dans l'action du gouvernement égyptien.⁽²⁾)

Le lord lord Wodehouse, organe du gouvernement à la Chambre Haute répondait :

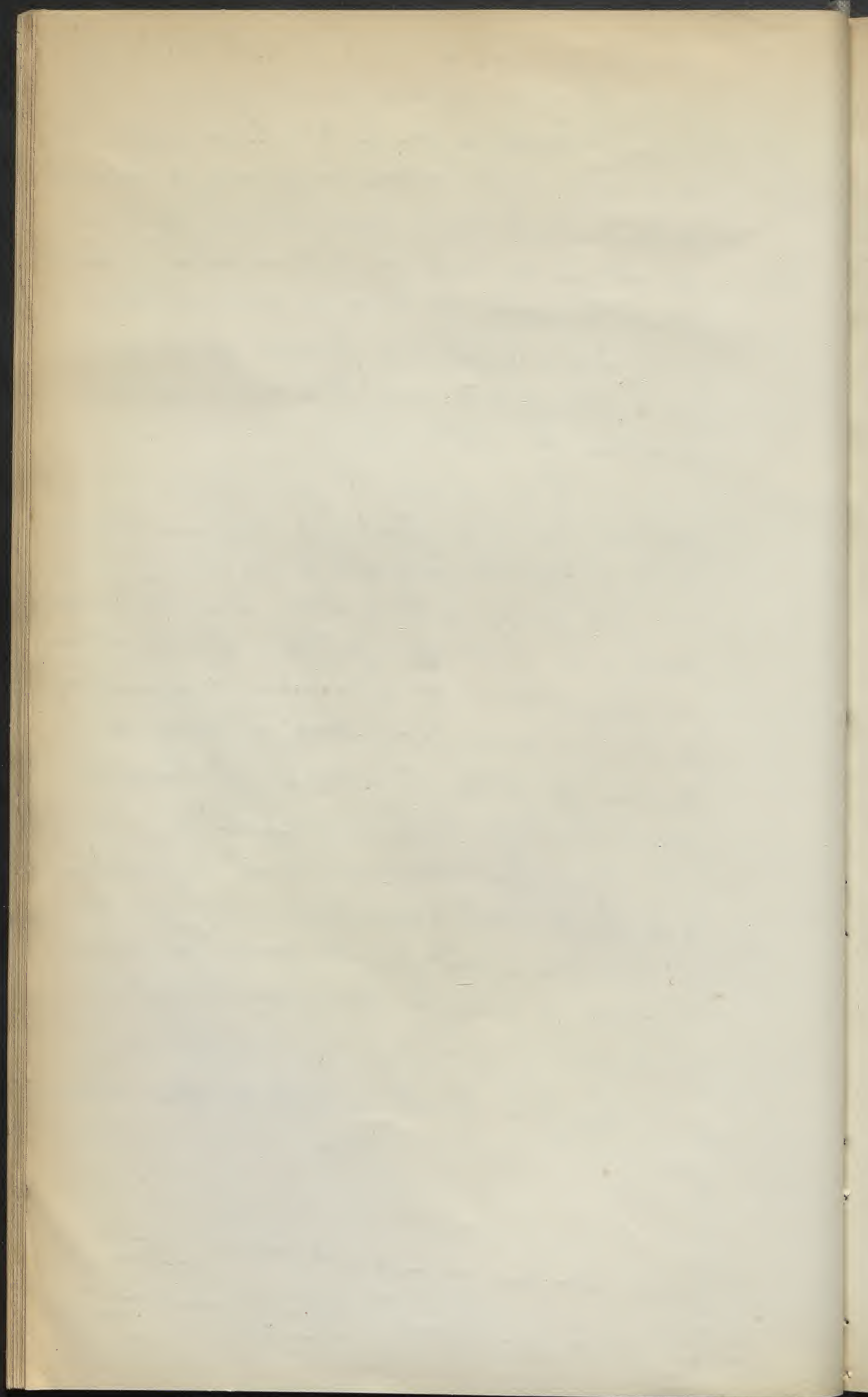
« Jamais notre pays ne pensera un moment à s'opposer à un simple projet commercial quelle qu'en soit l'origine.⁽³⁾ »

Lord John Russell ministre des affaires étrangères

(1) Lesseps - Lettres France et Documents - Lettre Lesseps à l'Assemblée - 25 juin 1860 - Constantinople

(2) Lesseps - Lettres France et Documents - Rapport à l'Assemblée générale du 15 mai 1861

(3) id. id. id. id. id.



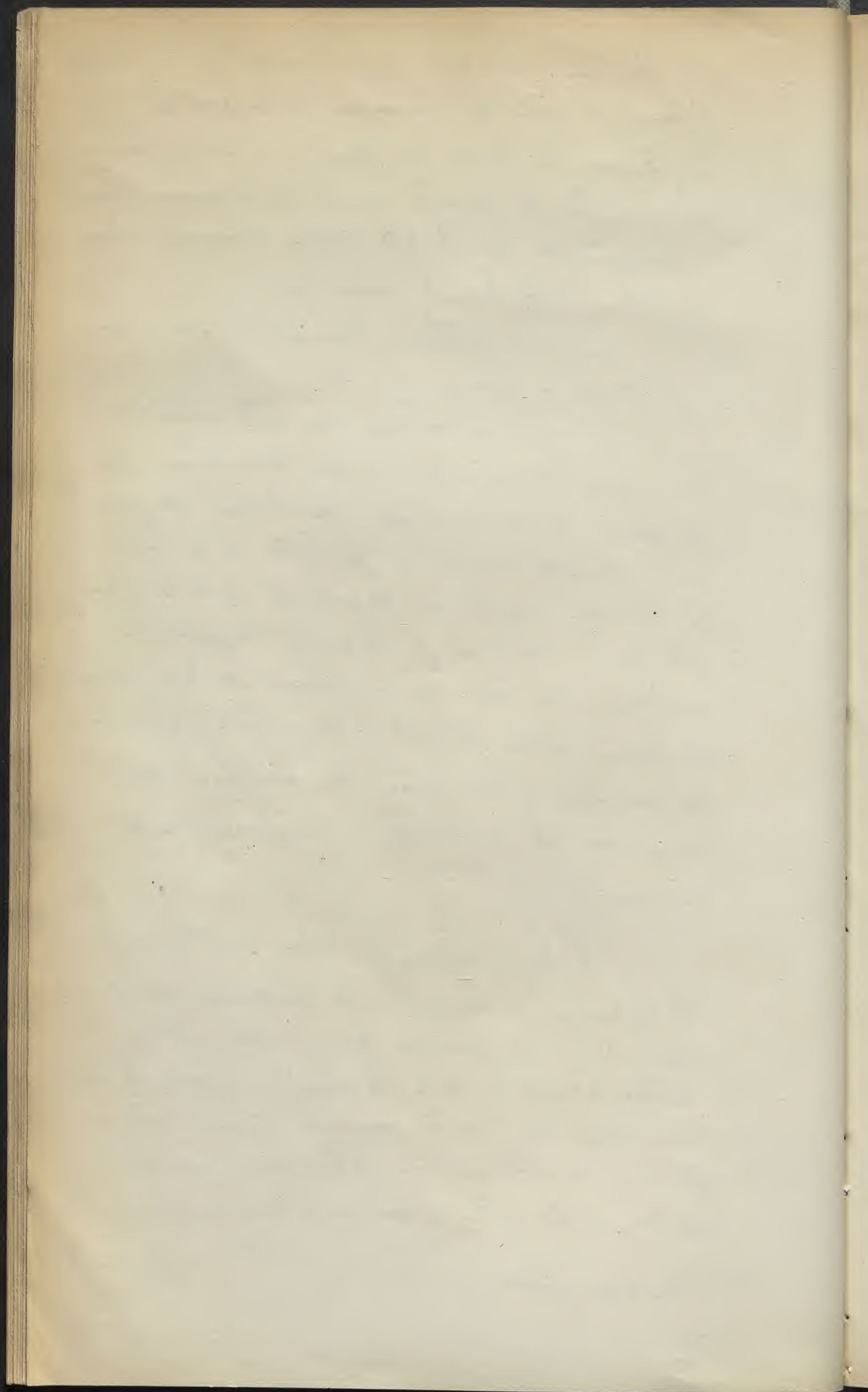
M^r Gladstone Chancelier de l'Échiquier et M. Milner Gibson ministre du commerce appuyèrent la Compagnie du Canal en tant qu'entreprise commerciale. Lord Stratford de Redcliffe ancien ambassadeur d'Angleterne à Constantinople et à cette époque adversaire acharné du Canal parla sans le même sens.

Lors Lord Wodehouse terminait son discours officiel par ces mots :

« J'ai la confiance que cette entreprise que je crois impraticable ou sera abandonnée ou du moins qu'on insistera pour obtenir des garanties qui donneront sécurité à la Porte et à toutes les Puissances européennes ayant des intérêts dans cette partie du monde, garanties desquelles il résultera que la vie de communication suppose ne pourra porter atteinte à ces intérêts, et qu'aucune des puissances ne sera privée des avantages dont jouira un Etat quelconque spécialement en cas de guerre. »⁽¹⁾

« Le projet ne sera pas abandonné », répondait M^r de Lesps, à l'Assemblée de Constantinople du 15 mai 1867, son exécution est infaillible. Mais entourer le canal de toutes les garanties capables de lui maintenir ce caractère universel qui est notre principe et notre condition d'existence, qui le destine à être utile à tous en restant inoffensif à tous.

(1) Voir le note jointe.



27

c'est là notre vœu le plus cher le but constant
de nos efforts et mille fois nous osons le dire l'Angleterre
ne trouvera son objectif et résultat, de coopérateurs
plus sincères que le gouvernement français et notre
compagnie ⁽¹⁾

À la fin de l'année 1861 il était question de
réunir une commission française, anglaise et
autrichienne pour examiner la possibilité du canal
de Suez et ses conséquences sous le point de vue commercial
et politique.

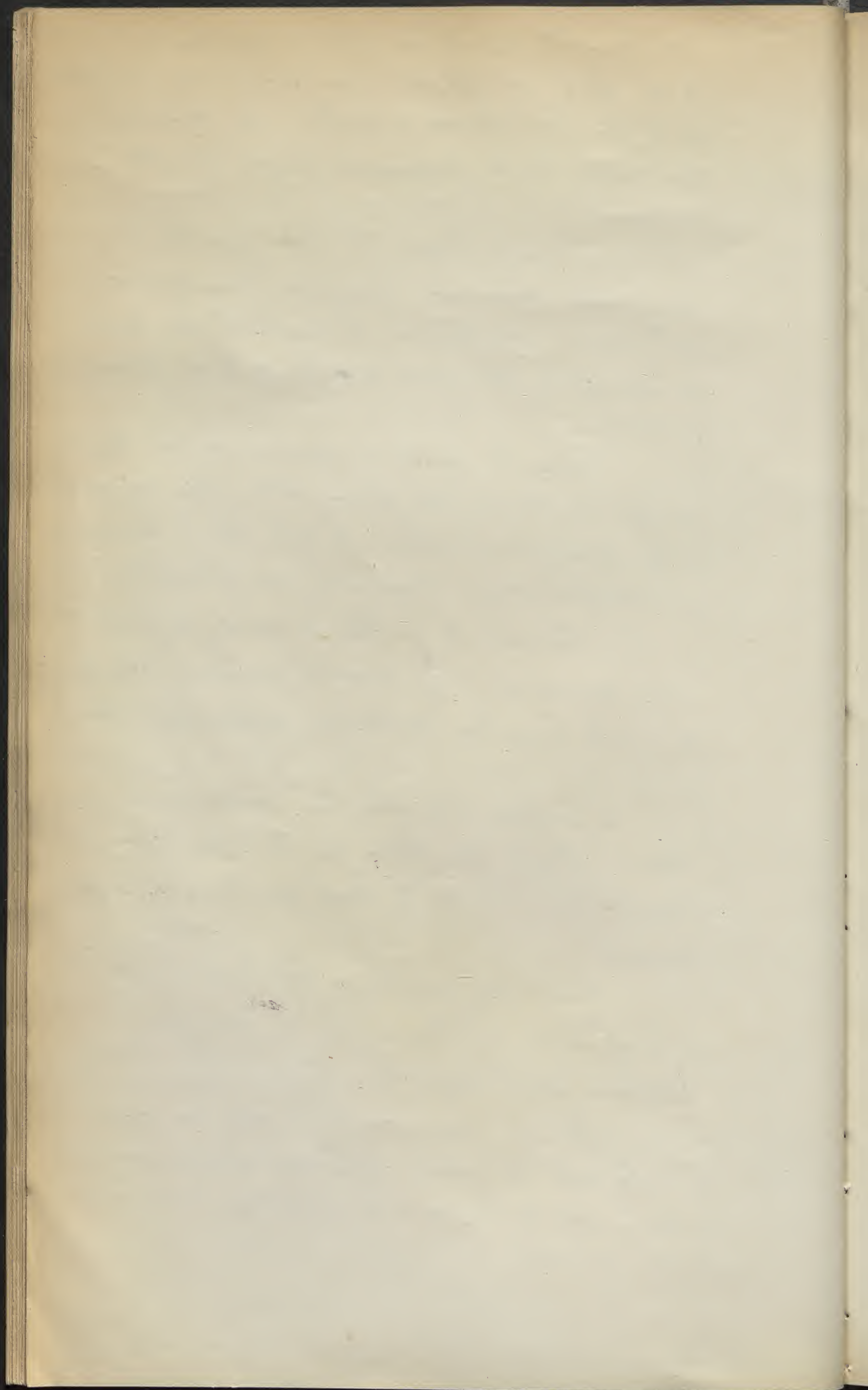
Palmerston écrivit à ce sujet à lord John Russell
président du conseil une longue lettre, dans laquelle
il lui recommandait d'adhérer à cette idée la commission
qu'il considérait comme dangereuse pour l'Angleterre.

Puis étudiant la question du canal au point
de vue commercial il y découvrait d'immenses avantages
pour toutes les nations européennes commençant avec
l'Asie.

La possibilité d'ouverture lui semblait toujours une
chance attendue que depuis plus de 10 ans que l'on
travaillait dans l'Isthme, le canal maritime était à peine
commencé.

Quant aux conséquences politiques Palmerston
le trouvait aussi avantageux pour la France que
désastreux pour l'Angleterre.

Il n'y a, d'ailleurs, qu'à jeter un coup d'œil
sur la carte du monde pour voir combien seraient
grands pour la France les avantages maritimes et
(1) Voir note précédente



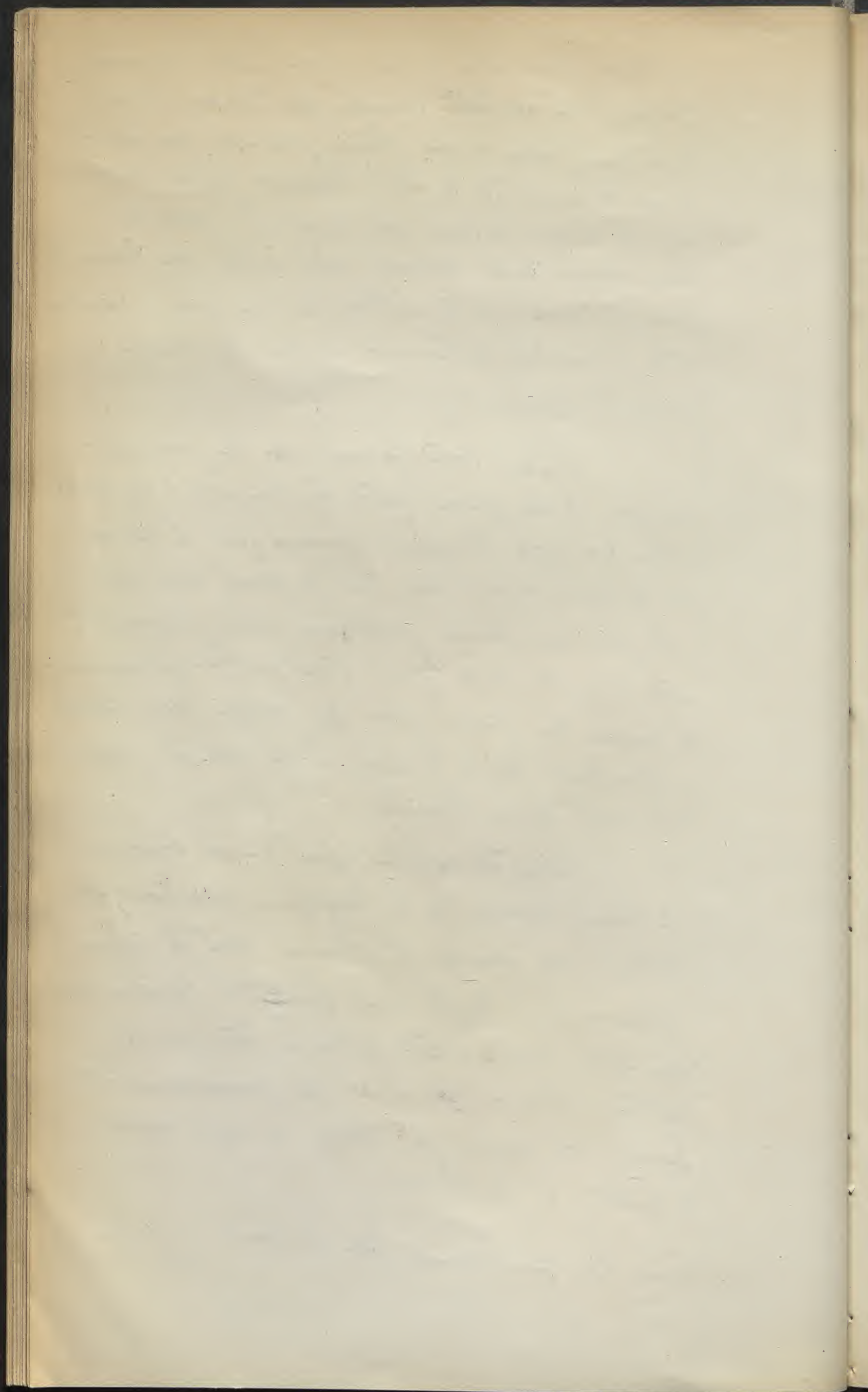
militaires dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre
d'avoir une semblable ouverture vers l'Océan Indien,
tandis que nous serions obligés d'envoyer nos troupes
et nos bâtiments par le Cap. Thorneau propose il est
vrai qu'il voit de l'inconvénient aux navires de guerre de
passer par le canal, comme cela a lieu aux Dardanelles,
mais je pense qu'il n'attend pas que nous accueillions
cette proposition avec une aussi mauvaise
politique dissimulée.)).

Il paraît donc au moins dès la première
semaine d'une guerre entre la France et l'Angleterre
15 ou 20 000 Français occuperaient le Canal
pour le tenir ouvert pour eux et fermé pour nous.

De plus une barrière militaire aussi puissante
entre l'Égypte et la Syrie accroit singulièrement
les moyens de l'acharner alors au pouvoir, de se déclarer
indépendant de la Turquie, ce qui voudrait dire
défenseur de la France⁽¹⁾)).

Salomon rapportait enfin que les concessions
de terrains accordées à la Compagnie deviendraient pour
la France une occasion d'intervention dans les affaires
intérieures de l'Égypte, ainsi formait-il des vues arables
pour qu'on enlevât à cette entreprise tout caractère
politique et qu'on demandât au gouvernement
français de laisser les choses se régler entre
le sultan et le Khédive.

(1) L'Empire. Lettres Journal et Documents. Lettre de M. de Salomon à M. de Talleyrand.
Page 123.



le langage tenu par lord John Russell à la Chambre
commune le 16 mai 1862 était plus modéré et plus
conciliant.

(L'opposition faite au canal de Suez est de nature
à entretenir l'opinion trop répandue en Europe, que
pourvu que nos intérêts égoïstes et notre jalousie
commerciale, nous sommes prêts à sacrifier ou à
entraver le commerce de toutes les nations. Je crois que
cette accusation n'est pas juste, mais je ne crois
pas qu'elle soit devenue enaet⁽¹⁾).

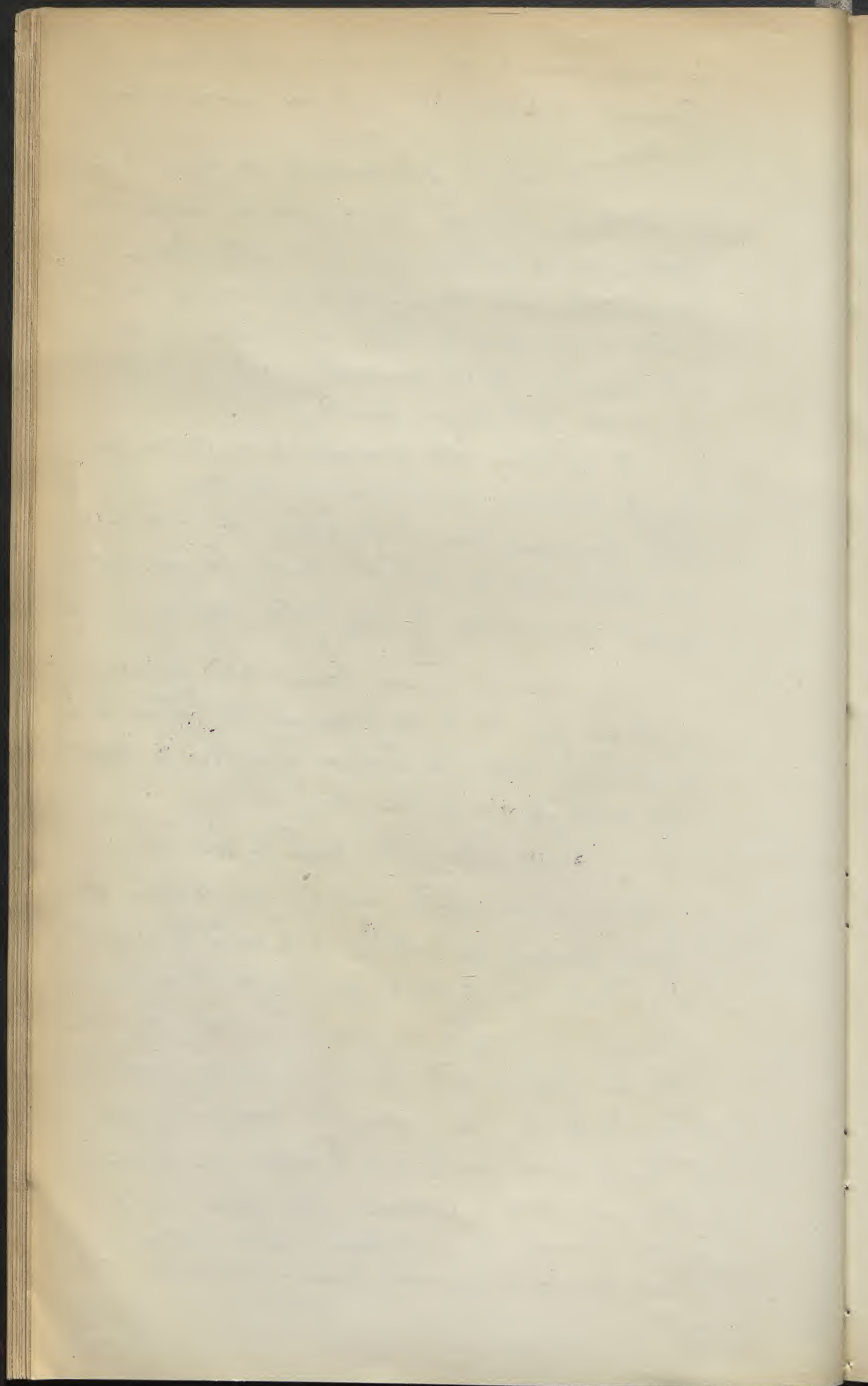
Et lord Henry Scott revenant d'un voyage en
Egypte déclarait que l'entreprise du canal, bien
qu'elle était dangereuse pour l'Angleterre, au point de
vue commercial et politique, devait lui procurer
autant d'avantages qu'à une autre nation.

Mais si plusieurs hommes d'état anglais
n'étaient pas hostiles au percement de l'isthme de Suez,
la politique suivie par le gouvernement de sa Majesté
n'en serait pas moins très opposée.

Plusieurs lettres de M. de Lesps en font foi :

(Le vic. m. me raconte, écrit-il, que Bulwer lui
ayant demandé un entretien à la suite de la visite
de l'isthme, lui explique que si le cabinet anglais
s'opposait à l'émulsion du canal, c'était par intérêt
propre lui, parce que cette entreprise émanciperait trop
l'Egypte et qu'il ne serait plus maître chez lui.

(Vous comprenez me disait le prince, que je ne
dois pas dans le panneau, j'ai appris que ces
jours derniers l'ambassadeur avait fait des visites
D'après lettre - Journal et documents - Déclaration de lord John Russell. 16 mai 1862



à mon neveu et successeur, je ne sais s'il a rien de lui. 33
des engagements, mais j'ai des raisons de croire qu'il en
a demandé, si je fais vous êtes donc avec ?

Quelques jours après. Mohamed-Saïd-Pacha mourut
et son successeur Ismaïl-Pacha qui n'avait pas voulu
aux propositions de l'agent anglais suivit sans la moindre
tempête à l'égard de M^r de Lesseps la ligne de conduite que
son oncle avait adoptée.

Malheureusement ces bonnes dispositions s'effacèrent
peu à peu sous l'influence de la diplomatie britannique,
et c'est ainsi que l'on peut expliquer la demande qu'il fit
à la Compagnie de Suez de modifier sur certains points l'acte
de concession signé par Mohamed-Saïd.

Il pria le grand-vizir d'être son porte-parole
pour obtenir de celle-ci

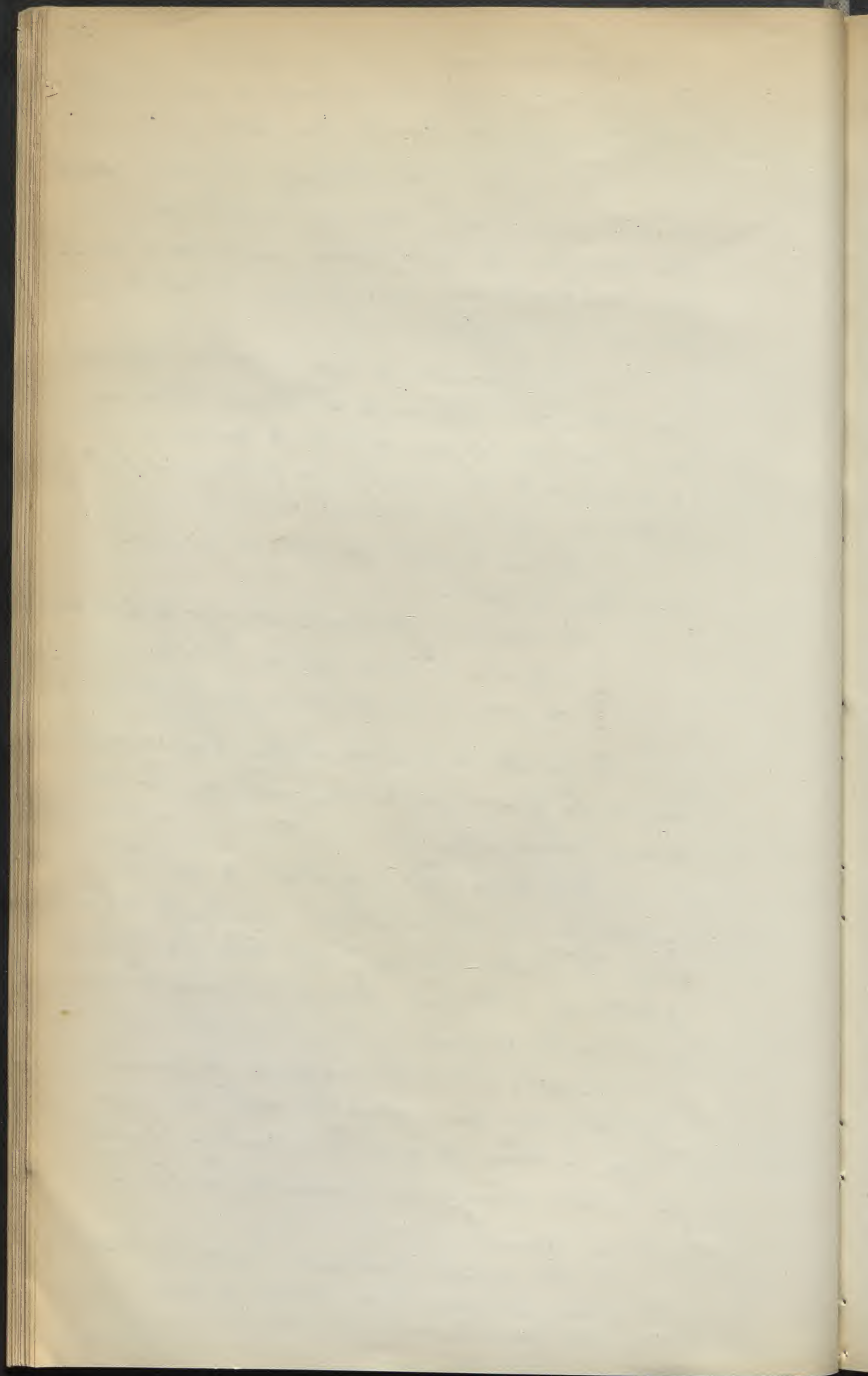
- 1^{re} la rétention des terres incultes s'étendant autour du canal
- 2^e la réduction des ouvriers égyptiens de 20 000 à 5 000.
- 3^e des garanties de neutralité pour le canal.

À cette nouvelle les journaux anglais laissèrent éclater
leur joie, ils pensaient que le travail forcé une fois aboli
le canal restait inachevé.

M^r de Lesseps, tout en regrettant les conditions
imposées par le vizir, répondit que question de neutralité
avait déjà été soulevée sans succès par le Prince
de Metternich et M^r Thiers, et qu'il s'occupait de la sorte
de la remettre à l'étude.

Quant à la question de réduction des ouvriers
égyptiens il rappelait que ce choix avait été fait pour
diminuer les tensions de la politique anglaise à propos
des bateaux étrangers qui pourraient être les
« Zouaves de l'Égypte ».

La lettre vizirienne contenant l'exposé de toutes
ces réformes fut suivie d'une mission de Mubara-Pacha
1^{re} L'Empereur, l'Empereur, l'Empereur. L'Empereur, l'Empereur.



à Paris - Décembre 1868.

31

De son oncle Mubâr adressa au duc de
Morny un mémoire très détaillé sur la situation où il
disait : ((Je suis ici et j'attends tout de votre haute et
puissante entremise. Je dois vivement pour mon compte
n'en être pas réduit cette fois à retourner encore à Constantinople
et à aller frapper à la porte de Sir H. Bulwer.))

M^r de Lesseps qui n'aurait pas favorablement
de l'ingérence du duc de Morny dans cette affaire
se présenta à l'Empereur par l'intermédiaire de l'Impératrice
une lettre ayant pour but ((de faire déjager M^r le Duc
de Morny de son intervention dans l'affaire de Suez et
de confier exclusivement cette négociation au ministre
des affaires étrangères.))

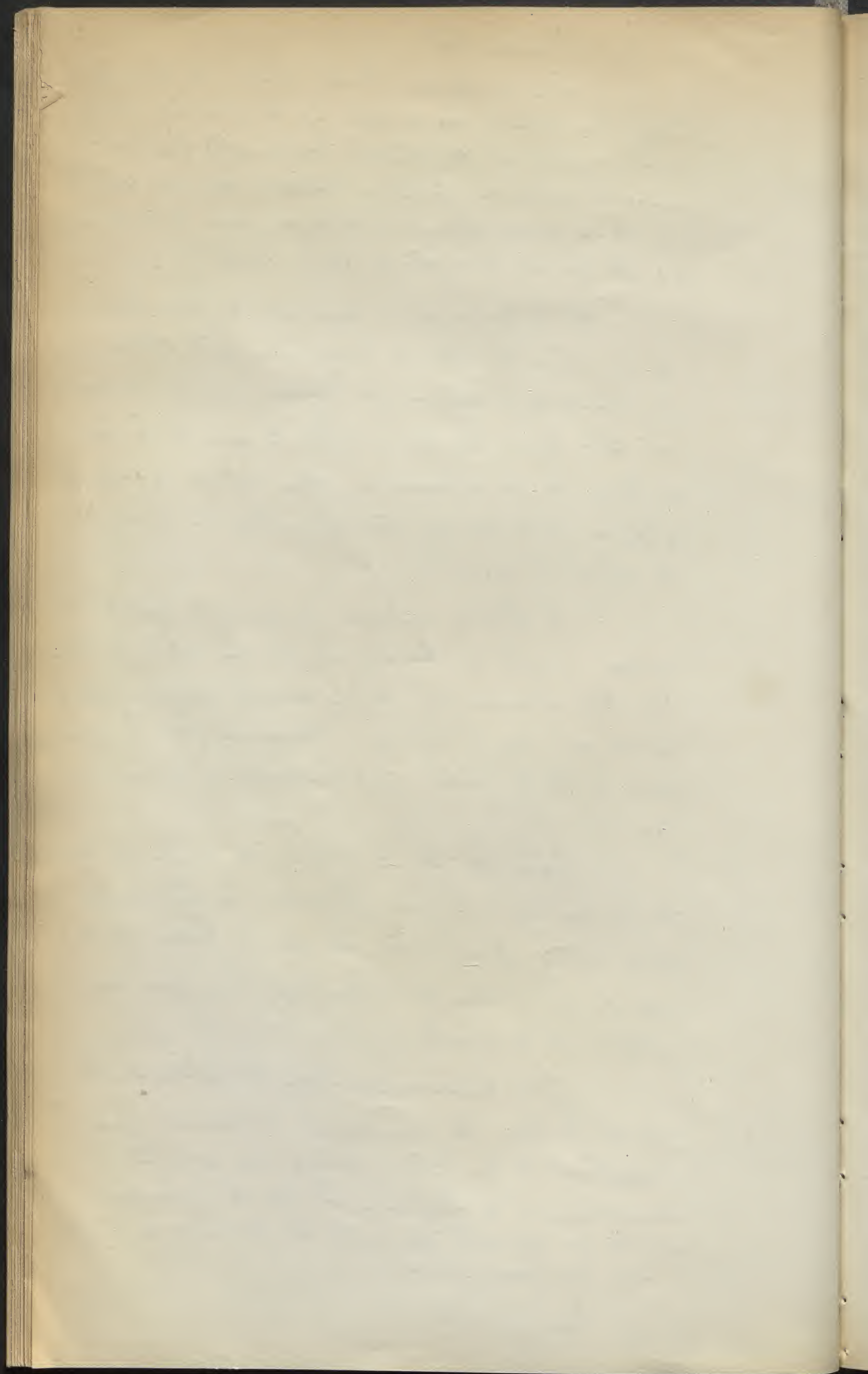
L'attitude ambiguë du ministre fut le
nouveau signal à Napoléon III par une note du 20 Février
1868 d'où il résultait que le Duc avait été confidentiellement
au vice-roi que l'Empereur approuvait fort la proposition
faite par Mubâr-Pacha et encourageait le vice-roi à y
persistar.

Puis lors de la citation en justice de Mubâr
par la Compagnie de Suez, l'avocat de cette dernière
donna lecture d'une lettre du duc de Morny où le
nom de l'Empereur était employé pour mieux avoir
accès de sa clientèle.

Fort ému par M^r de Lesseps, le
vice-roi fatigué des promesses et des menaces qui
l'accablaient de tous côtés, déclara s'en rapporter
complètement à Napoléon III pour le règlement
définitif de toutes les questions en litige.

(1) Lesseps - Lettres Journal et Documents

(2) Lesseps - Lettres Journal et Documents



Le 6 juillet 1864 une sentence arbitrale était rendue
faisant droit aux réclamations de Ismaïl-pacha mais
exigeant pour la Compagnie une indemnité de 84 millions.

Le Fode déclara alors ne plus s'opposer à l'extension
de Kavouna à condition ^{Toutefois} qu'une commission mixte
soit envoyée sur les lieux pour déterminer la quantité
de terrains indispensables à la Compagnie.

Cette demande souleva de nombreuses difficultés
à la suite desquelles le sultan ~~refusa~~ refusa de procéder
à l'extension de la sentence sous prétexte qu'il n'appartenait
qu'à lui de faire ses actes sur son territoire.

Cet incident ne fut clos qu'en mois de Décembre
1865 lorsque Leroy-Effendi fut désigné pour représenter
le Fode à la Commission.

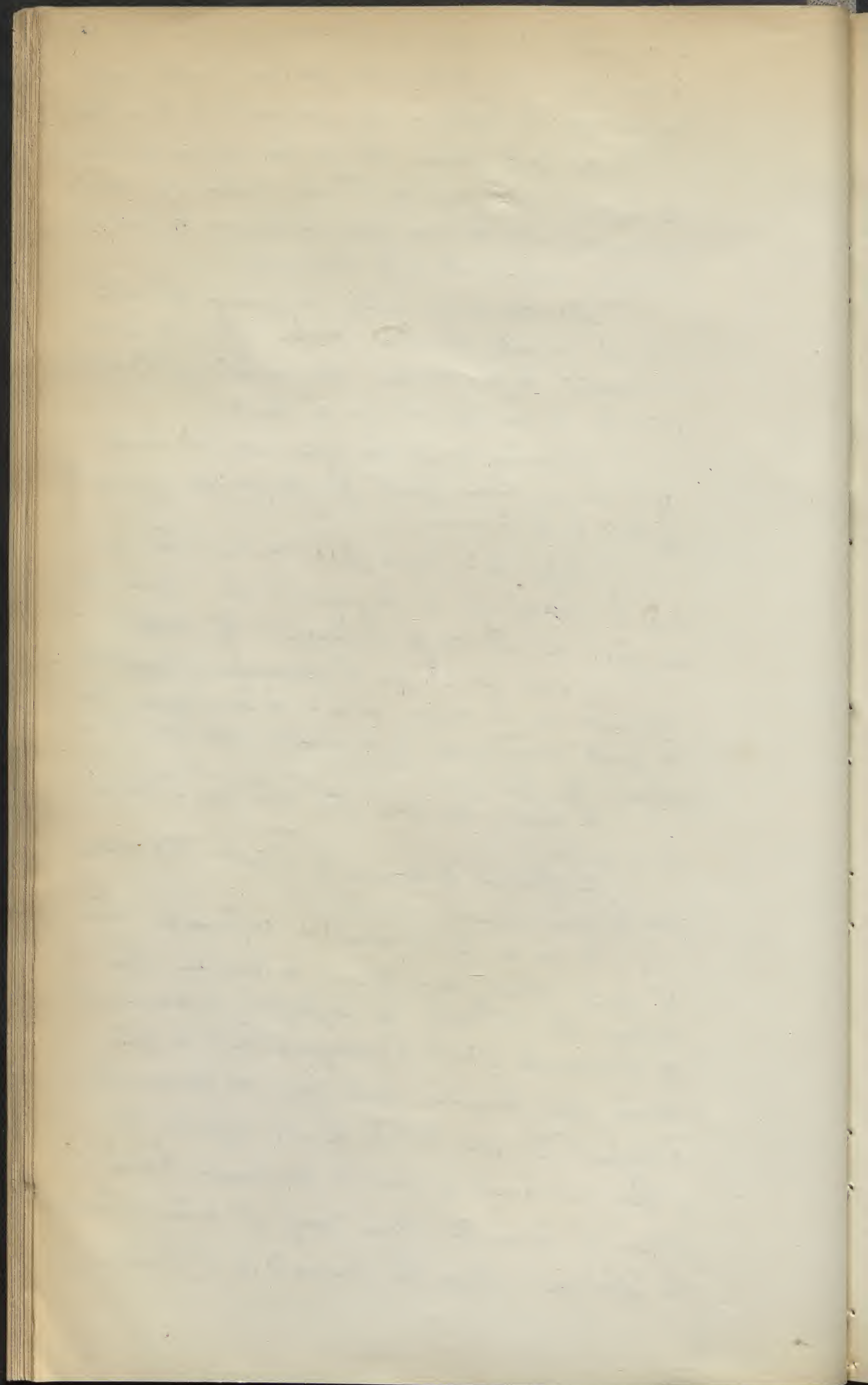
Enfin le 3 Janvier 1866 un traité était signé
entre le Khédive et la Compagnie de Suez, grâce aux
bons efforts de notre consul à Alexandrie M^r Duthey.

Il y était décidé que le gouvernement égyptien
occuperait sur les terrains cédés à la Compagnie tous
les points stratégiques qu'il jugerait nécessaires à la
défense du pays.

Le canal d'eau douce était cédé pour la somme
de 10 millions.

La rétrocession des domaines de l'Ouady était accordée
pour la même somme.

Un فرمان du 19 mars 1866 confirmait ce traité.
Le Canal allait donc pouvoir se terminer sans
soulever de difficultés de la part des Turcs, et
le 17 novembre 1869 l'inauguration de cet
œuvre immense avait lieu en présence de
l'Impératrice que M^r de Lesseps appelait son
« Prince Vatelain » et dont il comparait le rôle
à celui de l'Union des deux mers, à celui (d'Isabelle
la Catholique dans la découverte de l'Amérique.)



2^eme Partie.

Période d'exploitation
1869 - 1889.

Cette partie de l'histoire du Canal dit M^r Henri Pansa pourrait être intitulée : ((Comment l'Angleterre s'efforça de mettre la main sur l'œuvre dont elle n'avait pu empêcher la réalisation.))

Dès 1872 une occasion d'intervenir dans les affaires du Canal s'offrit au gouvernement anglais.

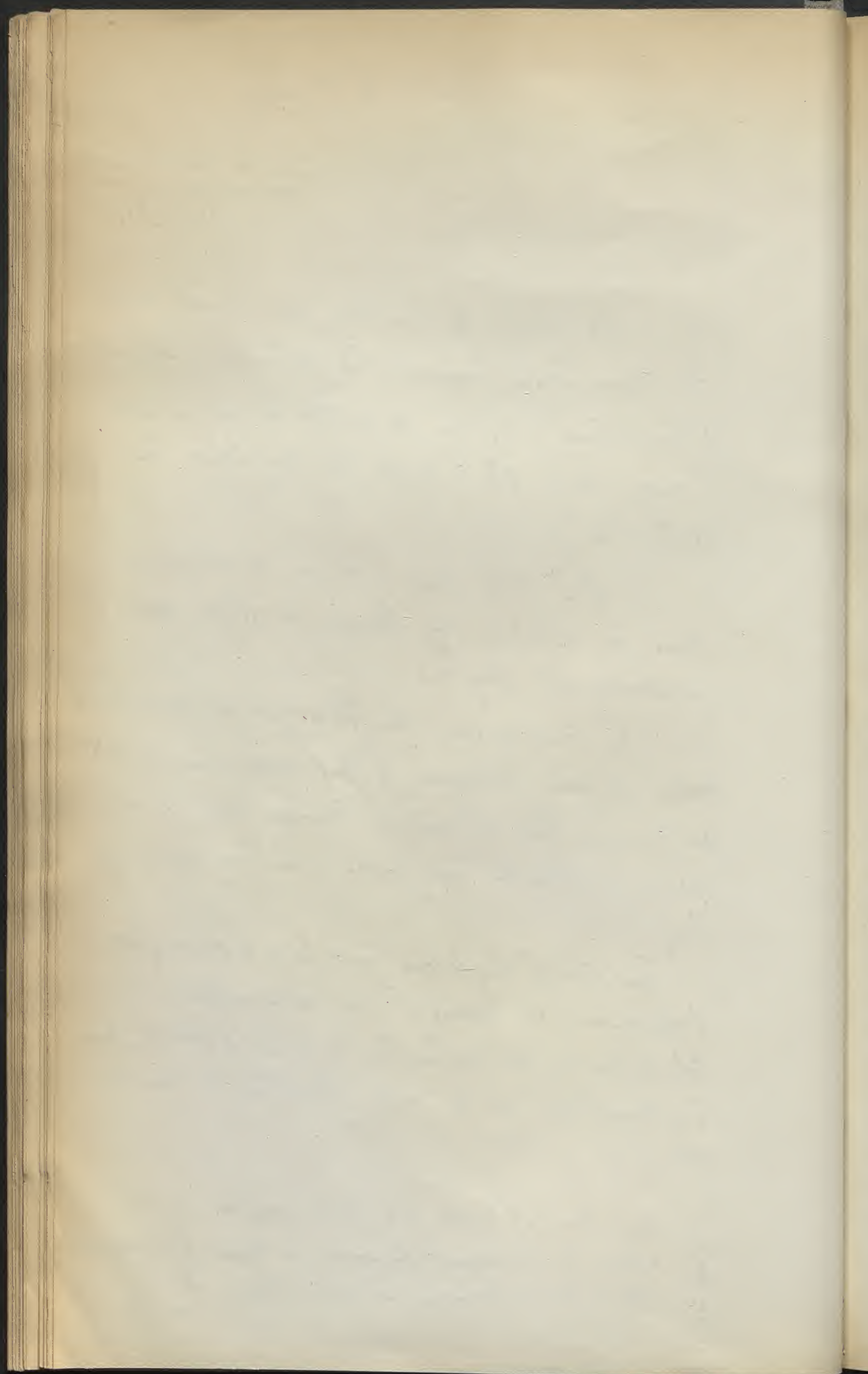
La Compagnie des Messageries maritimes invitée de voir appliquer le tarif maximum de 10^x au tonnage brut et non au tonnage net de ses navires, intenta un procès à la Compagnie de Suez.

Aussitôt l'Angleterre jura fait et cause pour l'opprimée, et donna à son représentant à Constantinople des instructions, afin d'obtenir par l'intermédiaire de la Porte, le retour à l'ancien tarif. -

(1) Henri Pansa. - L'Egypte et le Soudan égyptien de 191.

(2) Lettre de M^r de Rémusat au comte de Vogüé. 25 Juill. 1872

(3) Lettre de M^r de Rémusat au comte de Vogüé. 13 Fév. 1873
d'un journal.



34.

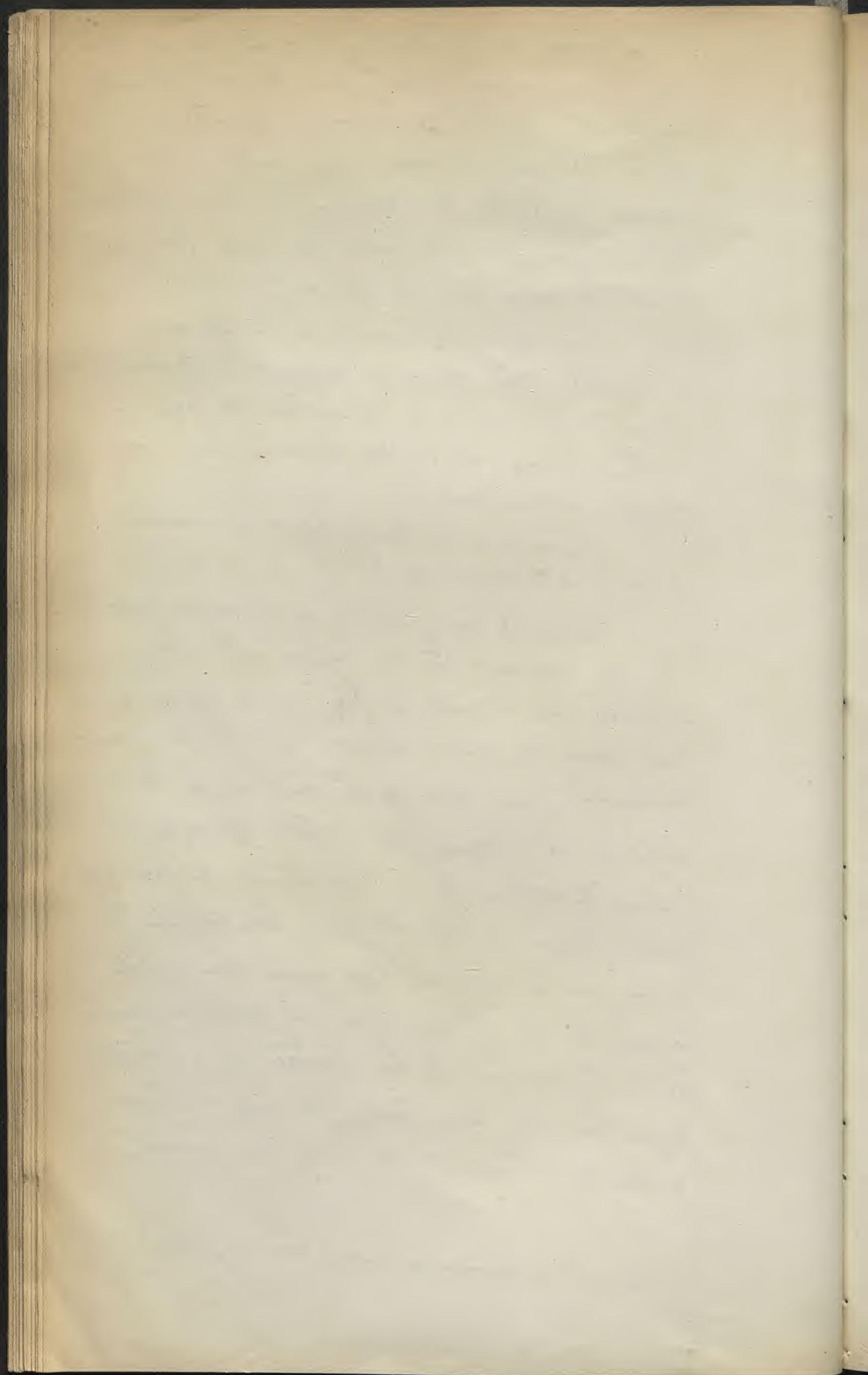
Les menées de l'ambassadeur anglais auquel s'était
joint l'ambassadeur d'Autriche, devenant tellement
menaçantes que M^r de Reimsat, ministre des
affaires étrangères de France, qui avait d'abord
annoncé l'intention de s'abstenir de toute intervention
diplomatique jusqu'à l'issue du mois, fut bientôt
obligé de revenir sur sa décision. (1)

Cependant à la demande de l'ambassadeur
d'Angleterre une commission se réunirait à Constantinople
ayant pour but de régler la question du péage de
l'isthme de Suez, et s'occupant en même temps du
tonnage international.

La Compagnie du Canal était rigoureusement
exclue de cette commission.

Pendant ce temps de longues discussions avaient
lieu au Parlement anglais sur la tarification
appliquée dans le canal de Suez; et la Compagnie y
avait trouvé de vieux défenseurs. M^r Gaskell faisait
remarquer que sans le obstacle que le Cabinet
de Londres à l'époque où il était dirigé par lord
Palmerston avait suscité à l'entreprise du canal, cette
grande œuvre eût été terminée beaucoup plus tôt
et au prix de sacrifices bien moins considérables,
et que dès lors l'Angleterre ne devrait en prendre
rien à elle-même de la nécessité où se trouvait
aujourd'hui la Compagnie de Suez d'atteindre
la limite extrême de son Vaisseau, pour pouvoir

(1) Lettre de M^r de Reimsat, au comte de Vigny 25 Juillet 1872. L'Union française
(2) " " " 13 Février 1873. id. —



exploiter le canal sans des conditions suffisamment
rémunératrices⁽¹⁾

Ces paroles profondément justes n'empêchèrent
pas la Conférence de Constantinople de déclarer que
le droit de passage devait être appliqué au tonnage net.

Cette décision allait réduire à un tel point les
bénéfices de la Compagnie que M^r de Lesseps refusa énergiquement
de l'accepter.

A cette nouvelle Ismaïl - Pacha télégraphia
à la Porte que le Directeur de la Compagnie se refusait
à toute concession et qu'il menaçait d'interrompre le
service du canal.

Le vizir résolu et autorisé dans ce cas
à prendre lui-même la direction du service⁽²⁾

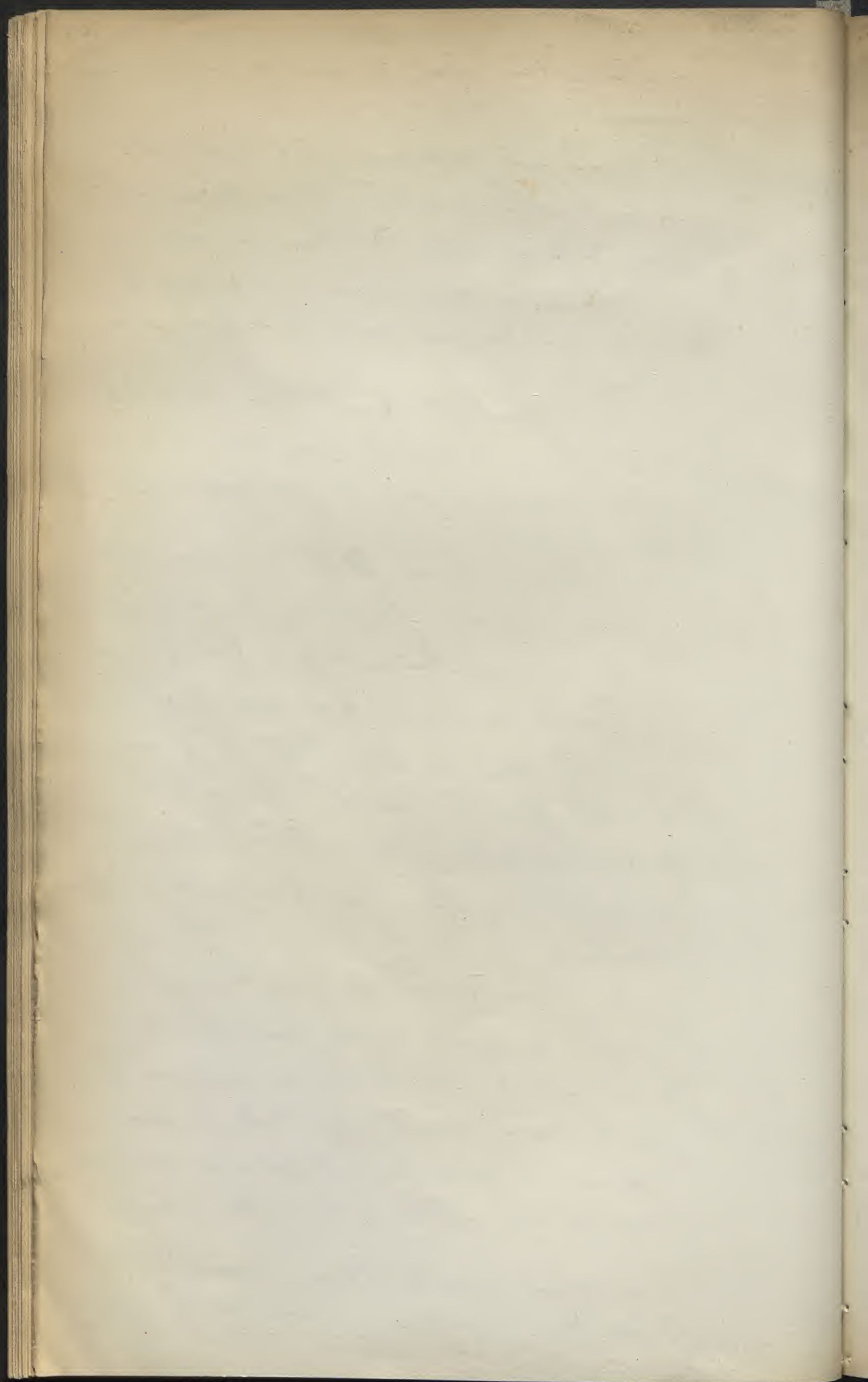
Le grand vizir répondit au Khédive le 16 avril 1874.

Le Conseil des ministres après avoir délibéré
sur le télégramme que Votre Altesse a bien voulu
me adresser le 11 avril pour me faire mettre les
protestations de M^r de Lesseps contre l'application
du Tarif de navigation, vient d'arrêter la résolution
suivante :

En présence du refus de M^r de Lesseps et de
l'attitude menaçante qu'il a prise vis-à-vis de
le Sublime Porte, Votre Altesse est autorisée à
user de tous les moyens et de toute la force
nécessaires pour assurer la stricte application, à la date
fixée du Tarif. Dans le cas où M^r de Lesseps

(1) M^r de Reinow au grand S. Hocum. 12 avril 1873. Linn. jaun.

(2) L. Lant de Vigny au vizir Decaze. 15 avril 1874. Linn. jaun. (Copie de l'original)



Abandonnerait le canal et se retirerait en interrompant
le service, son altere voudra bien me le télégraphier
pour que je lui fasse connaître la décision du gouvernement
impérial.)

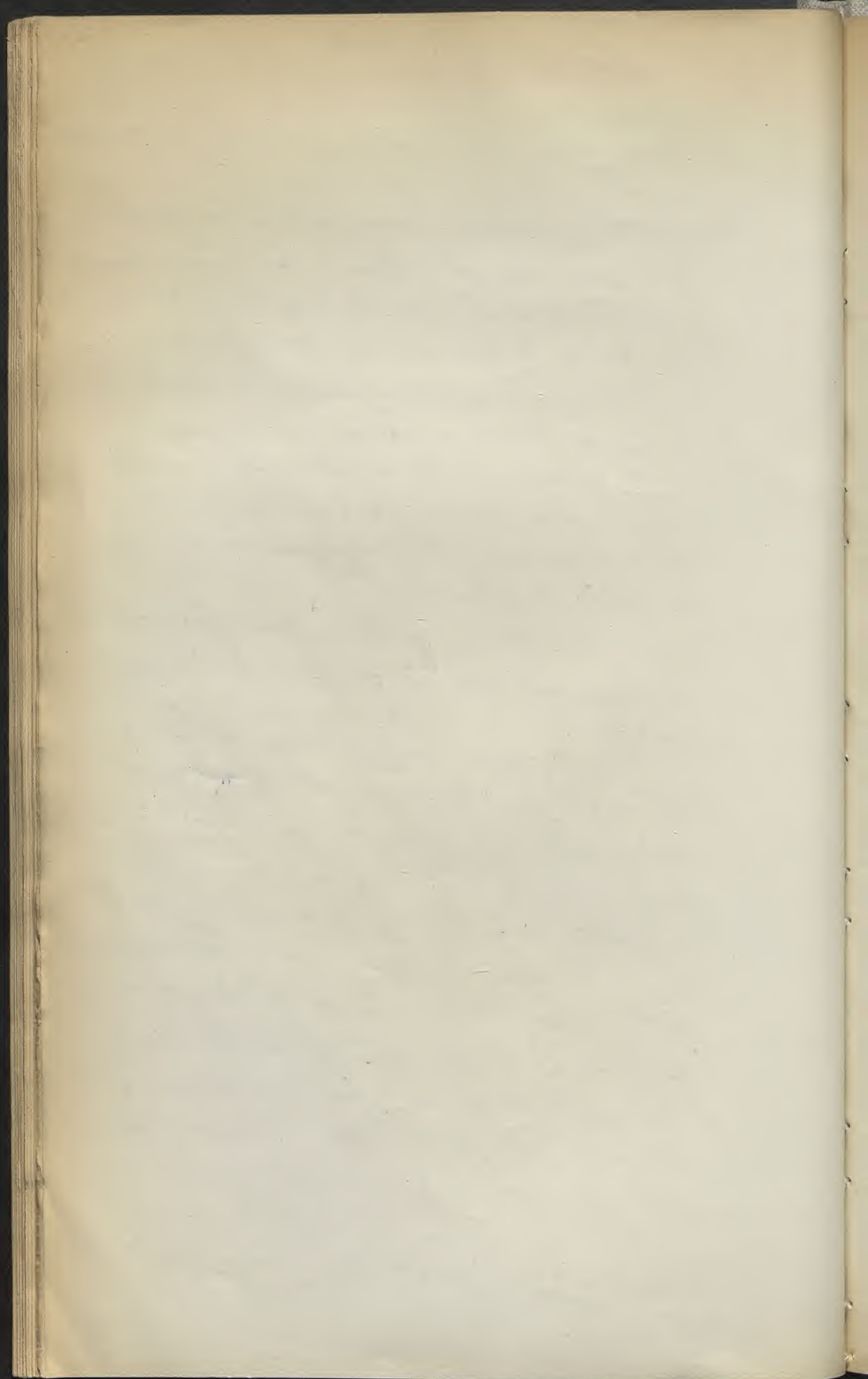
Le gouvernement français intervint alors auprès de
M^r de Lurps, essayant d'obtenir de lui quelques concessions
Il lui recommandait l'insertion de certains articles importants
de l'avis de la Commission de Constantinople.

M^r de Lurps refusa catégoriquement. et l'emploi de
la force fut accordé au Médioc qui s'empressa de
renvoyer son matériel et son personnel de guerre, mais il fut
invité à ne rien braver par M^r de Vogui qui lui
décrivait les démarches du gouvernement français auprès
du Directeur de la Compagnie.

Le dernier tentant un dernier effort, demanda
un ajournement à la Porte qui ne lui répondit que par
un refus.

A cette occasion un article du plus haut intérêt
fut bien à Londres entre Lord Derby et le duc de
Rochefoucauld notre ambassadeur, qui le rapporta en ces
termes: «..... Le Lord Derby m'a marqué la
satisfaction qu'il éprouvait de ce que nous nous
trouvions en dernière analyse, d'accord pour recommander
à M^r de Lurps l'insertion de articles 1. 2. 3 et 4
de l'avis de la Commission de Constantinople
Il a fait cherché à me cacher le vif intérêt qu'il
attache à cette affaire dont l'opinion se
préoccupe beaucoup en Angleterre.

(1) Son Altesse le Grand - Vizir à son Altesse le Médioc d'Egypte
16 avril 1874. - trois jours



37.

Il est certain m'a-t-il dit que dans l'état actuel des choses, si les droits sont perçus au profit d'une compagnie presque exclusivement française, ils sont préférés pour la plus grande partie sur la marine anglaise; les dispositions de ce pays et de son gouvernement à l'égard de la Compagnie de Suez s'expliquent donc fort naturellement.

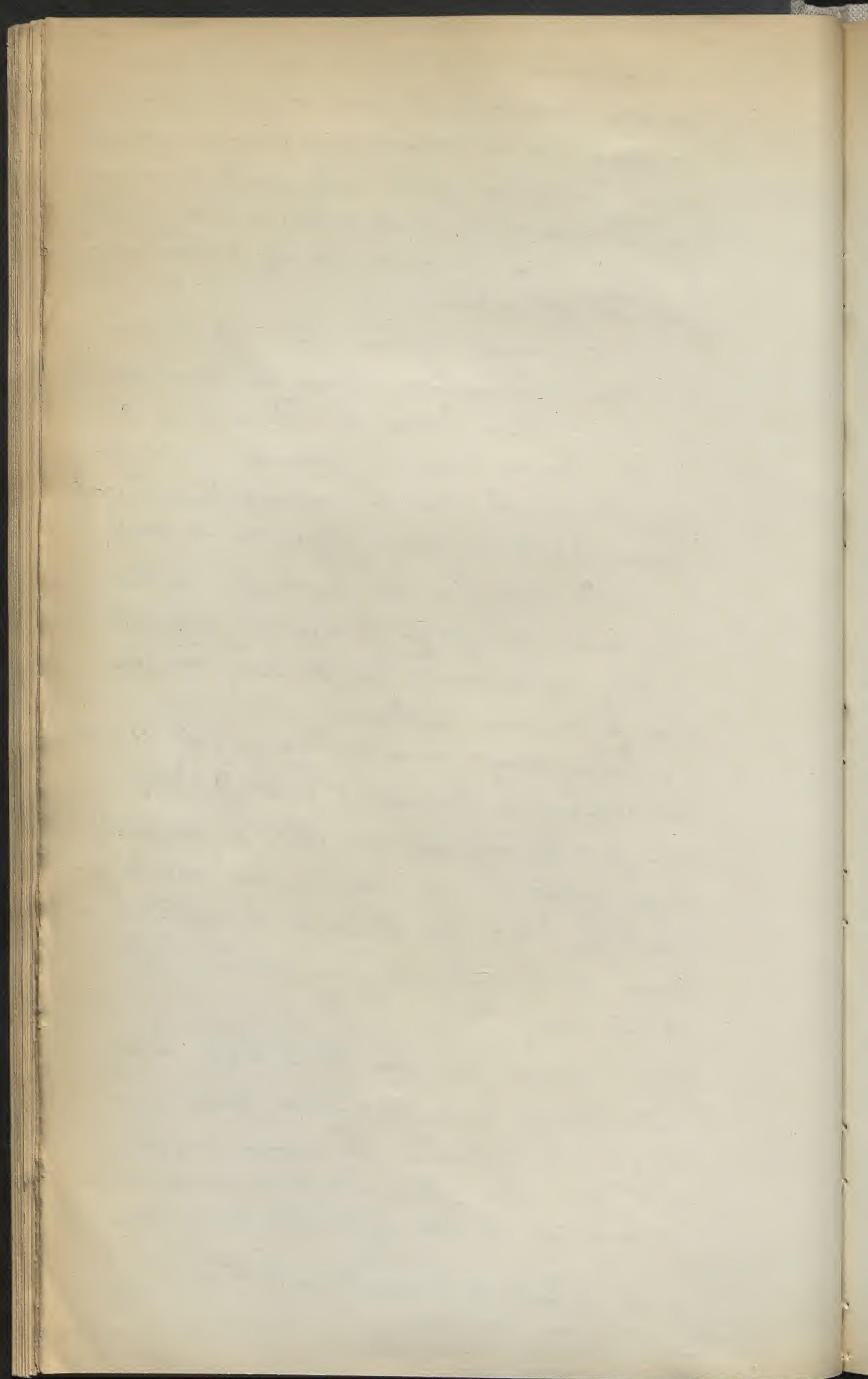
Le principal Secrétaire d'Etat de sa Majesté m'a avec intention laissé deviner sa pensée, en me disant dans le cours de notre entretien et à l'été l'opinion purement personnelle qu'il avait peut être désirée que le Trésor des machines pût s'entendre pour l'acquisition du canal.

Cette insinuation bien que formulée en termes très vagues, m'a frappé parce qu'elle répond tout à fait au sentiment qui se fait jour dans tous les jours aux Anglais:

En suggérant une combinaison qui s'interrompra certainement la Compagnie, le Comte Derby n'a fait qu'imprimer son caractère personnel à un projet qui se traduit dans une certaine mesure par l'espoir peu dissimulé de profiter de la ruine de la Compagnie pour racheter l'affaire à vil prix⁽¹⁾.

Quelques jours après M^r de Lesseps laissa l'affaire se poursuivre si longtemps, s'inclina devant la force et il accepta l'application du nouveau Tarif pour le 29 avril 1874. — Mais il ne le fit qu'en protestant et en rendant le F^{ort} responsable du remboursement.

(1) L'Etat du Duc de la Rochefoucauld au Duc de Saxe. 18 avril 1874
Londres.
Louis Jaurès. Canal S. Suez -

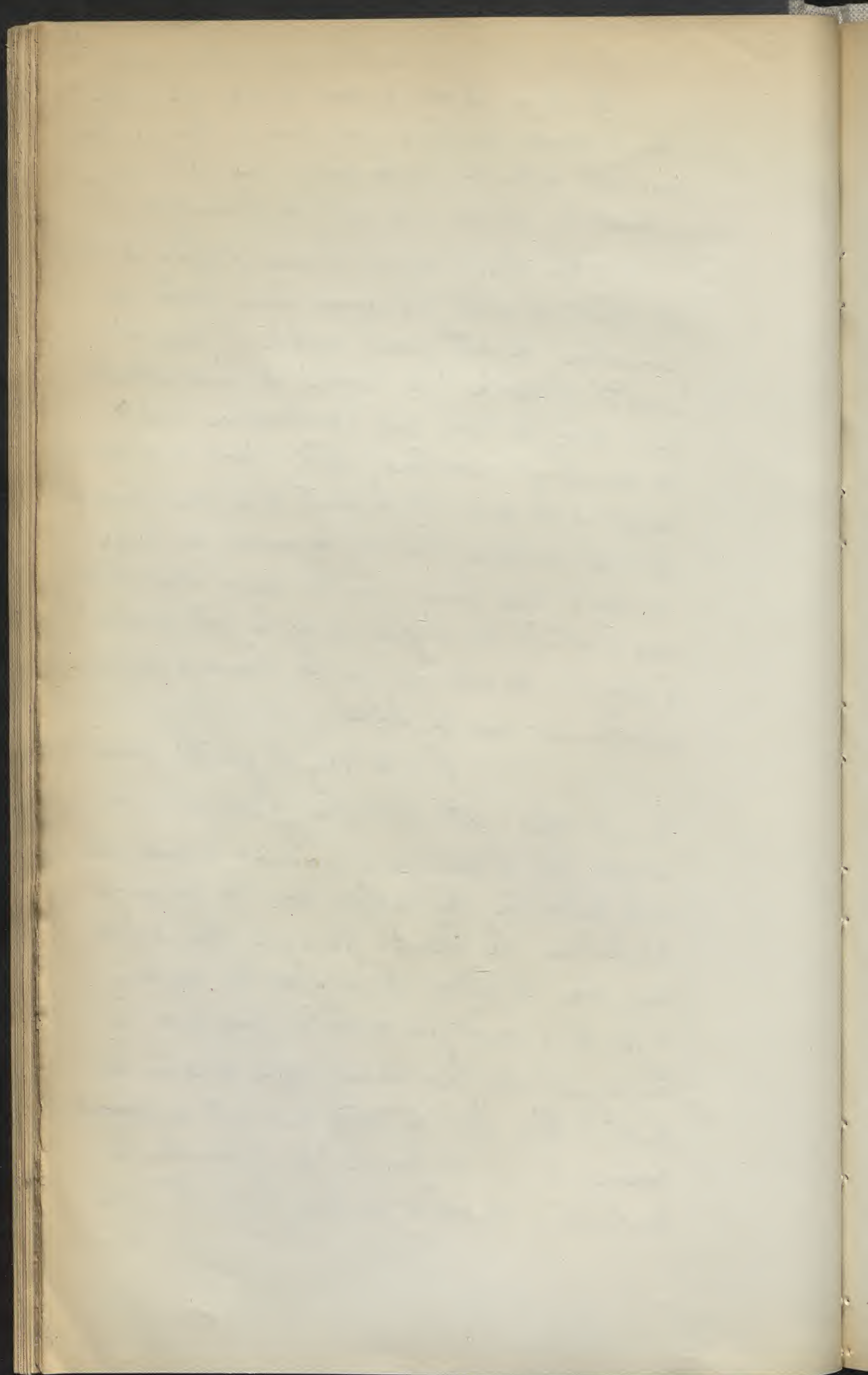


38

éventuel des pertes que la Compagnie allait subir.
Le droit de voir le canal de Suez aux mains
des Puissances maritimes prit dans le Royaume-Muni
une telle extension qu'au mois de juin 1874, une
interpellation eut lieu à ce sujet au Parlement:

M^r Verly, écrivait le chargé d'affaires de France
M^r Gavard, a d'abord pleinement rendu justice au
promoteur de cette grande entreprise; puis il a
contesté l'assertion de l'auteur de l'interpellation
qui avait prétendu que l'interruption subite
du mouvement maritime entre l'Orient et l'Occident
restaît à la merci de la volonté d'un seul homme;
il a au contraire tiré un argument des services
incidents pour prouver que le canal était placé
sous l'autorité du Khédive et de la Porte et sous
la garantie des relations que les Puissances européennes
entretiennent avec le Sultan.

..... Il a eu soin d'ajouter immédia-
tement après cette déclaration pour qu'on en
altérât pas le sens, qu'il ne faisait aucune allusion
à la proposition de rachat dont on venait
d'entretenir la Chambre parce qu'on achetait
une chose il fallait qu'il y eût un vendeur
et qu'il n'avait pas entendu dire que la
Compagnie ait fait aucune offre de céder ses
droits. Il a dit en outre que si l'on condamnait
comme inique la pensée de déposséder les
constructeurs du canal de leur propriété malgré



39

leur volonté. Il ne l'écartait pas mieux comme irréalisable parce qu'elle ne pourrait jamais réunir le consentement unanime des Puissances européennes...))

«... Si une proposition pour transférer la propriété du canal à une commission internationale venait à être présentée de telle manière que tous les gouvernements participassent à ses avantages dans des conditions d'égalité, je ne dis pas qu'il ne serait pas juste d'examiner une semblable proposition; mais elle n'a pas été faite et je n'ai aucun motif de croire qu'elle doive être faite.»

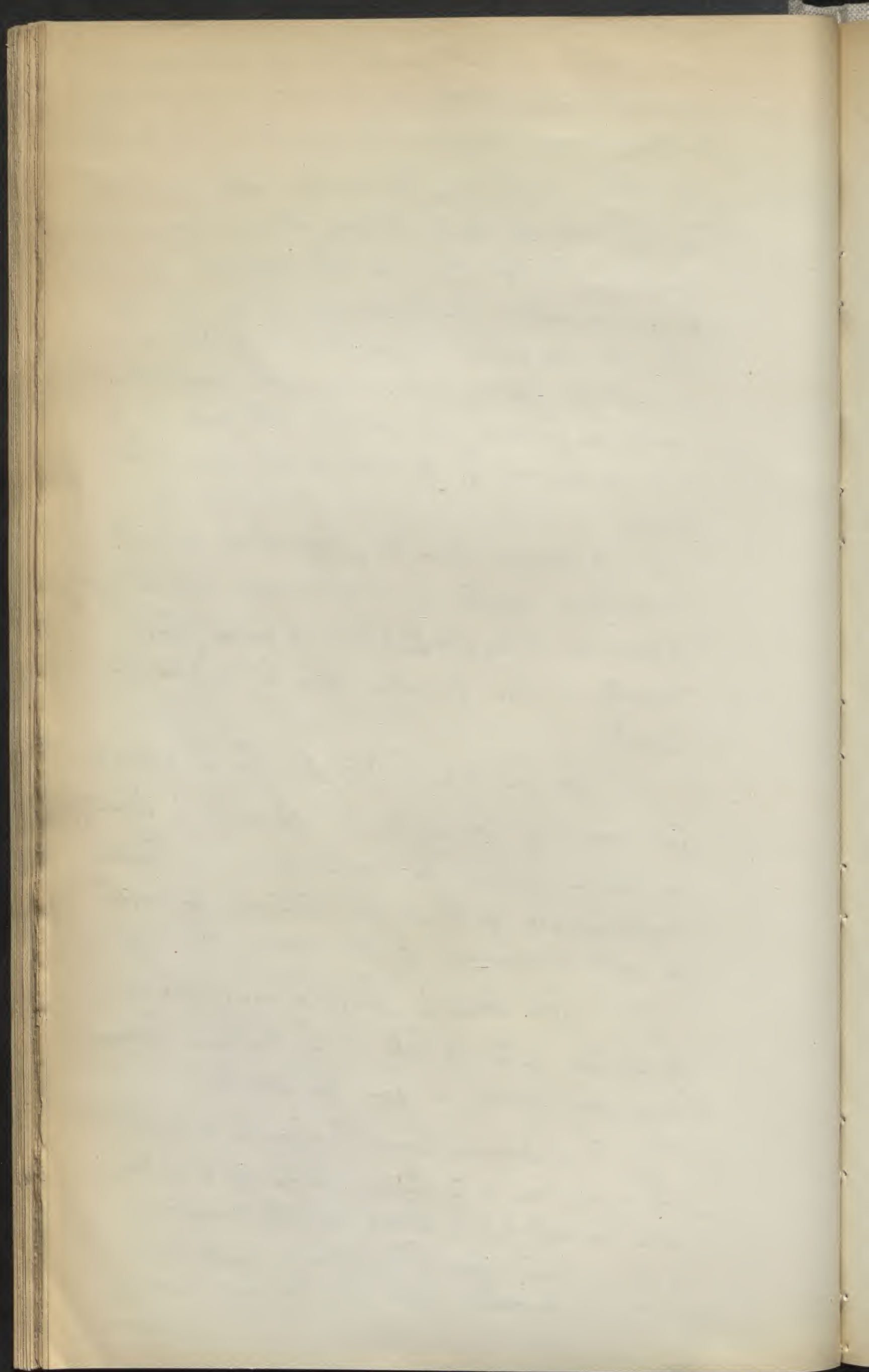
Le langage tenu par lord Darby en cette circonstance montre qu'il entrevoit déjà le moyen d'intéresser l'Angleterre d'une manière plus prompte et plus favorable dans les affaires du Canal.

En mois d'août 1875 M. Charles de Lespès fut envoyé à Constantinople; il remit à Subut-pacha un mémoire exposant le mérite de certains travaux complémentaires au Canal, et étalant des moyens de recette extraordinaires à cette occasion.

Cette démarche faite à une époque où les relations entre la Porte et la Compagnie étaient encore aussi tendues ne devait pas aboutir:

Le gouvernement anglais s'efforça de retarder les négociations entre Charles de Lespès et le Sultan sous prétexte que le Khédive doit être consulté.

(1) Lettre du chargé d'affaires de France à Londres, au Duc Decazes, ministre des aff. étrangères 7 juin 1874. - Deuxième année, canal de Suez

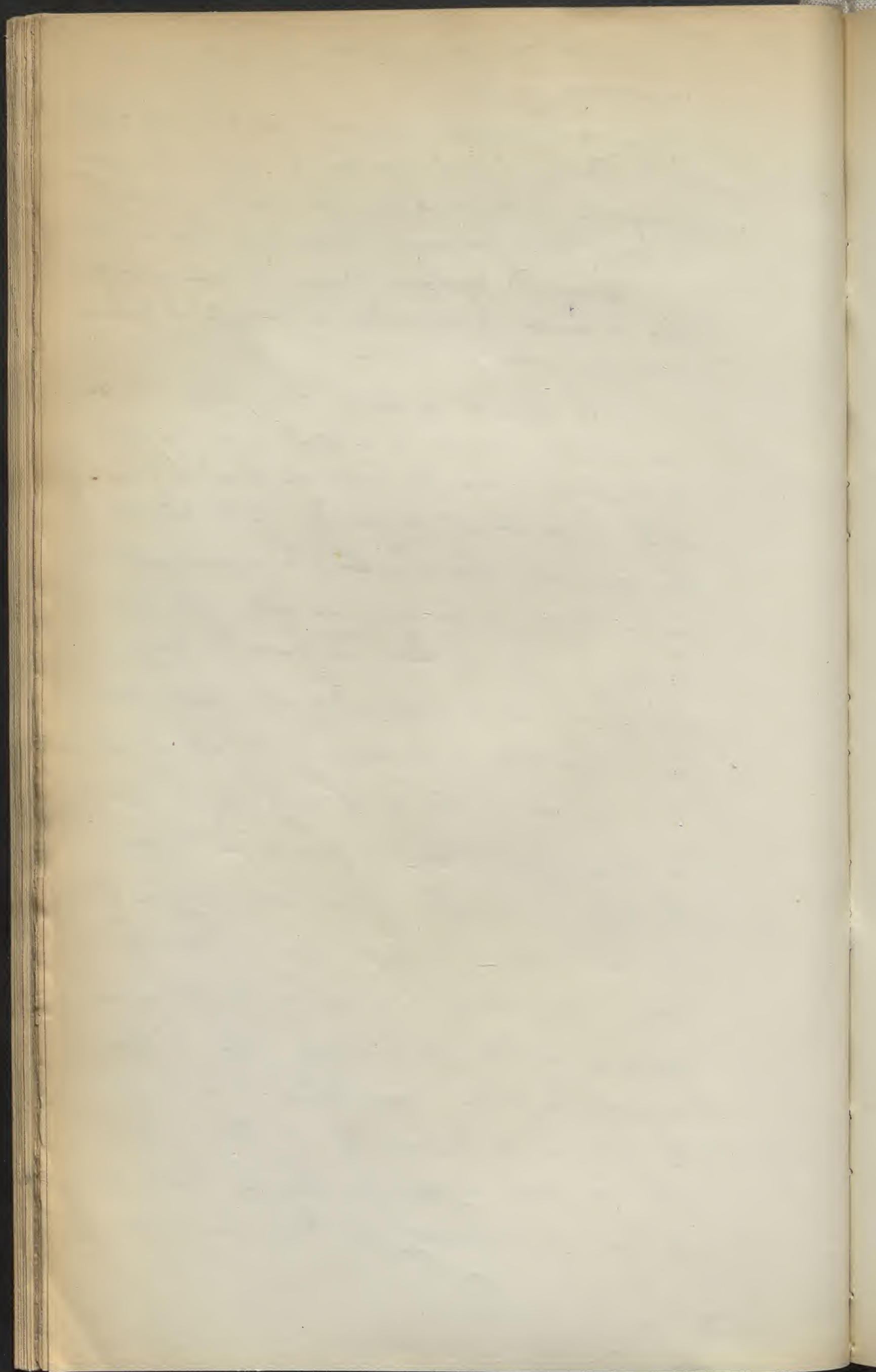


L'Italie ne trouve pas la demande de la Compagnie 40
suffisamment justifiée.

Les réclamations produisant sur l'esprit du Sultan
l'effet attendu, il recule sans cesse les explications avec
l'envoyé de la Compagnie, si bien que M. Charles
de Laseps quitta Constantinople 7 juillet 1875.

Le ministre des affaires étrangères de France occupa
alors de nouveau les négociations et il recueillit les adhésions
d'un grand nombre de Puissances :

« Les Cabinets de Berlin et de Vienne, écrit-il,
ont adhéré en principe à la combinaison proposée
en émettant l'avis qu'il y aurait lieu de faire
régler le cas échéant les questions de détail par
une commission internationale. Le gouvernement
Autricho-Hongrois a demandé en outre, que la
Compagnie fut appelée ^{à donner} les temps et lieux des
explications sur les travaux projetés ainsi que
sur l'affectation à ces travaux du produit intégral
de la surtaxe qu'elle serait autorisée à percevoir.
Le gouvernement italien a formulé la même
demande à laquelle nous nous sommes
montrés disposés à nous associer, sous la
réserve toutefois qu'il n'en résulterait aucune
ingérence insolite des Puissances dans les affaires
ni dans la gestion administrative de la Compagnie.
Les Cabinets de Madrid et d'Athènes ont
accusé plus encore que ceux de Berlin et
de Vienne l'expression de leur bon vouloir.



47

Quant à la Russie ses vues, comme précédemment
s'accordent en tout avec les nôtres. Le Cabinet de
La Haye s'est borné à donner l'assurance qu'il
consentait à l'éloignement de la période de
diminution du tarif, si la Porte proposait de
modifier les résolutions prises à la suite de Karam
de la Commission de Constantinople.

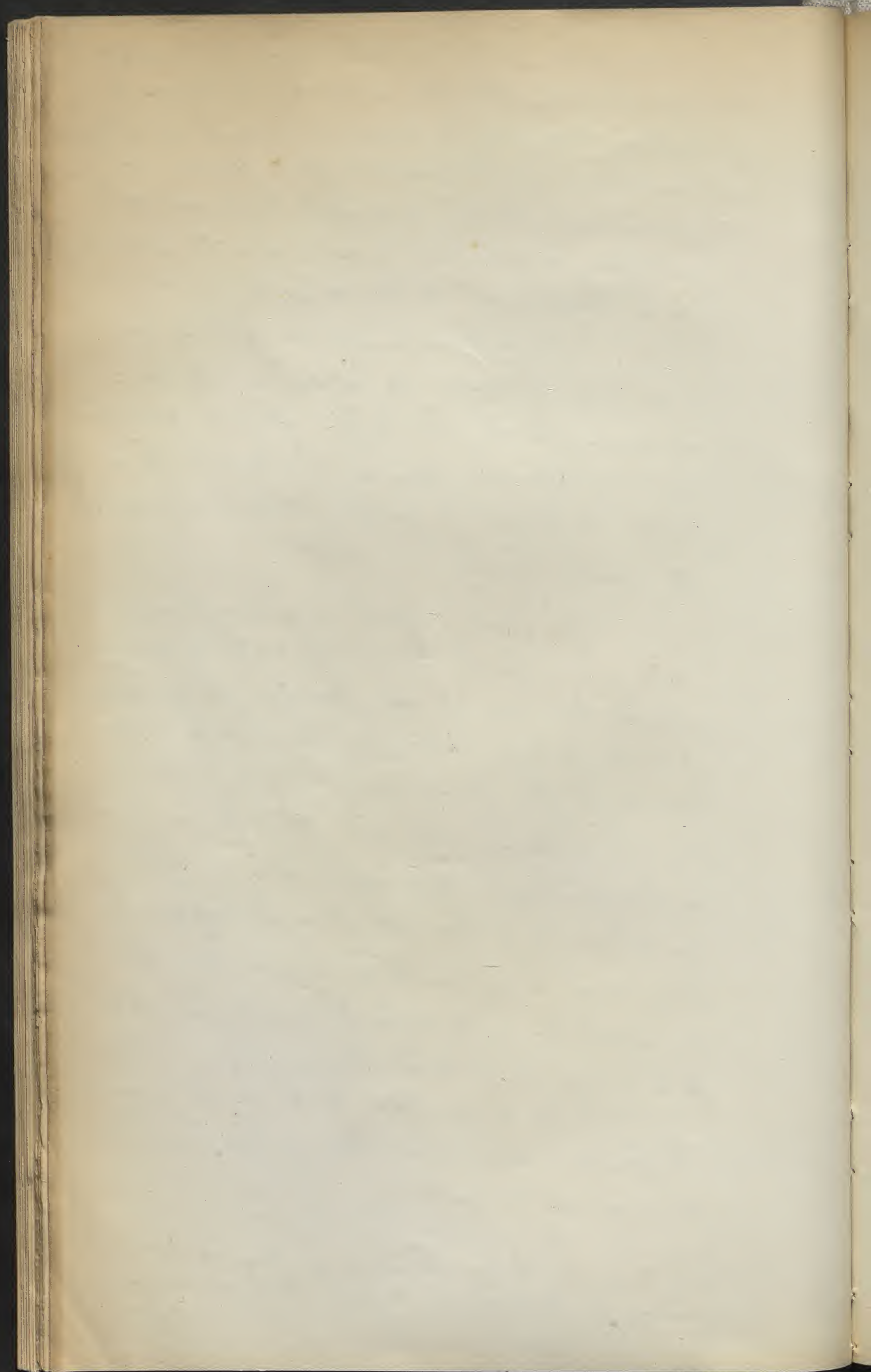
Enfin le gouvernement anglais a émis
l'avis que l'examen de propositions de la
Compagnie devait être différé jusqu'à ce qu'elle
fut complètement soumise à l'autorité de la
Porte, en cessant de protester contre l'application
du nouveau tarif.⁽¹⁾

Les retards apportés dans le règlement de
cette affaire par le Cabinet de Londres n'avaient
d'autre but que de lui permettre d'examiner
à loisir certaines propositions du Khédive à de
grandes sociétés financières.

Le dernier était entré en pourparlers avec
la Banque - Anglo - égyptienne afin d'hypothéquer
les actions qu'il possédait dans la Compagnie de
Suez; mais le gouvernement britannique ayant refusé
son approbation à ce marché, le vice-roi fut obligé
de se tourner d'un autre côté.

Il fit des ouvertures à la Société générale
en France, dans le but non d'hypothéquer, mais
de céder ses actions.

(1) Lettre du Duc de Devonshire ministre de l'aff. étrang. à l'ambassadeur
de France à Constantinople 31 août 1875. — L'ins. de l'Union, 1er sept.
Londres



42

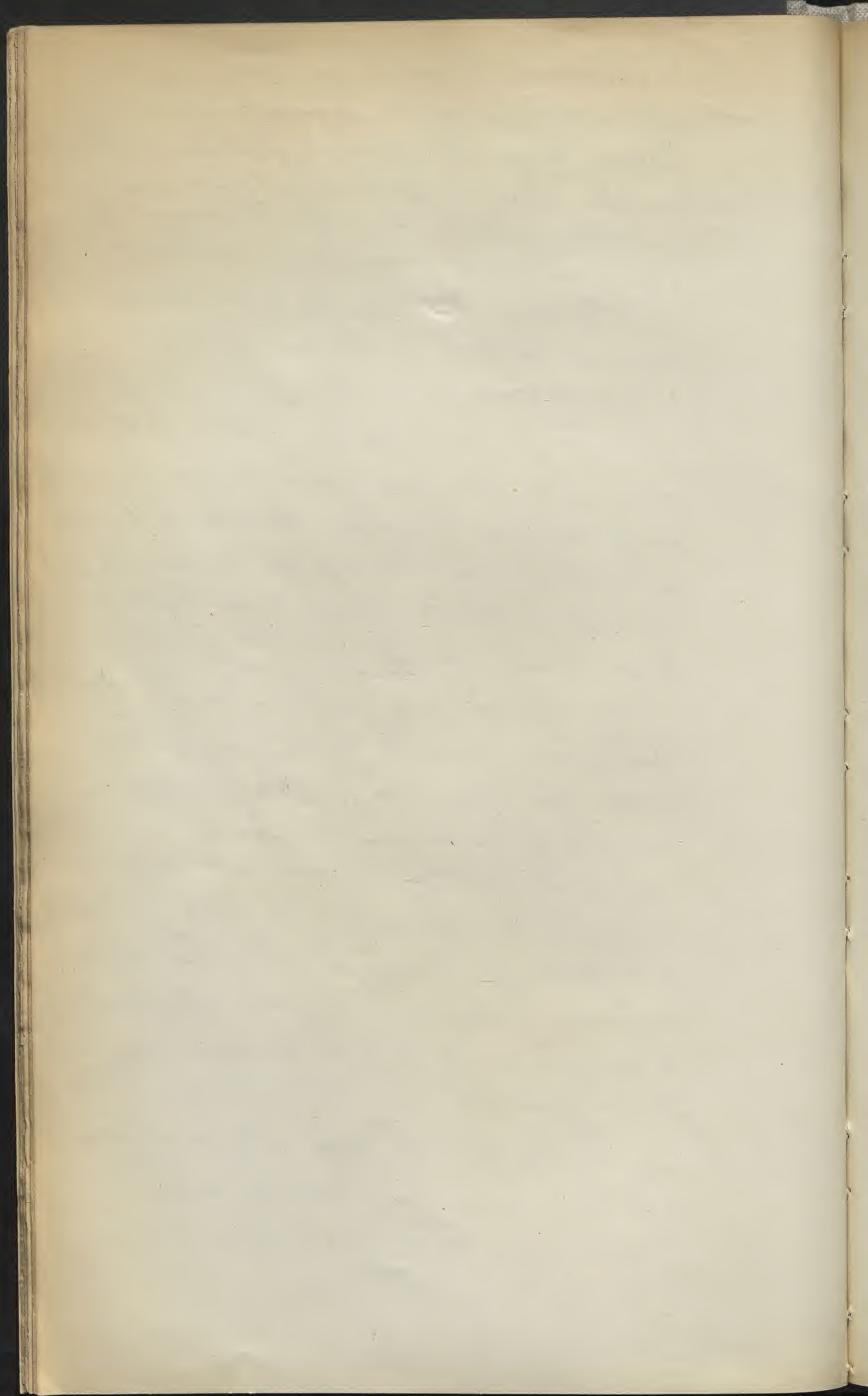
Le gouvernement français, il faut l'avouer montré en
cette circonstance aussi peu de hardiesse que le
gouvernement anglais d'accueillir favorablement la
semblable offre, il affecta à leur égard une
insouciance déplorable, et inquiète surtout de
ce qu'en pensait le gouvernement de sa Majesté.

M. Gavard chargé par le Duc Decazes
d'entendre lord Derby de cette question rapporta en
ces termes la réponse du ministre :

« Je ne vous cache pas que j'y venais de mieux
me convaincre. Vous savez quelle est mon opinion
sur la Compagnie française, elle a couru les risques
de l'entreprise tout l'honneur lui en revient
et je ne desire contester aucun de ses droits à
la reconnaissance de vous.

Mais reconnaissez que nous sommes les
plus intéressés dans le canal, puisque nous
en usons plus que tous les autres pavillons réunis.
Le maintien de ce passage est devenu pour nous
une question capitale, je verrai donc avec grande
satisfaction venir le moment où il sera possible
de largement déintéresser les actionnaires et de
remplacer la Compagnie par une sorte d'administration
ou de syndicat où toutes les puissances maritimes
seraient représentées.

En vous cas nous ferons notre possible pour
ne pas laisser monopoliser dans ses mains
étrangères une affaire dont dépendent nos



premiers intérêts.

"La garantie renouvelée du contrôle de la
Souda n'est pas suffisante aujourd'hui, si nous
perdions celle que nous offre encore la participation
du Khédive nous serions absolument à la merci
de M. de Lesps auquel je rends d'ailleurs toute
justice. La Compagnie et les actionnaires français
possèdent déjà 110 millions sur le 200 que
représente le capital de actions, c'est assez."⁽¹⁾

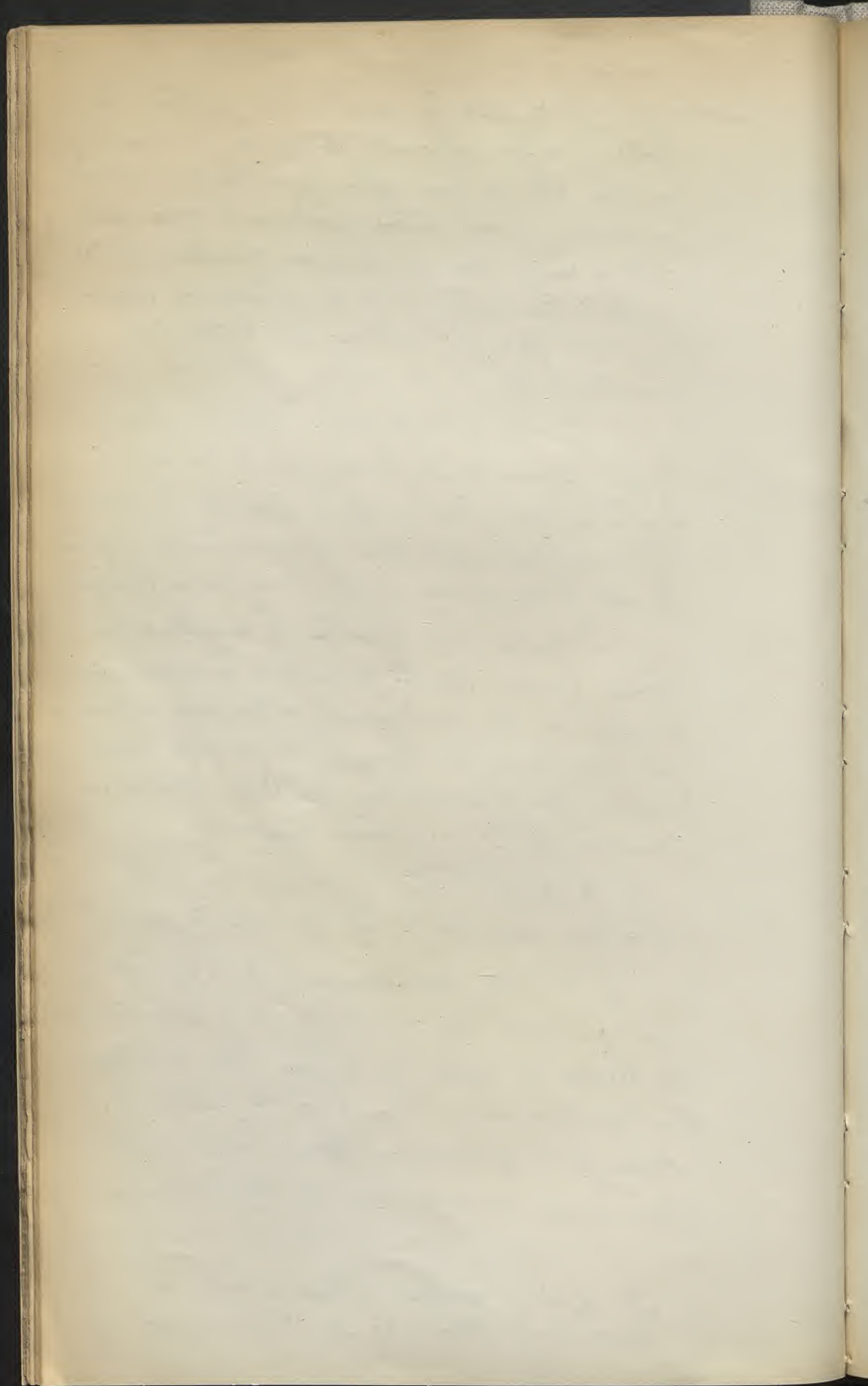
Dans la suite du même entretien, Lord
Derby déclarait ne pas désirer que le vice-roi
hypothéquât ses actions, et il insistait sur le mauvais
effet que produirait dans les circonstances actuelles
la vente de ces actions à une compagnie française.

Ce langage, loin d'exercer la vigilance du
Cabinet français, semble au contraire le rassurer sur
les intentions du gouvernement britannique; et quelques
jours après il ne fut témoin que d'un étonnement
profond, en apprenant que Lord Derby s'était rendu
acquéreur des 126 000 actions égyptiennes.

Le duc d'Herford répondait ainsi les
suggestions demandées par lui au ministre anglais:

"Ce n'est qu'au commencement de la semaine
que nous avons eu l'intention et le besoin d'argent
du Khédive de vendre ses actions. Mon désir et
je l'ai exprimé, était qu'il les gardât. mais
d'une part, il avait un besoin urgent de se
procurer des ressources pour des remboursements

(1) Lettre du chargé d'affaires de France à Londres, au
Ministre des aff. étrang. 20 nov. 1875. L'union journal com. le 22



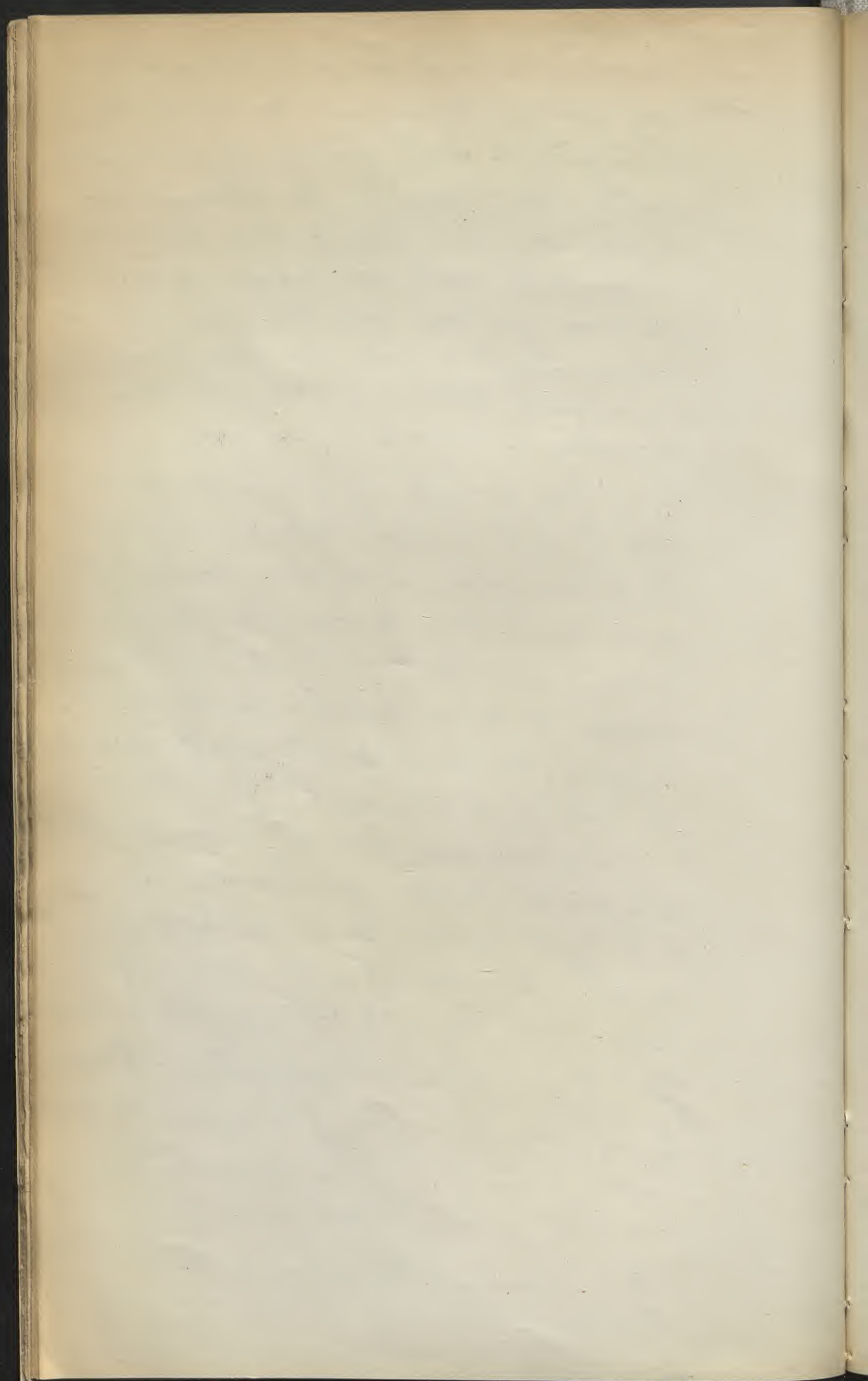
qui n'admettaient pas de retard et d'autre part nous avons vu qu'il y avait des négociations suivies entre la Société générale et le gouvernement égyptien pour l'acquisition des mêmes actions. Il fallait donc laisser passer ce relâchement en d'autres mains ou les acheter nous-mêmes. Je puis vous assurer que nous avons agi avec l'intention uniquement d'empêcher une plus grande prépondérance d'influence étrangère dans une affaire si importante pour nous.

« Nous avons la plus grande considération pour M^r de Lesseps, nous reconnaissons qu'en lieu de nous opposer à sa grande création, nous aurions mieux fait de nous y associer.

Je rends pour mes collègues et pour moi toute intention de dominer et de déléguer de la Compagnie et surtout de notre récente acquisition pour violenter ses décisions.

Ce que nous avons fait est purement défensif. Je ne dois pas d'ailleurs que le gouvernement et les sujets anglais soient maîtres de la majorité des actions. J'ai dit, il y a quelque temps, à la Chambre des Lords, que je ne m'opposais pas à un arrangement qui mettrait le canal de Suez sous la direction d'un syndicat international. Je n'en ferai pas la proposition mais je ne retire nullement mes paroles. (!)

(1) Lettre de l'ambassadeur de France à Londres au Ministre de l'Aff. étrangère. 27 nov. 1875. - L'Union journal. Canal de Suez



75.

La nouvelle de cette acquisition de l'Angleterre, souleva
chez tous les Français une légitime indignation, que
ne put calmer les articles modérés de certains
journalistes dévoués au gouvernement du Duc Decazes.

Un écrivain impartial M. Ch. de Mazade écrivait
à cette occasion:

« Les journaux anglais peuvent bien nous
dire que ce n'est pas une opération financière, quoique
à ne voir que une mauvaise affaire, que c'est un
acte essentiellement politique, on s'en serait douté. »

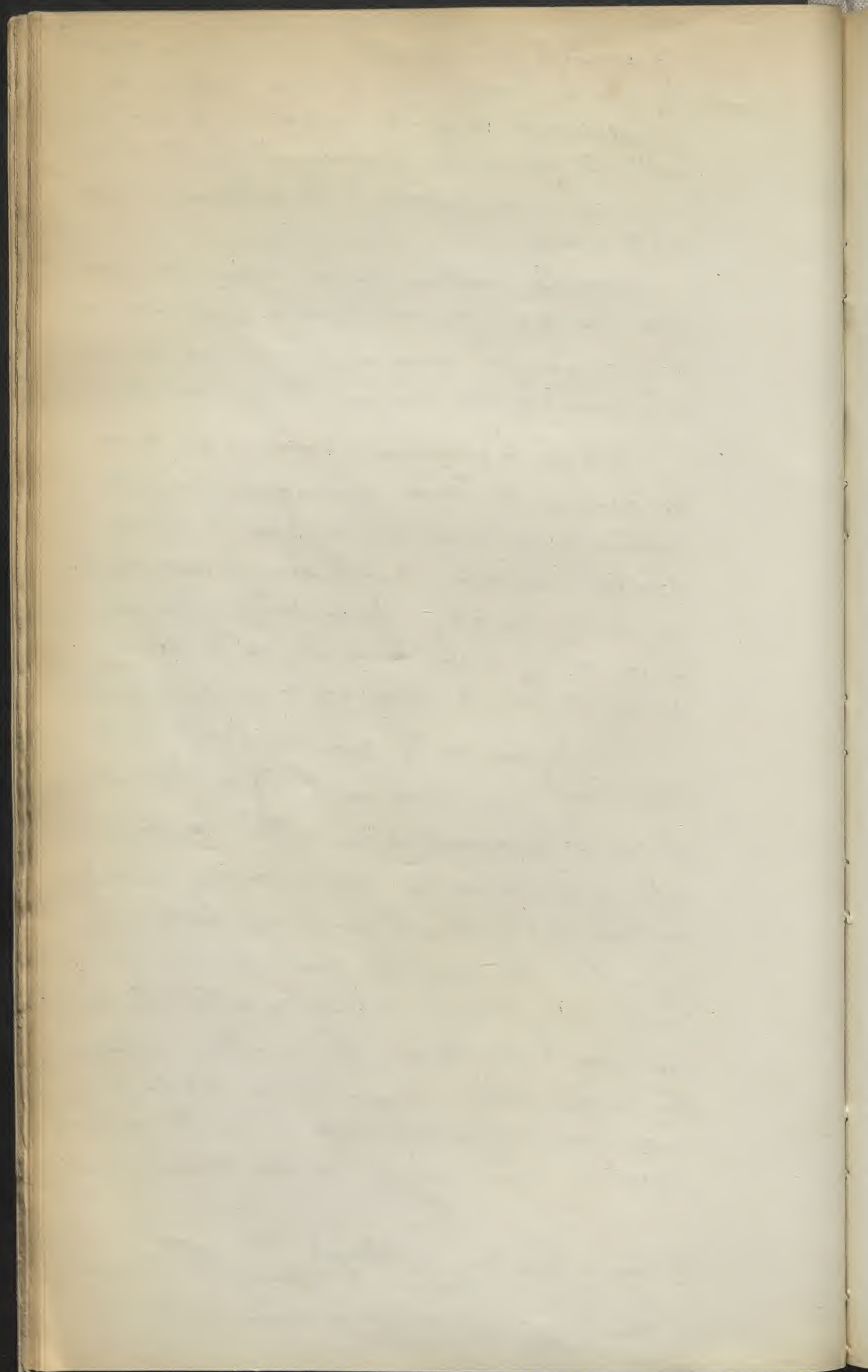
« Et que le gouvernement anglais a fait, et que
les journaux de Londres applaudissent avec cette
unanimité qu'ils ont toujours dans les affaires
d'intérêt national, le Parlement le sanctionnera
ou peut y compter. On en doute si peu que
par son contrat le Khédive a été dès ce moment
autorisé à faire des traites sur la maison Rothschild. »⁽¹⁾

On trouve ensuite le passage déjà cité par M.
Henri Fera⁽²⁾: « Ici évidemment l'acte est tout politique,
et c'est là précisément ce qui en fait la gravité, car
enfin si ce n'est pas une prise de possession matérielle,
territoriale de l'Égypte, c'est un premier pas.

L'Angleterre s'est donnée un client qui a besoin de
plus de 100 millions pour liquider ses dettes, elle ne
peut plus l'abandonner, elle surveillera ses finances
elle viendra encore une fois et sous d'autres formes
à son secours et naturellement il lui faudra d'autres
gages, de sûretés nouvelles, où cela terminera-t-il ? »

(1) Revue de Saint-Martin du 12 Décembre 1875.
Chronique de Ch. de Mazade p. 701 et suivantes.

(2) Henri Fera - L'Égypte et le Soudan Égyptien p. 195.



46.

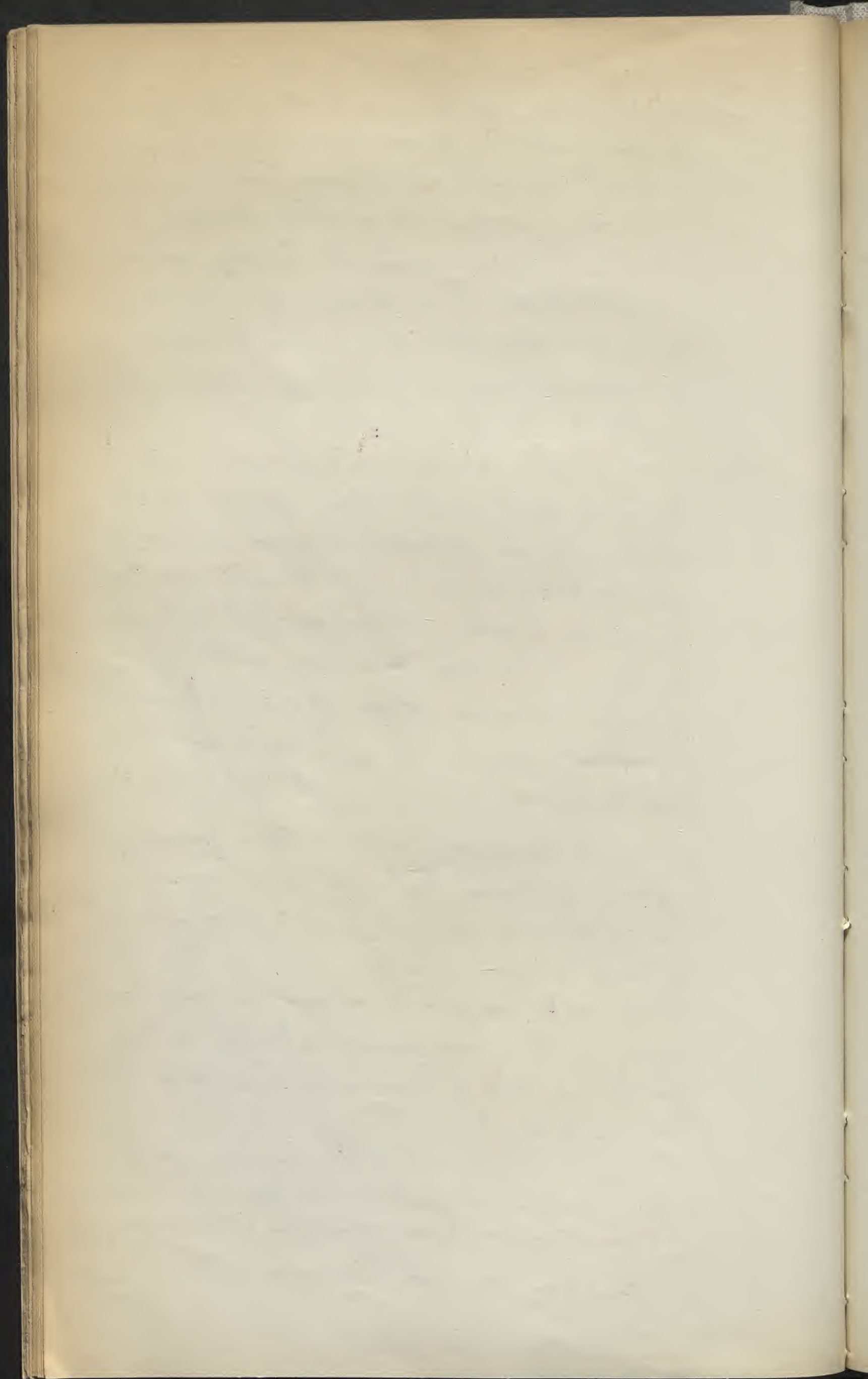
Mais après la publication de la correspondance diplomatique entre Londres et Paris à propos de cette affaire, l'opinion du même publiciste avait singulièrement changé car il écrivait que "la France n'avait point à s'alarmer d'un acte de faiblesse de la nation anglaise."⁽¹⁾

D'autres écrivains, comme M. Cherbuliez allaient plus loin à féliciter le Duc Decazes de n'avoir pas compromis "cette bonne entente avec l'Angleterre qui est aujourd'hui pour la France un intérêt de premier ordre."⁽²⁾

Ce n'était pas au ministre français, mais à Lord Derby que ces félicitations auraient dû être adressées; car non seulement il réparaît par une opération hardie, la faute que l'Angleterre avait commise en refusant les actions que lui offrait M. de Lesseps au début de l'entreprise; mais encore il avait su par de simples déclarations verbales regagner l'estime de l'opinion française si excitée contre lui quelques jours auparavant.

Le gouvernement anglais va chercher si on peut à apaiser les dernières difficultés de la Compagnie avec le Soudan. Dans ce but le colonel Stokes est chargé de négocier avec M. de Lesseps au Caire et le 3 Janvier 1876 un protocole est signé par eux à Giza ayant pour objet : "l'arrangement de finir à mettre fin aux difficultés entre le Soudan maritime et la Compagnie de Suez."⁽³⁾

- Le protocole qui par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne devait être accepté par toutes les Puissances
- (1) *Citation d'Henri Tchern. Egypte et Soudan égyptien* p. 195. (Revue des Deux Mondes 15 Décembre 1875 p. 222)
- (2) *Citation de M. Henri Tchern. Egypte et Soudan égyptien* p. 195. (Revue des Deux Mondes 15 Décembre 1875 p. 201)
- (3) *Henri Tchern. Egypte et Soudan égyptien* p. 197.



97

reduisait progressivement de 8 francs par tonne. le droit de passage par le canal.

Le triomphe de lord Derby fut complet au mois de juin 1876 par l'entrée de 9 membres anglais au conseil d'administration de la Compagnie de Suez.

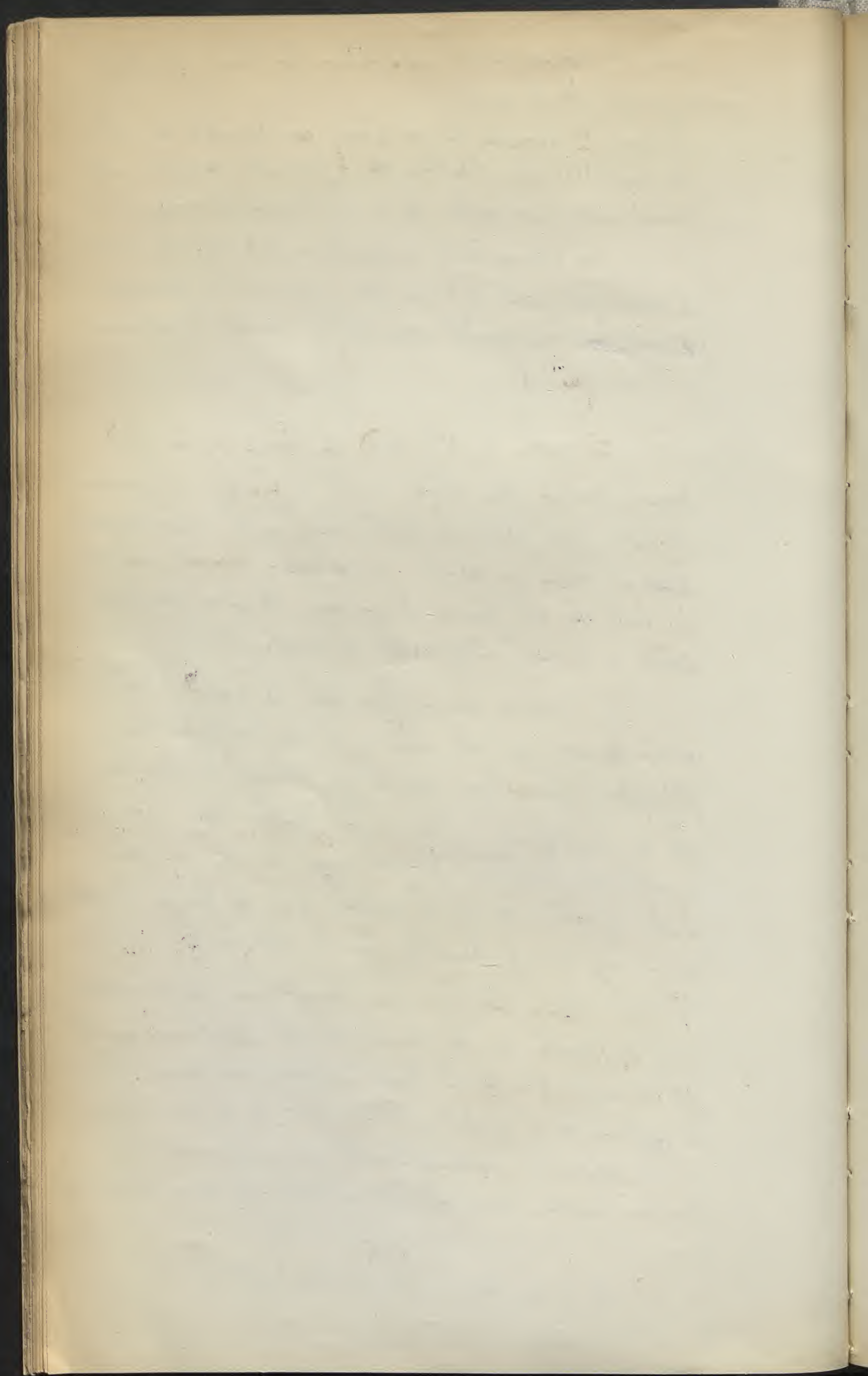
Les représentants britanniques à ce conseil, dont le nombre fut porté à 7 en 1884. puis à 10, forment actuellement un comité consultatif siégeant séparément à Londres.⁽¹⁾

La guerre de 1877 entre la Russie et la Porte donna quelques inquiétudes à M^r de Lesps; il ignorait jusqu'à quel point les flottes belligérantes respectivement le canal, mais ses craintes se dissipèrent bientôt, lorsque lord Derby lui eut promis le concours de ses forces anglaises contre quiconque attaquerait le passage.

Quelques années plus tard la révolte d'Abi-Sadeh et le désordre qu'elle occasionna à l'intérieur de l'Egypte, émeurent bien davantage encore le directeur de la Compagnie. Pour ne pas donner aux Puissances méridionales l'occasion d'intervenir, il négocia avec l'Italie, et obtint de lui la promesse que ses troupes n'iraient ni à Suez ni à Smouha ni à Port-Saïd.

Mais les Puissances européennes se montrant peu confiantes en la parole d'un aventurier révolté, et désirant par dessus tout s'immiscer dans les affaires de l'Egypte, adressèrent à la proposition d'une conférence internationale qui réunirait à Constantinople, dans le but de régler le moyen de rétablir

(1) Voir note de Henri Fera. Egypte et canal égyptien p. 187.



l'ordre dans les états du vice-roi.

Cette conférence réunie le 23 juin 1882. sous la présidence du comte Corti ambassadeur d'Italie, malgré les protestations énergiques de la Porte qui prétendait que ces affaires restaient uniquement dans les prérogatives du Sultan.

Quelques jours auparavant, Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, était venu rendre visite à M. de Turgot et avait proposé de se concerter en vue de mesures immédiates pour protéger le canal de Suez.

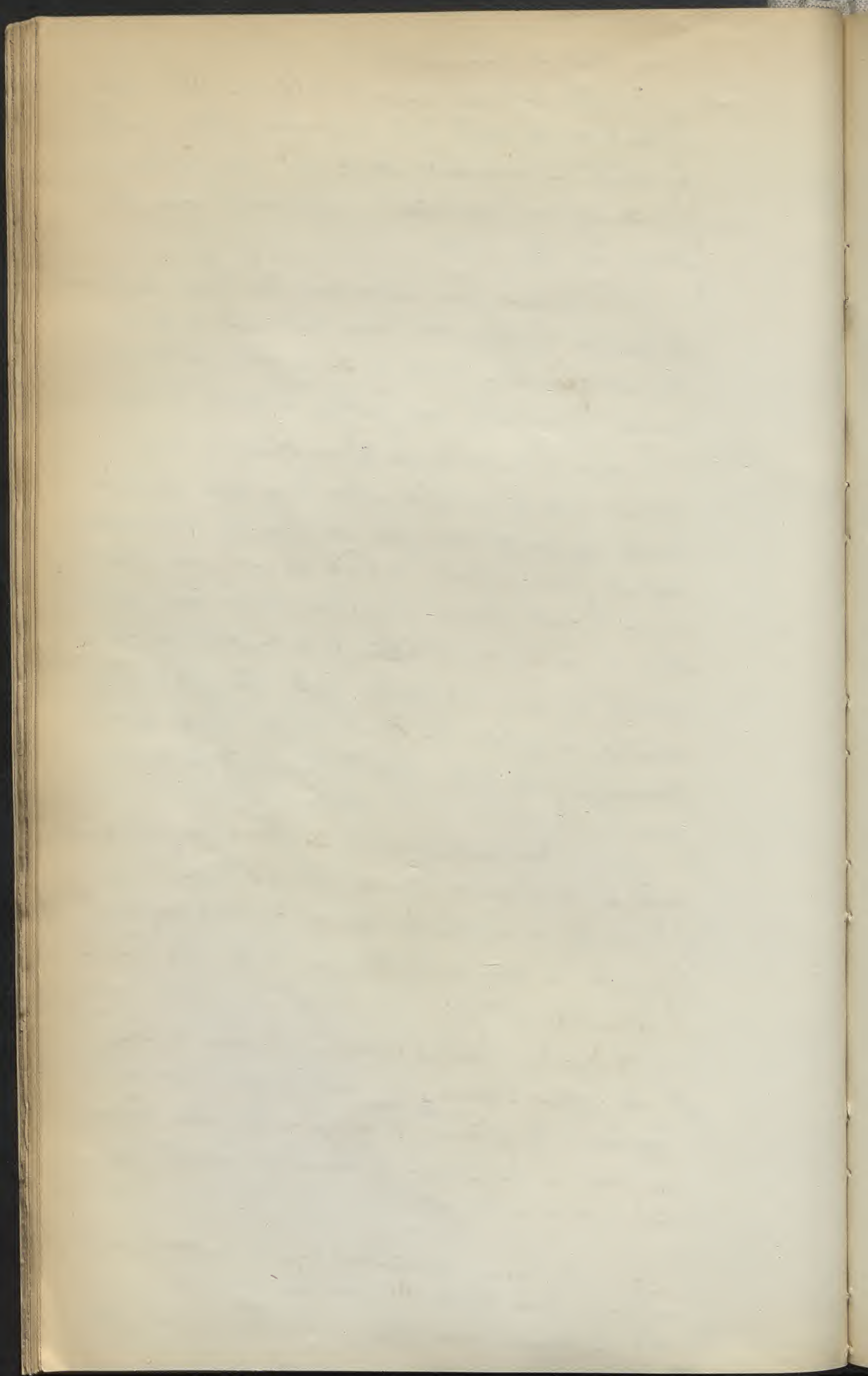
Le quoi le ministre des affaires étrangères avait répondu que les informations prises aux meilleures sources ne concordant pas avec celles du représentant anglais, que le canal n'était menacé par rien et que la seule danger que redoutait la Compagnie était la protection même qu'on voulait lui offrir, attendu qu'une occupation, selon elle, pourrait entraîner la rupture du canal d'eau douce et déterminer des actes d'hostilité contre le canal maritime⁽¹⁾.

Sans prendre garde à ces observations, l'Angleterre continuait ses préparatifs de guerre, elle s'attendait à que l'Italie lui proposât prochainement son concours pour l'occupation du canal de Suez⁽²⁾ et pour l'éviter, elle brusqua les événements.

Le 3 juillet l'amiral Seymour demanda à faire circuler dans le canal un canon à vapeur et un torpilleur. M. de Lesps a remis aussitôt aux Finances une circulaire rappelant la neutralité italienne par l'acte de concession⁽³⁾.

(1) Lettre de M. de Turgot ministre des affaires étrangères à M. Liost ambassadeur à Paris le 24 juin 1882. - Lignes jaunes canal de Suez.

(2) Lettre de M. Liost ambassadeur à Londres à M. de Turgot le 26 juin 1882. - Lignes jaunes canal de Suez. - Extrait de l'ordonnance du 1. 100. -



49

Celles-ci protestèrent vivement contre cette tentative d'action isolée de l'Angleterre que lord Granville signifia le 10 juillet à l'Administration de la Compagnie, que les capitaines de sa nation n'entreraient pas dans le canal.

Le 12 juillet, il adressa en outre la circulaire suivante aux délégués anglais auprès des grandes Puissances :

« Selon les vœux du Gouvernement de sa Majesté Britannique, il serait à désirer que si il devenait nécessaire de prendre des mesures pour la protection du canal de Suez, ces mesures soient prises, sur la demande ou avec l'approbation des grandes Puissances de l'Europe actuellement réunies en conférence à Constantinople, et de la Porte, et que ces mesures soient promptes.⁽¹⁾ »

En réponse à cette communication, M. de Freycinet proposa à l'été joint à lord Granville de charger le Ministre ottoman de la Conférence de Constantinople de désigner la puissance la plus intéressée, pour protéger le canal; il entendait par là que l'Angleterre et la France seraient choisies.

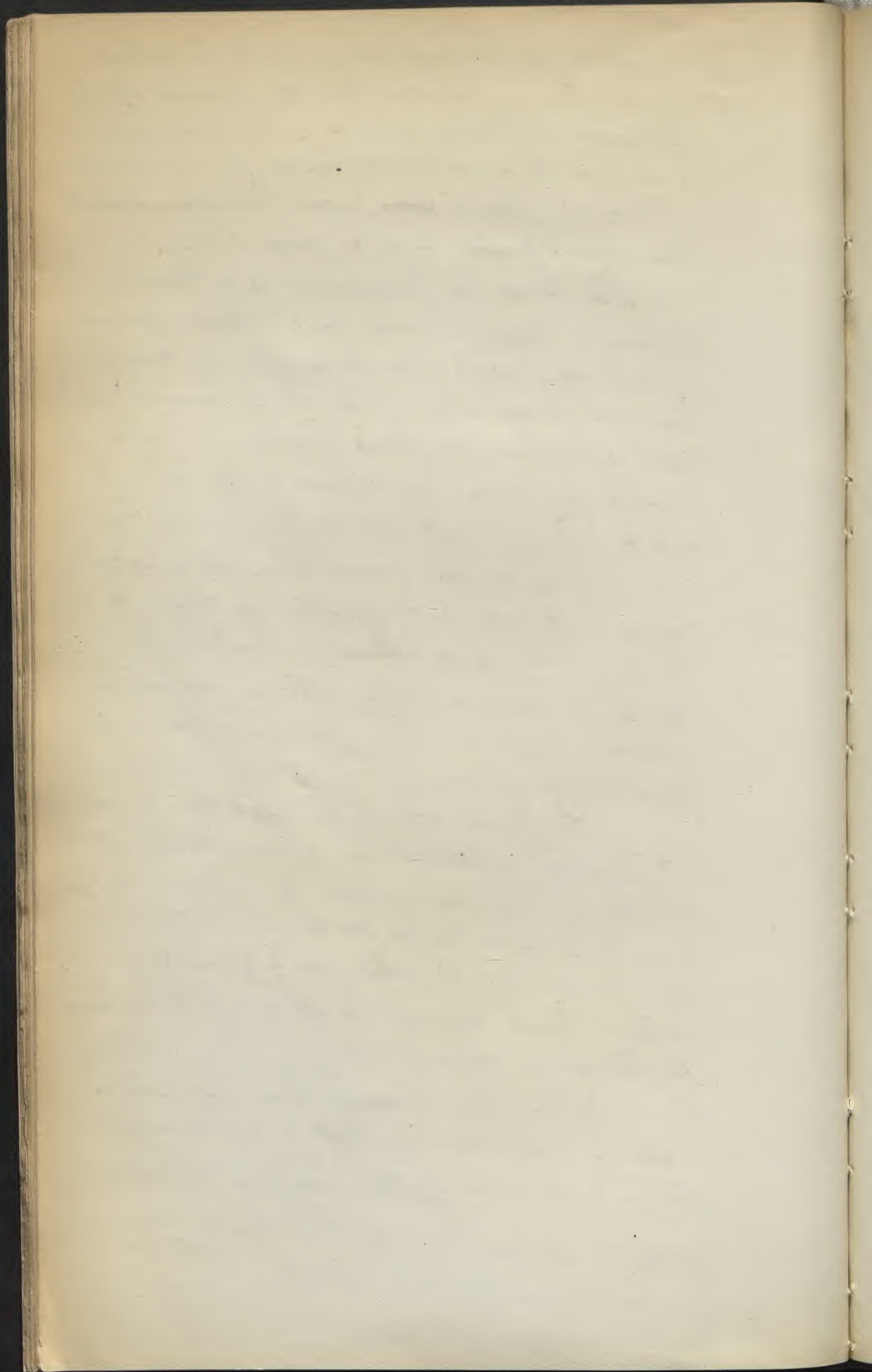
Lord Granville accueillit avec une certaine froideur cette proposition, et plusieurs jours s'écoulèrent avant que la France et l'Angleterre saisissent la Conférence de la question de protection du canal.

C'est ce que le 19 juillet que les représentants anglais et français exposèrent la motion de M. de Freycinet ~~et~~ rédigée comme il suit :

« Nos propositions concernant l'établissement de l'ordre en Egypte sont déjà devant la Conférence. La sécurité du canal de Suez, quoiqu'il se rattache à

(1) Dépêche de lord Granville à lord Lyons 12 juillet 1882.

Line (am) Landd. Sur



50

Le sujet, est une question distincte et n'est pas compliquée au même degré par des considérations politiques."

"..... La France et l'Angleterre proposent en conséquence à la conscience de désigner les Puissances qui seraient chargées, le cas échéant, de prendre les mesures spécialement nécessaires à la protection du Canal."

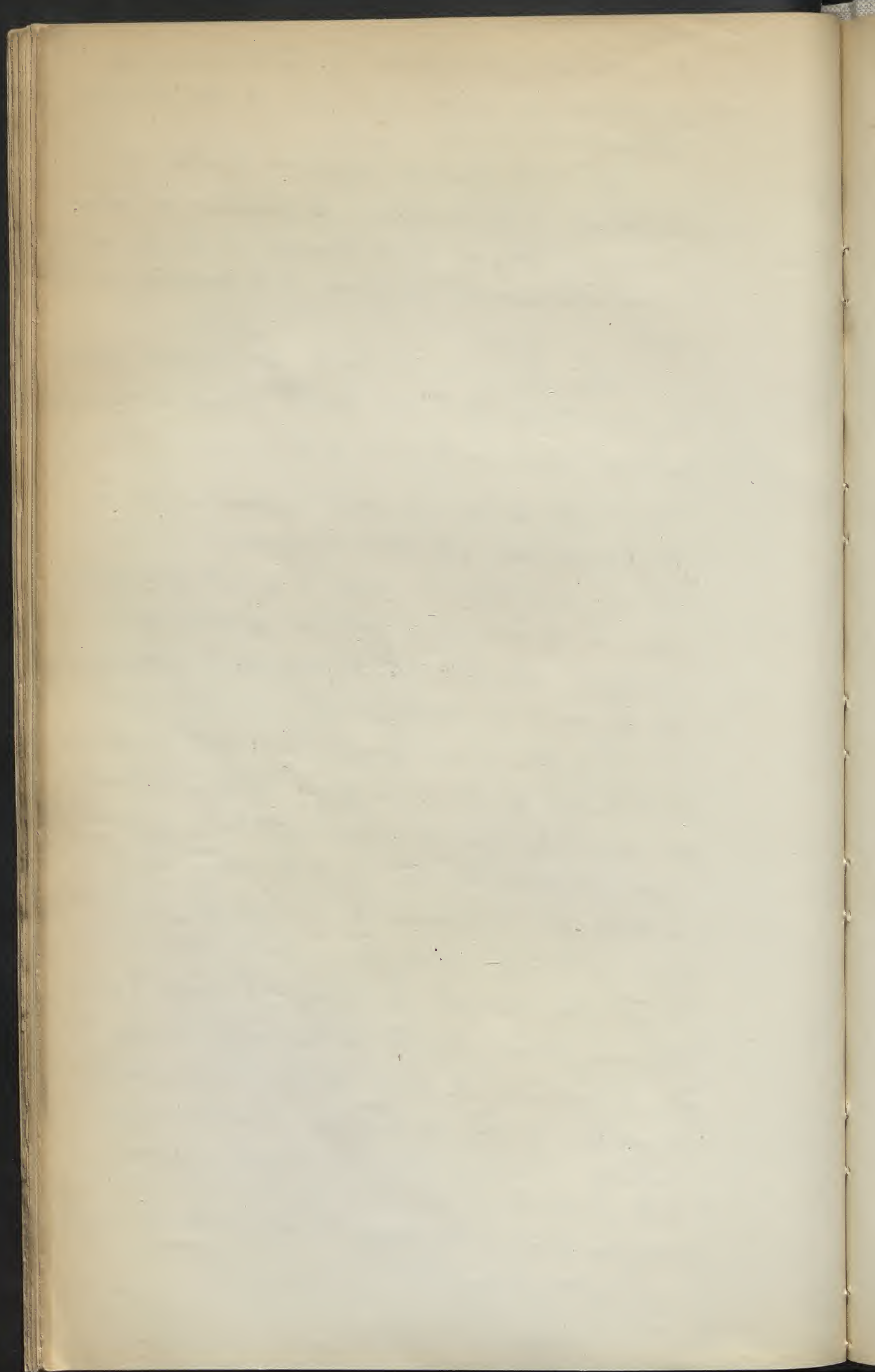
"Afin de gagner du temps, les Puissances ainsi désignées et qui auraient accepté le mandat, seraient autorisées à décider du mode et du moment de l'action."

"Cette action s'exercerait en tous cas sur la base du protocole de désintéressement."

Lord Jarnville exige de la part d'une réponse dans les 12 heures, et il exprime le désir de s'entendre de suite avec le gouvernement français sur les mesures à prendre.

Mais il avait compté sans l'attitude défiante de la plupart des Cabinets européens : le baron de Bunsen écrivant de Berlin que le Chancelier allemand avait trouvé « les propositions relatives à la sécurité du canal en dehors du programme de la Conférence » et le prince de Bismarck faisait parvenir à son agent à Constantinople une note par laquelle : « Le chargé d'affaires allemand pourrait discuter les mesures à prendre pour la protection du canal de Suez, mais n'était pas autorisé à voter un mandat en vertu duquel certaines Puissances seraient chargées de pourvoir à cette protection »).

(1) Reliquaire officiel de M. de Turgot au marquis de Noailles. 17 Juillet 1852.
L'Angleterre. Canal de Suez.



L'Autriche par l'organe du comte Kalnoky avait²²
que la délégation de certaines Puissances pourrait
amener des embarras.

L'Italie autorise le comte Corici à discuter
la question de protection du canal mais seulement
(à ad referendum).

Quant à la Porte elle consent à se faire représenter
à la Conférence, mais rien que pour assurer l'état
normal et régulier des choses en Egypte.

La Russie acceptait toute discussion.

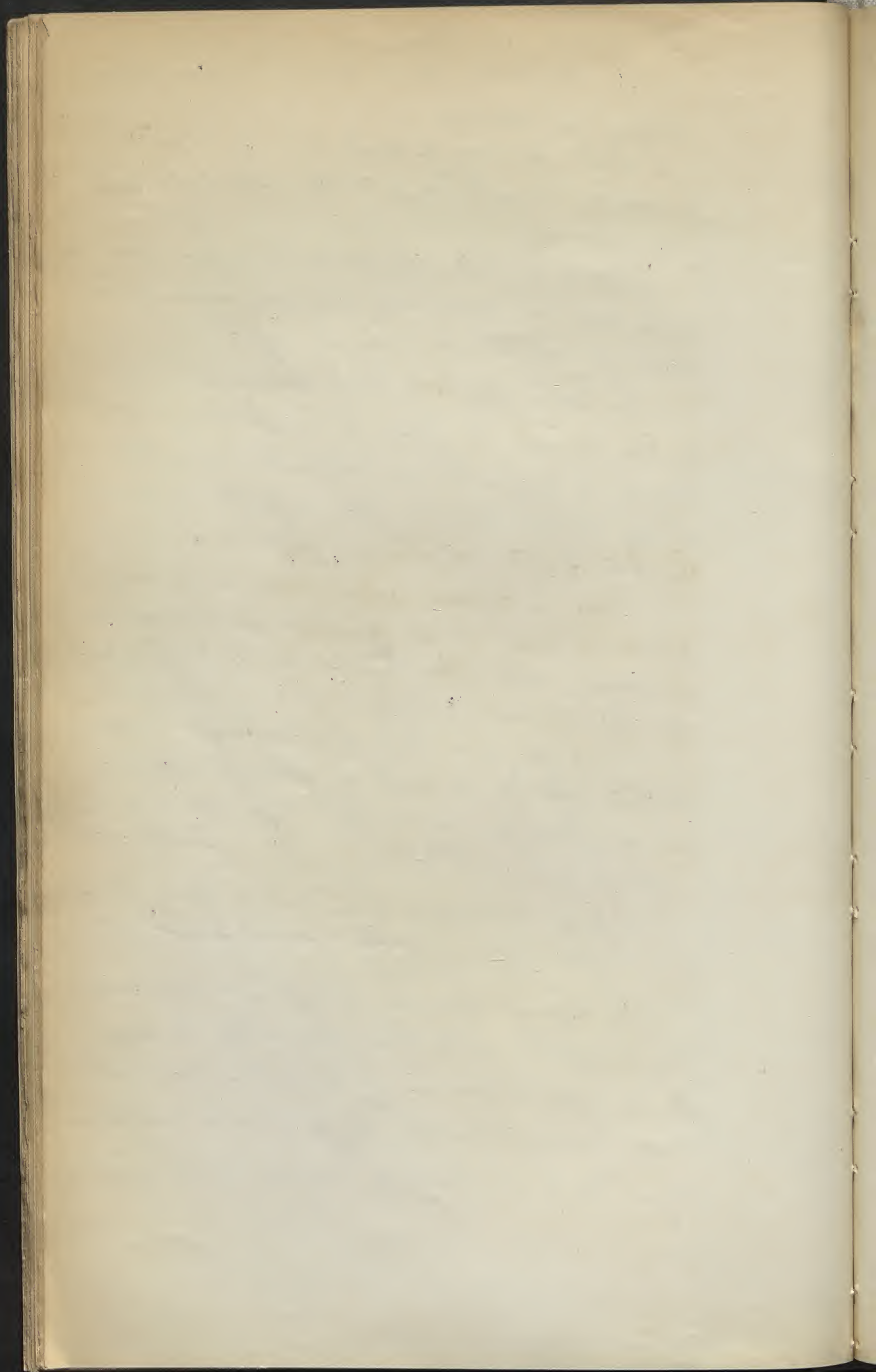
Le L^e S^g Guillemin de France et l'Angleterre se sentent
tourner la difficulté en proposant l'adjonction
d'une troisième Puissance pour la protection du canal.
Leur choix se porte naturellement sur l'Italie.

Mais la Conférence ayant décidé ne pas séparer
de Puissances, sans s'opposer cependant à l'intervention
de certaines d'entre elles, la proposition de M^{te} de Freycinet
dut être abandonnée.

L'idée vint par le cabinet de Berlin, d'une
protection collective, à laquelle la Turquie donnerait son
adhésion, finit par s'imposer. et l'Italie se décida à
l'introduire auprès de la Conférence.

Le 12^e mai 1888 le comte Corici donna lecture
de la proposition italienne:

« La Conférence reconnaît qu'il convient d'organiser
pour la sécurité de la libre navigation du canal
de Suez, avec le concours de la Sublime Porte, un
service purement naval, de police et de surveillance
auquel toutes les Puissances seraient appelées à participer.



52

d'après des règles à convenir, et avec réserve de
se concerter dans chaque cas spécial où l'application
de ces règles paraîtrait insuffisante.)

« L'ambassadeur d'Angleterre, écuyer ~~du~~ le Marquis
de Granville et M^r de Freycinet, a dit que n'ayant
pas d'instructions, il ne pourrait qu'en référer à son
gouvernement. L'ambassadeur de France a fait
remarquer la similitude entre cette proposition et
celle qui avait été précédemment formulée par
son collègue d'Angleterre et par lui. Les représentants
d'Autriche, d'Allemagne et de Russie ont adhéré
à la proposition de l'ambassadeur d'Italie. Les
délégués ottomans se sont réservés de répondre à
la prochaine séance. »⁽¹⁾

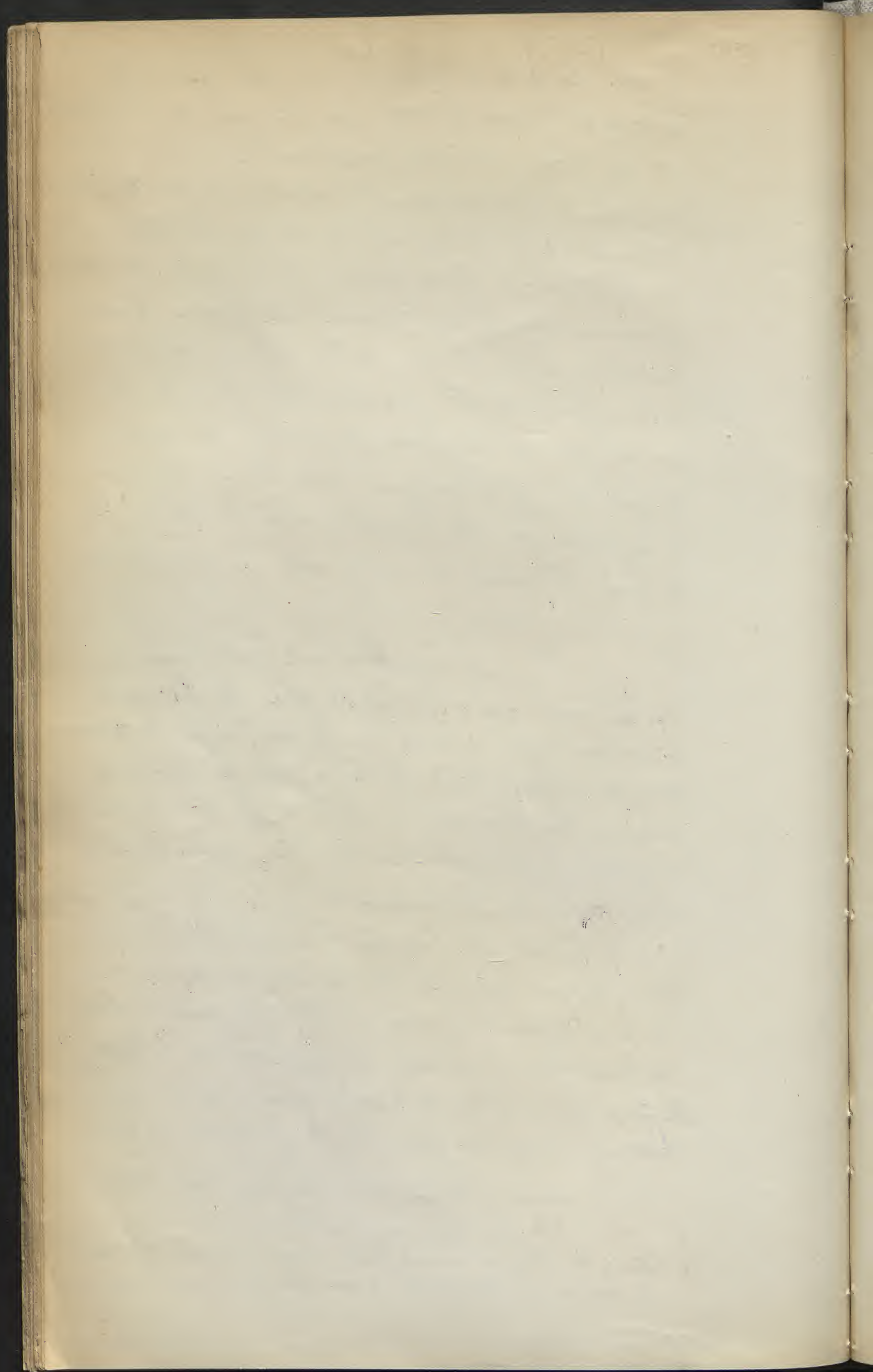
M^r de Freycinet répond à notre ambassadeur à
Constantinople que suivant le vœu du Président
de la République, « il pourra prendre part à la discussion
mais en évitant toute initiative. Si les Puissances
adhèrent finalement, il recevra son adhésion en
alléguant le manque d'instructions suffisantes, et
il en réfèrera au gouvernement. »⁽²⁾

Le 5 août Lord Granville faisait parvenir à
M^r de Freycinet, une note confidentielle annonçant que
« M^r le contre-amiral Hockins, à Port-Saïd, avait été chargé
de mener, pour le moment ses opérations sur le canal
de Suez au maintien du « statu quo » et de ne point
de barquer, si ce n'est pour la protection des sujets »

(1) Lettre du marquis de Granville à M^r de Freycinet 2 août 1882.

(2) même Lettre. Voir journal. Canal de Suez.

(3) Lettre de M^r de Freycinet ministre des aff. étrangères au marquis de Granville
ambassadeur à Constantinople 3 août 1882. Voir journal. Canal de Suez.



53

ditanniques, ou sans le cas où l'on ferait une tentative quelconque pour bloquer le canal, tentative qu'il est chargé d'empêcher par la force ».

La même note portait que l'amiral anglais "avait reçu du Khédive la même autorité pour agir en son lieu et place pour le rétablissement de son autorité sur les rebelles du Canal." (1)

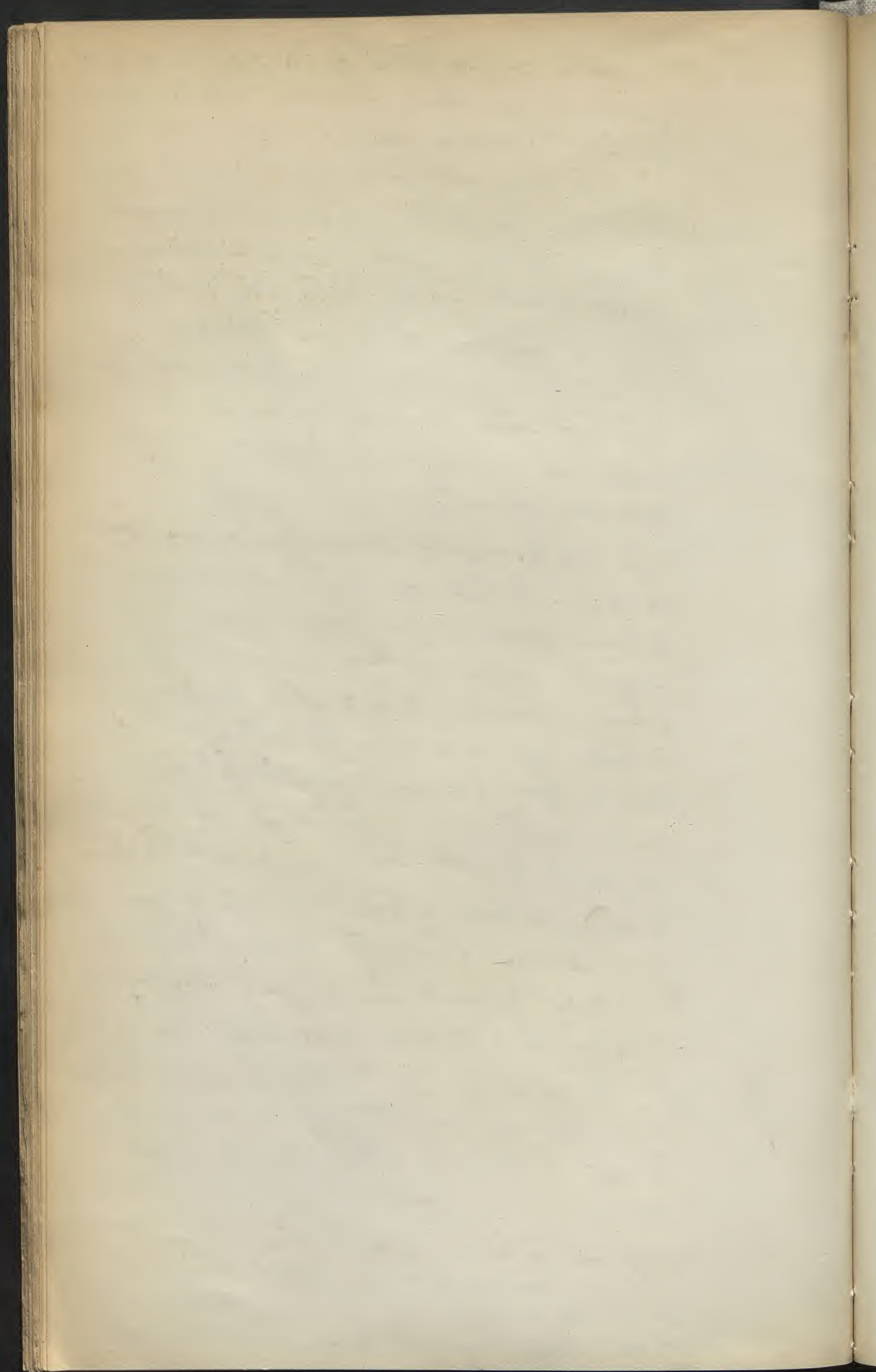
Le même jour les délégués ottomans adhèrent à la proposition tout en y apportant une légère modification de forme, tandis que les ambassadeurs de France et d'Angleterre réservent encore leur opinion. (2)

À la quinzième séance de la Conférence, tous les délégués d'Allemagne, d'Autriche de Russie et de Turquie ayant confirmé leurs adhésions, le représentant anglais déclara que son gouvernement adhérerait également "à la condition qu'il soit entendu que la proposition de l'Italie se limiterait dans ses effets à la crise actuelle et ne serait pas un empêchement, si la nécessité se produisait soit pour l'Angleterre, soit pour les autres Puissances de mettre des troupes à terre et s'occuper certains points nécessaires à la sécurité du canal." (3)

Quant à l'ambassadeur de France il se contenta de déclarer qu'il attendait incessamment des instructions.

Les réserves exprimées par l'ambassadeur d'Angleterre furent assez mal accueillies, attendu que depuis la veille le village d'Ismaïlia était occupé par les forces anglaises.

- (1) Note remise par Lord Lyons ambass. d'Angleterre à Paris à M. de Freycinet. Ministère des aff. étrangères. 5 avril 1882. — Lire journal Courrier de France.
- (2) Voir lettre du marquis de Mante à M. de Freycinet 5 avril 1882. id.
- (3) Lettre du marquis de Mante à M. de Freycinet ministre des aff. étrangères id. 11 avril 1882.



Interrogé à ce sujet par le chargé d'affaires de l'Autriche, Lord Dufferin répondit que "cette occupation avait été effectuée par ordre de l'Amiral anglais, en vue de sauver la ville d'un danger imminent et devait être considérée comme ne portant aucune atteinte au caractère international du Canal."⁽¹⁾

M^r Gladstone déclarait en même temps à la Chambre des Communes que l'Angleterre n'avait pas le projet d'occuper définitivement l'Égypte.

Ce ne fut que le 14 août, que le marquis de Moulins, au nom du gouvernement français adhéra à la proposition italienne en déclarant toutefois que la France réservait son entière liberté d'appréciation quant à l'exécution des mesures auxquelles elle pourrait être appelée à prendre part en vertu de cet arrangement.⁽²⁾

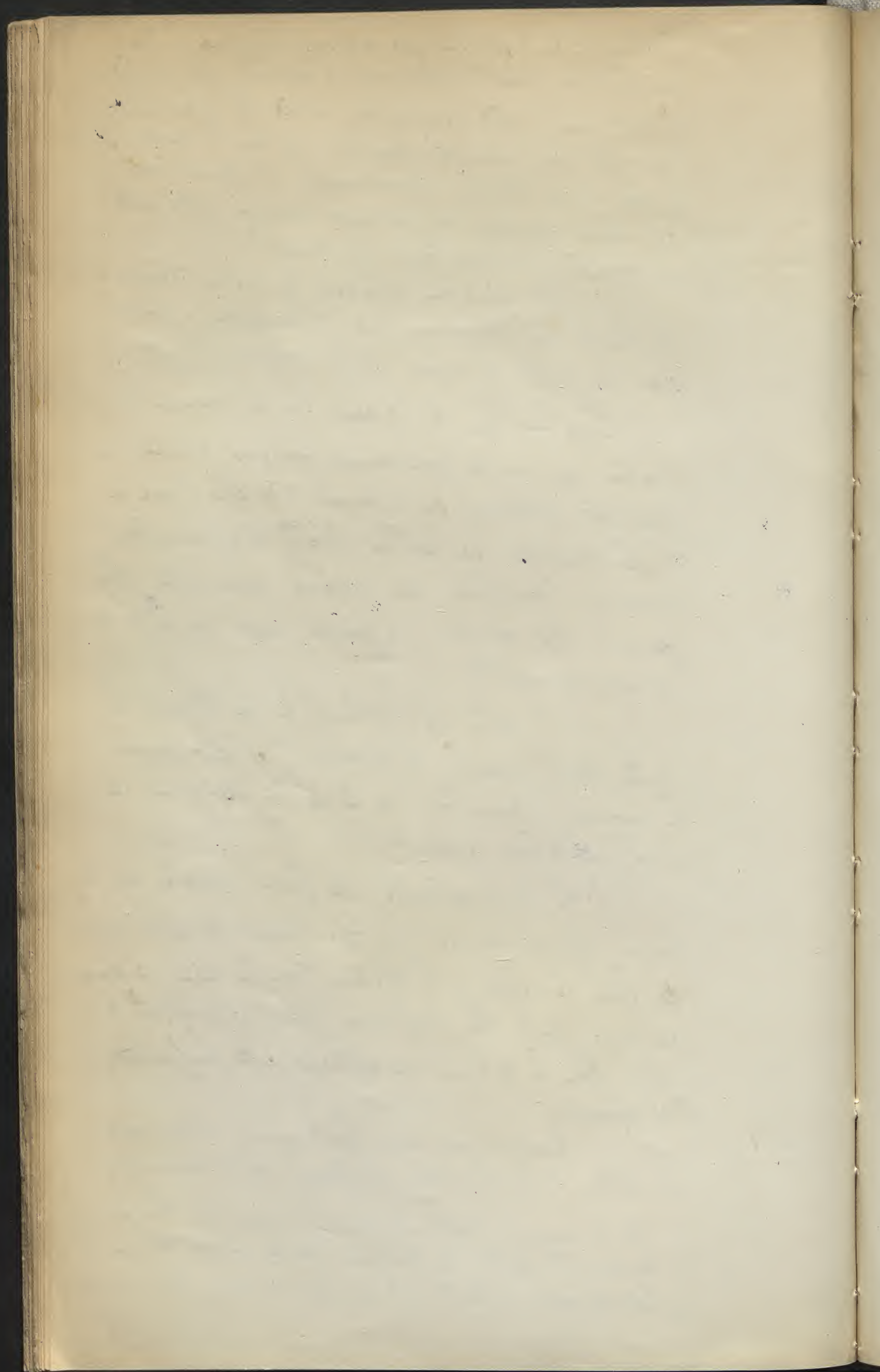
À la suite de l'adhésion de la France, le Comité prit en considération la proposition, et adoptant le moyen d'exécution de la motion italienne, il fit la proposition suivante :

"Les Commandants des forces navales sur les lieux seront chargés par leurs gouvernements respectifs de fixer les règles à établir pour la mise à exécution du projet que la Conférence vient d'adopter."⁽³⁾

Tous les délégués acceptèrent cette proposition "ad referendum".

Quelques jours après les Anglais obtinrent de l'Autriche l'autorisation d'opérer militairement

- (1) Lettre du marquis de Moulins à M^r Dufferin. 11 août 1882. *Sur le Canal de Suez*
(2) Dépêche de M^r Dufferin au Marquis de Moulins. 12 août 1882. — id...
(3) Lettre du marquis de Moulins à M^r Dufferin. 14 août 1882. — id...



dans l'isthme de Suez. Et ils annonçaient une intention
d'occuper Fort-Saïd.

Le consul général de France au Egypte M^r de Voges
ayant présenté à M^r Dohyrie, consul de France à Fort-Saïd
"de faire toute la représentation amicale, honorable pour empêcher
le cas échéant, l'interception systématique du transit, et
la même mise sur le même fait par la Compagnie"⁽²⁾
fait par M^r Duchesne "de ne pas donner suite aux
protestations et aux démarches pour se proposer de faire
sous prétexte que la protection du canal devait être
régie par un arrangement collectif à intervenir
entre les Puissances."⁽³⁾

Cette politique d'effacement, laissait une
grande liberté d'action au gouvernement britannique.

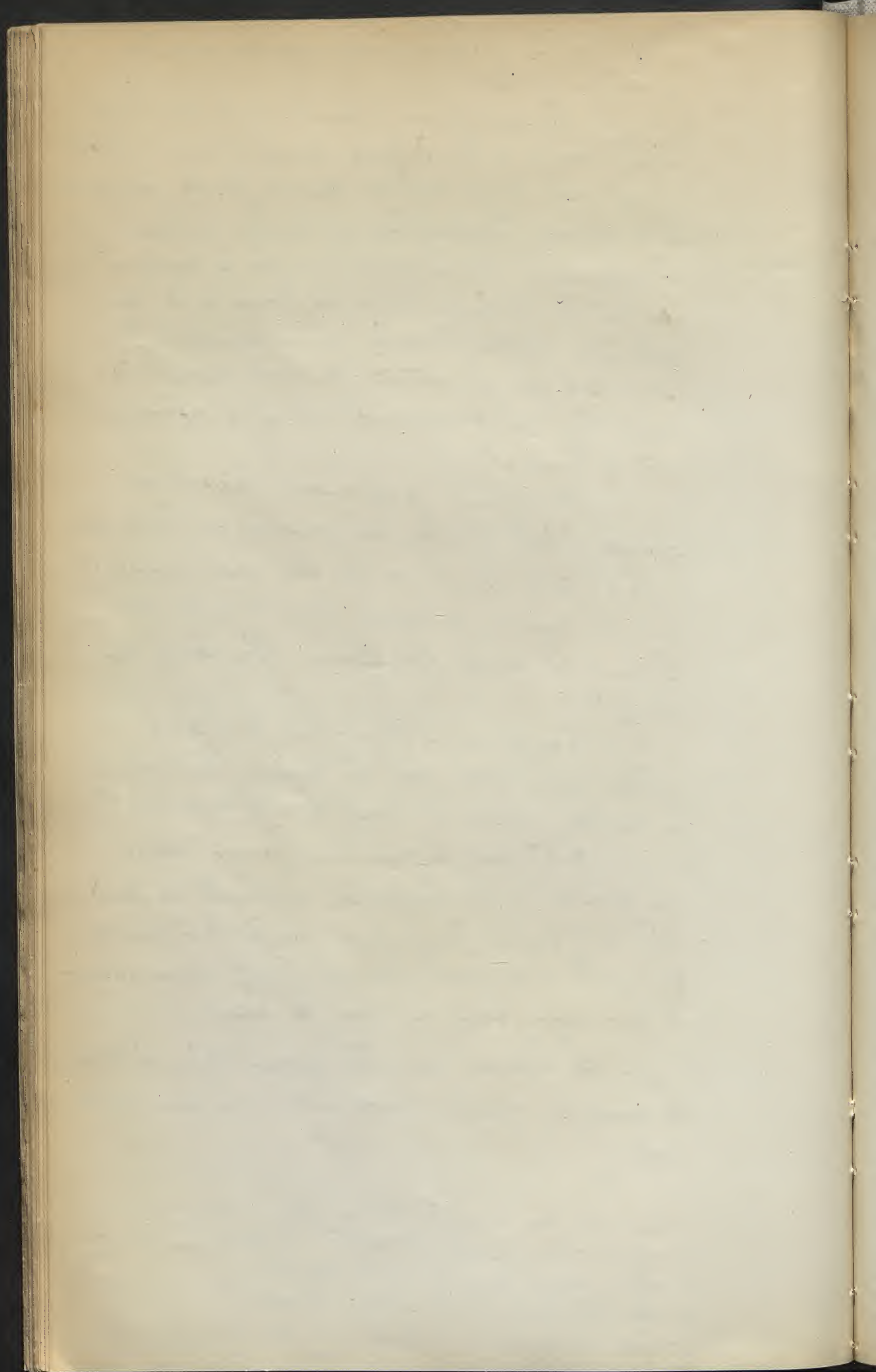
Le 20 août Smoula et Fort-Saïd sont occupés,
les troupes anglaises débarquent dans le canal, et
le transit est prohibé pour laisser libre passage aux
troupes.⁽⁴⁾

Le ne fut que le 22 août que M^r de Lesseps
s'étant mis d'accord avec les Anglais, put reprendre
la direction du canal et assurer sa libre circulation.⁽⁵⁾

Le 28 août le gouvernement français donna
son adhésion à la proposition additionnelle du Comité
Coté, et l'Amiral Jamnigniez, ministre de la marine
fut invité à en avertir l'Amiral Comas commandant
les forces navales françaises dans le Levant.

La conférence qui s'était réunie depuis le 14 août
ne devait pas reprendre sa réunion, son œuvre était
achevée.

- (1) Lettre de M^r de Voges, ministre des Affaires étrangères chargé de l'égypte et consul
général de France au Egypte à M^r Duchesne. 16 août 1882. - Paris, Jammes.
(2) Lettre du même au même. - 16 août 1882. - Canal de Suez.
(3) Lettre de M^r Duchesne à M^r de Voges. 17 août 1882. id.
(4) Lettre de M^r de Voges à M^r Duchesne. 20 août 1882. id.
(5) Lettre de M^r de Lesseps à M^r Duchesne. 22 août 1882. id.



56

Quelques mois après la Conférence de 1882, le cabinet anglais constatait avec regret que si en fait la neutralité du canal de Suez était garantie, en droit rien n'était signé entre les Puissances, et qu'une guerre ou un ordre mal compris pouvait tout remettre en question.

Le 1^{er} août 1883, Lord Granville adressait aux représentants britanniques près les Puissances européennes une circulaire exposant un projet nouveau de protection du canal.

Cet arrangement devait suivant lui être signé par les grandes Puissances, mais il ne voyait pas d'inconvénient à ce que d'autres nations y accèdent ensuite.

Les principales dispositions de cette circulaire étaient :

art. I. "Le canal sera libre pour le passage de tous les navires dans n'importe quelles circonstances."

art. II. "En temps de guerre ou même un laps de temps pendant lequel les navires de guerre d'une puissance belligérante pourraient rester dans le canal, et on ne pourra y débarquer ni troupes ni munitions de guerre."

art. III. "Aucun acte d'hostilité ne sera commis dans le canal, ni dans ses approches, ni dans aucune partie de ces territoires de l'Egypte, alors même que la Turquie serait une des puissances belligérantes."

art. IV. "Il ne sera pas construit de fortifications sur le canal ni dans son voisinage."

11

The first thing I noticed when I stepped
out of the car was the cold. It was a
sharp contrast to the warm blanket I had been
under.

The snow was falling in soft, silent
flakes. It was a beautiful sight, but I
wasn't in the mood for it. I was
just trying to get home.

The car was stuck in the snow. I
tried to move it, but it wouldn't budge.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.

I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.

I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.

I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.
I was stuck. I was stuck. I was stuck.

Les articles 4, 5, 6 et 8 étaient destinés à maintenir 57
les droits territoriaux du Khédive.

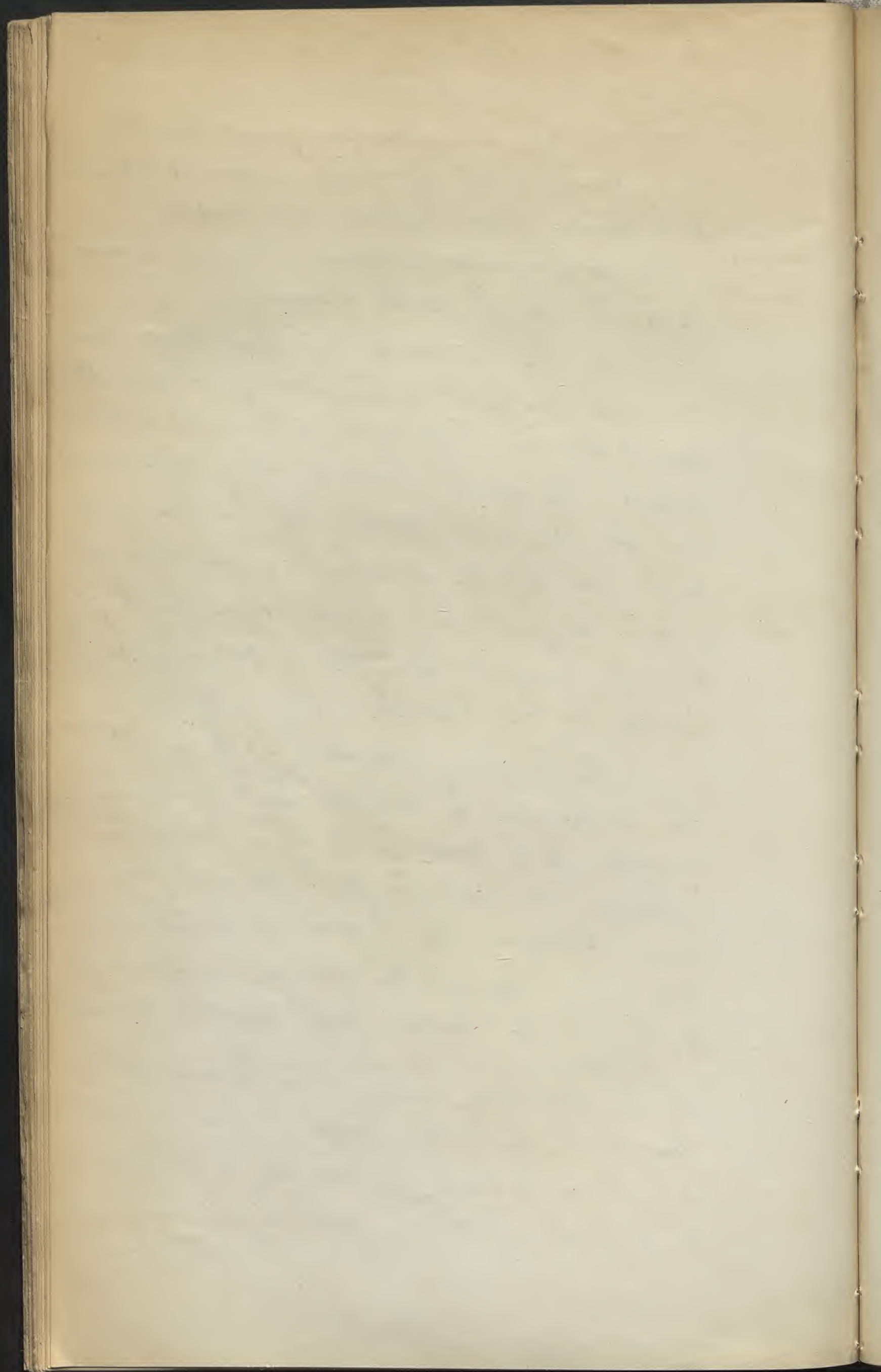
Des négociations s'engageant aussitôt
pour donner à cette circulaire un caractère international
et la réunion d'une Conférence fut décidée.

Mais des divergences d'opinion s'élevèrent à propos
de la ville où elle devait se réunir.

Certains diplomates préféraient Londres d'autres
Paris; on s'entendit cependant et le 17 mars 1885
une déclaration était signée à Londres par les repré-
sentants des grandes Puissances. Il y était décidé
que la Conférence aurait lieu à Paris, qu'elle
aurait pour but de garantir, en tous temps et
à toutes les Puissances, le libre usage du Canal
et qu'elle prendrait pour base de discussion la
circulaire de Lord Granville.

La Conférence ouvrit le 30 mars 1885
elle comprenait les Délégués de 7 Puissances
signataires de la Convention de Londres, c. à s. d.
l'Allemagne de l'Autriche de la France de la
Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et
de la Turquie, auxquels on ajouta un représentant
de l'Égypte, ne devant avoir que vote consultatif.

La Commission se trouvait en présence de
deux projets de traité présentés, l'un par les
délégués de la France, l'autre par les délégués
de la Grande-Bretagne; ainsi le président M. Barne



58

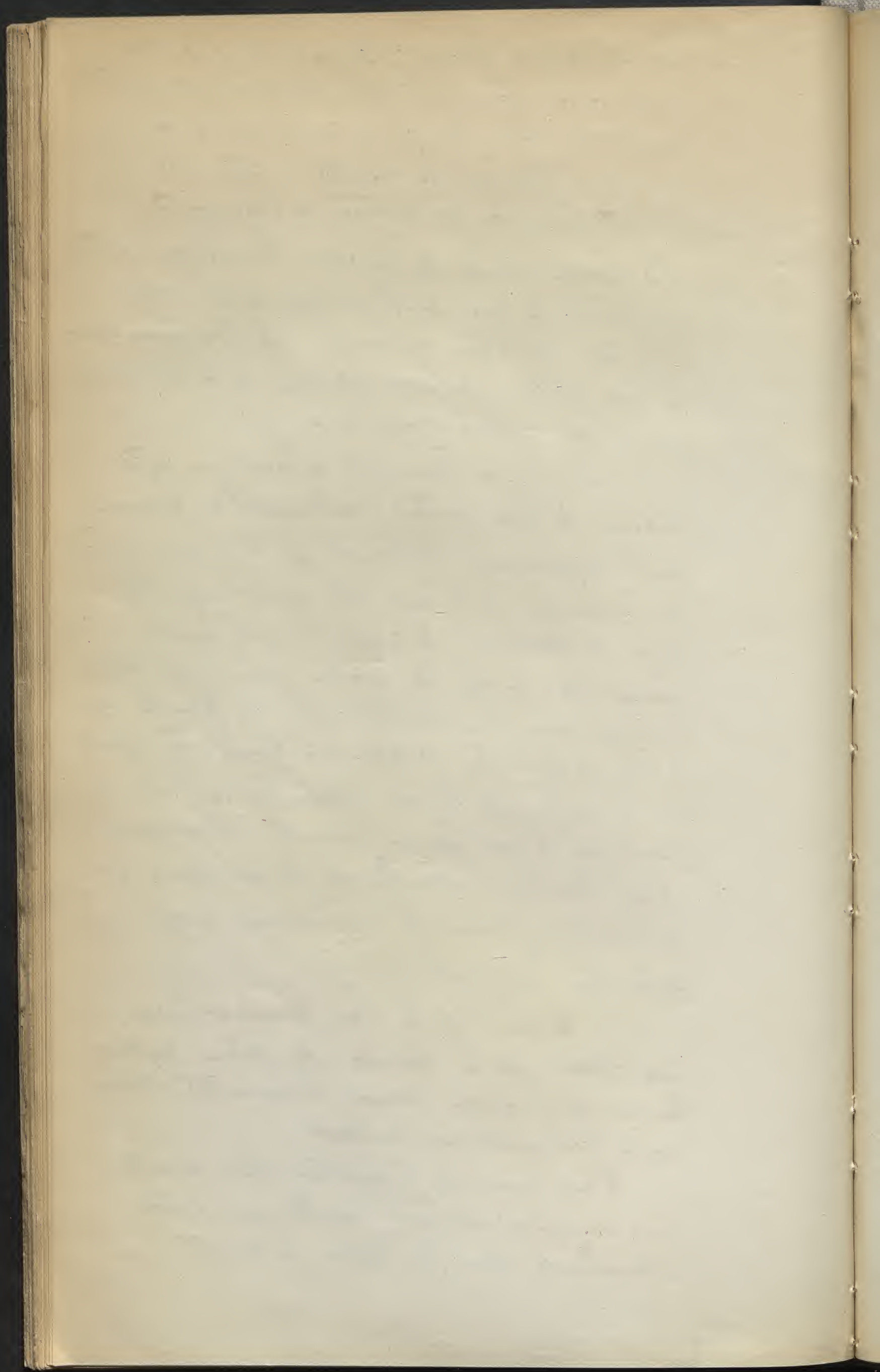
premier de légation française proposa. Il, l'élection
d'une sous-commission qui étudierait contradictoi-
rement les deux projets et rapporterait à la
commission plénière les résultats de cette étude.

Cette proposition fut adoptée à l'unanimité.
A la première séance de la sous-commission, lecture
fut donnée des deux projets et il fut décidé malgré
l'opposition du délégué britannique que l'on discuterait
les divers articles du projet français, en le rapportant
aux articles anglais correspondants.

Le Julian Paucassot exprimait que cette
manière de faire n'était nullement en harmonie
avec l'engagement diplomatique du 17 mars. Il ajoutait
que le circulaire du 3 Janvier 1883 devait seule être
mise en discussion. Il ajoutait que le projet
français était en opposition absolue avec le projet anglais
et faisoit cela même avec le circulaire de Lord Granville pour
il était la reproduction de Vailley, ce dernier étant fondé
sur le principe de la non-intervention des Finances
tandis que le projet français prévoyait l'établissement
d'une Commission internationale de surveillance et
autoriser la présence de représentants aux
embellissements du canal.

Le travail de la sous-commission, dans
cette affaire, fut retardé par les objections du délégué anglais
aux qui ne joignait souvent le représentant italien,
ne se poursuivait que lentement.

Le but évident de l'Angleterre était d'éviter
tout complètement que possible une action
internationale dans les affaires du canal.



59

Les questions de neutralisation du canal Suez
donnée et de détermination d'une zone neutre
autour du canal furent longuement débattues,
il en fut de même de la question de présence de
stationnaires aux entrées du canal.

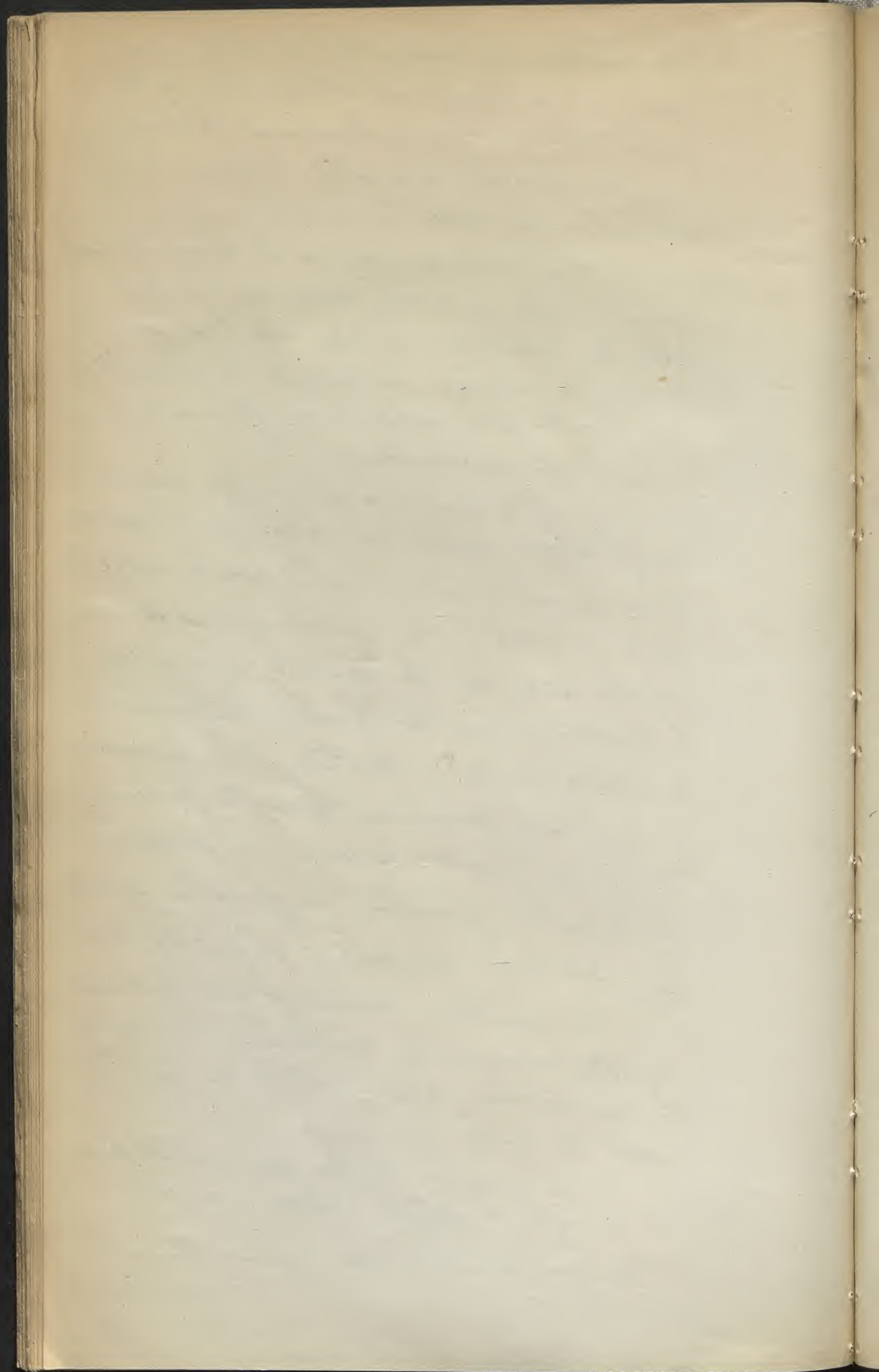
Dans toutes ces discussions le délégué ottoman
prend à tâche de réduire autant que possible le
rôle du gouvernement égyptien dans ce qui
concerne la protection du canal, et il se montre
très favorable à la création d'une commission
internationale de surveillance.

Il se trouve alors en opposition complète
avec le délégué anglais qui déclare que "l'ingérence
d'une commission internationale dans la navigation
du canal serait non seulement inutile mais
nuisible sous bien des rapports, et qu'il est
à remarquer que la Grande-Bretagne dont
les intérêts en cette question sont prépondérants
puisque son commerce représente environ
80 % du transit du canal, ne demandant
pas d'autres garanties, les garanties actuelles
lui paraissant amplement suffisantes."

L'Angleterre voudrait reculer la création
de cette commission de surveillance jusqu'au jour
où une déclaration de guerre mettrait en péril la
liberté du passage.

Une discussion des plus vives, s'étant élevée
à ce sujet, le délégué italien s'interposa

(1) Gros. utrum de rebus s. la com. Commission réunie à Paris 1885
L'ins. jama. - Canal de Suez



en disant que "les délégués d'Italie étaient venus
à la Commission sans parti pris, comme sans
arrière-pensée, avec le seul mandat de rechercher
sincèrement les moyens les plus propres à
assurer la liberté du canal de Suez, et qu'ils
seraient heureux de voir leurs collègues faire
preuve comme eux du plus grand esprit
de conciliation!"

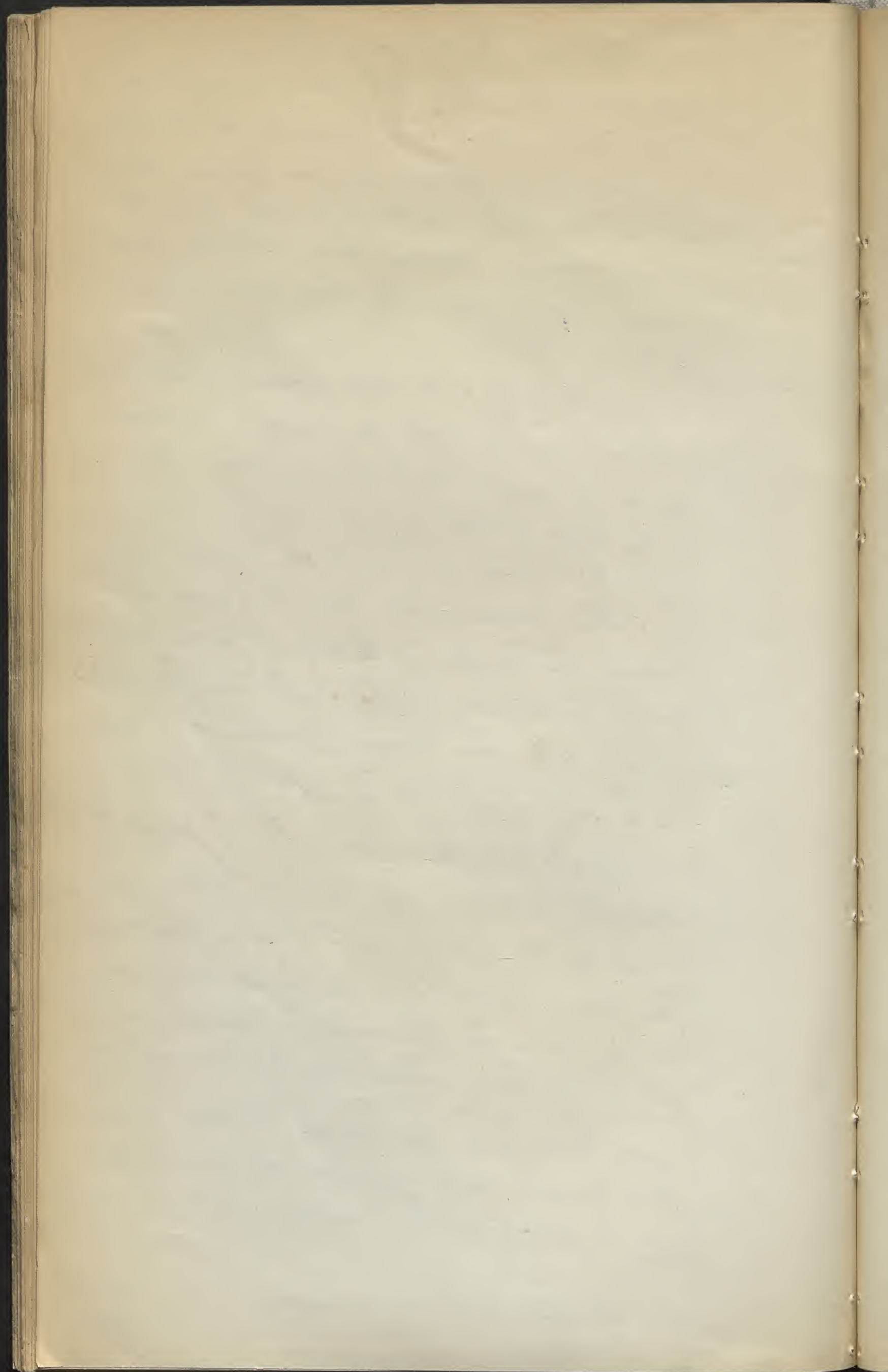
L'article 6 du projet français obligeant le
Khédive à faire appel aux Puissances européennes
en cas de menaces contre le canal, donna lieu
à de longs débats.

M^r Hitrovo, délégué russe proposait que
le Sultan communiquât aux Puissances les
mesures exceptionnelles qu'il croirait devoir prendre
en cette circonstance; mais Sir Julian Pauncefote
répondit cette idée comme contraire à l'exercice
de la souveraineté de la Porte.

Cette discussion se termina par le défaut du
représentant britannique qui ne put obtenir la
suppression des mots "par leurs propres forces".
Permettant au Sultan et au Khédive de se faire
de l'assistance des Puissances; ni empêcher l'
adoption de la proposition de M^r Hitrovo.

Les délégués anglais et italiens réagirent
deux amendements aux articles 10 et 11. afin
que la commission de surveillance et elle-même les articles,

(1) Procès-verbal de la sous-commission - tenu à Paris, 1885.



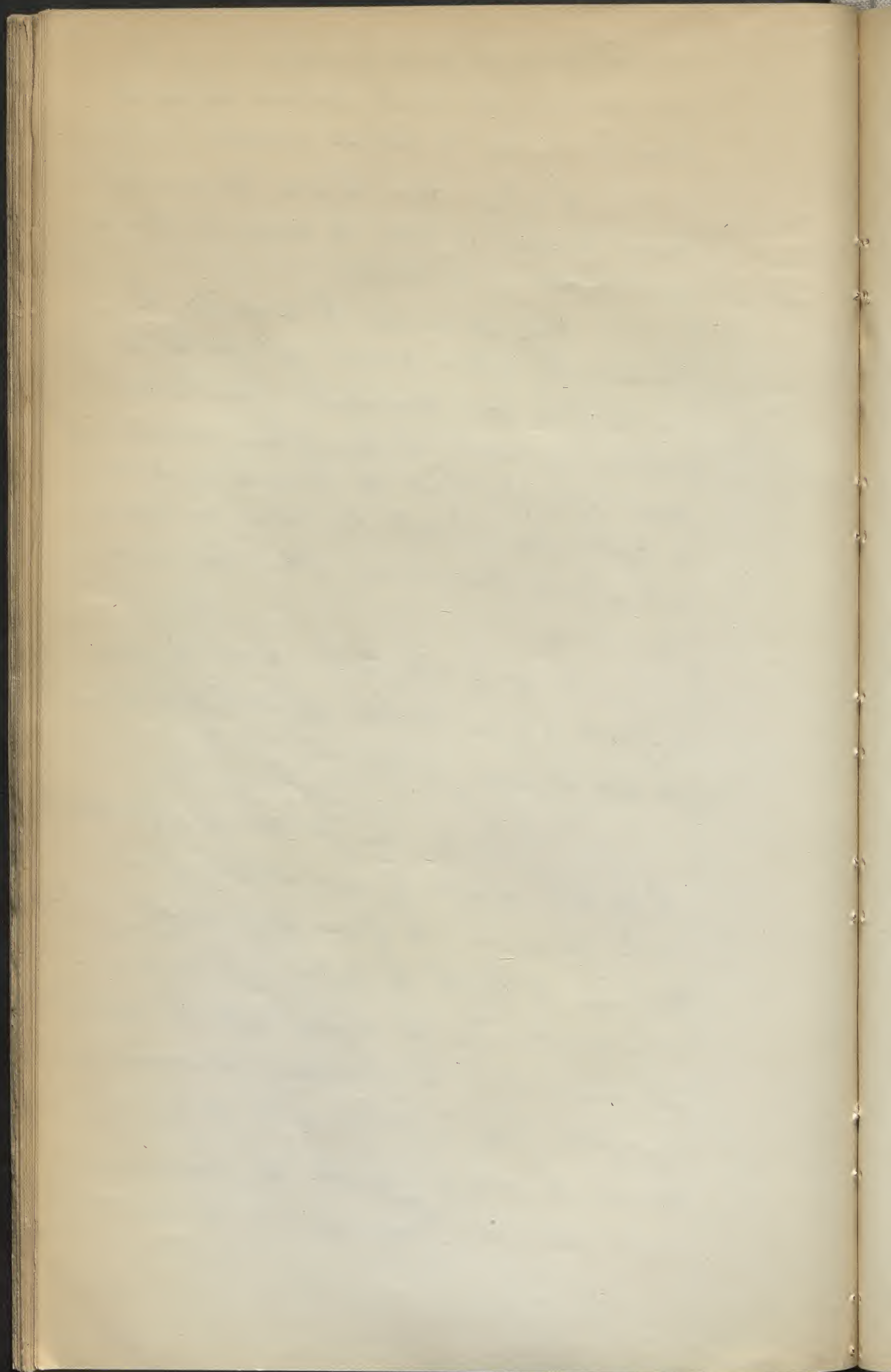
ne soit réunie qu'en cas de guerre, et qu'elle soit composée des consuls européens résidant à Alexandrie et non de délégués spéciaux.

Le 4 Juin 1885. la sous-commission ayant terminé sa tâche, la commission plénière reprit le cours de ses séances.

Dans son discours de réouverture le Président M. Billot divisait en 2 parties les travaux de la sous-commission: l'une tendant à établir un recueil de prescriptions internationales devant régler l'attitude des Puissances vis-à-vis du Canal de Suez; l'autre constituant un organe international garantissant l'exécution de ces prescriptions.

« C'est sur cette partie, disait-il, que l'accord n'a pu se faire complètement et que les avis se sont partagés.....

« Est-ce bien partagé qu'il faut dire? D'un côté on voit le représentant d'une seule puissance, en regard sous groupés les Délégués de toutes les autres. A ces derniers s'unissent même les représentants de l'autorité territoriale et de la Puissance souveraine, qui par regard pour la communauté et avec une largeur de vues à laquelle la Commission rendra volontiers hommage, n'existant pas



à s'imposer une facile servitude.

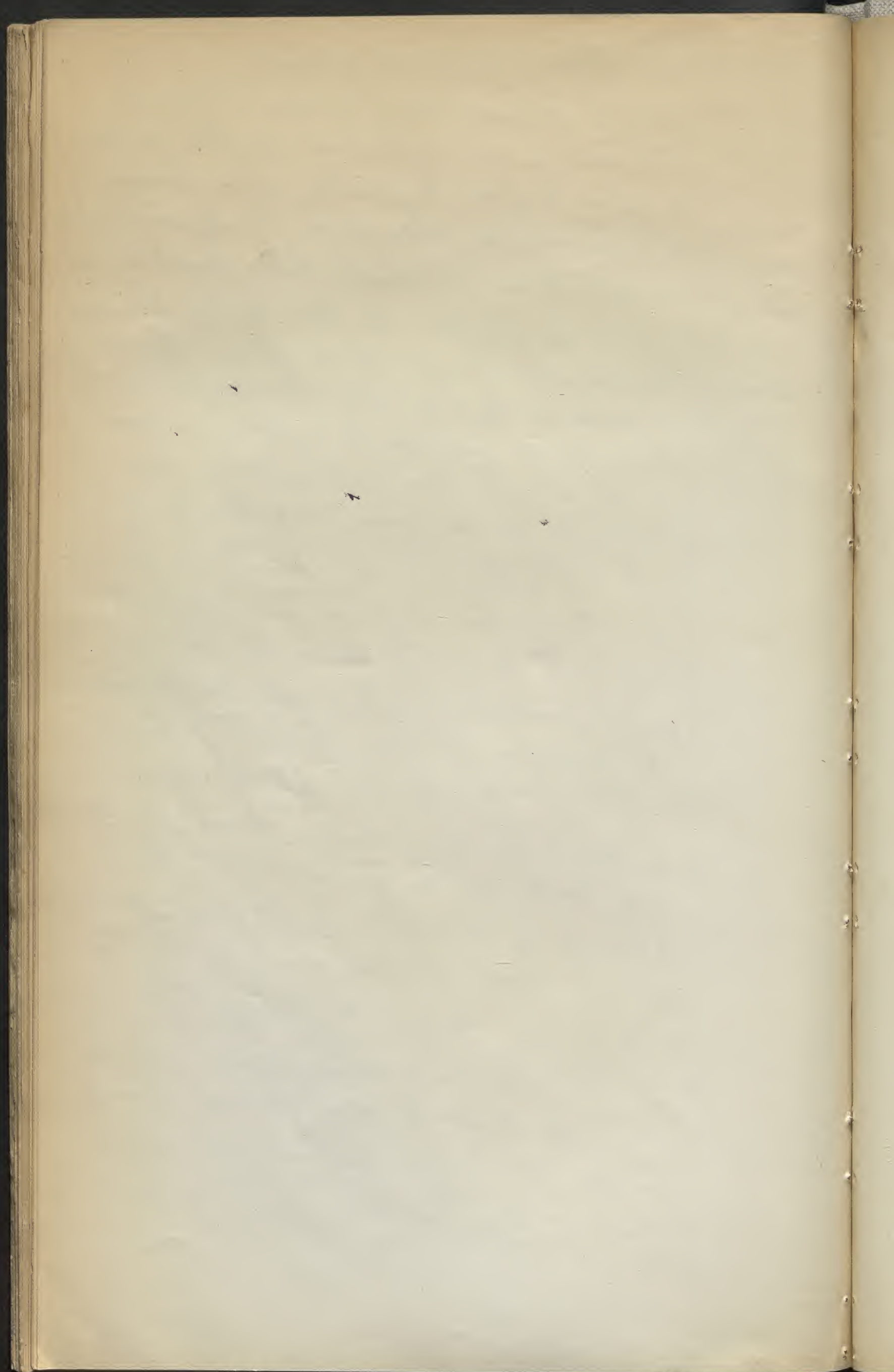
« Comment donc expliquer l'opposition d'un seul à une combinaison acceptée par tous les autres ? C'est la question qui se posera certainement au dehors si la Commission n'arrive pas maintenant à une entente complète... »

« La situation de fait qu'une Puissance occupe actuellement par rapport à l'Égypte et au canal de Suez doit être écartée des débats, il ne faut pas qu'on puisse supposer qu'elle ait été pour quelque chose dans l'attitude ou les réserves de certains des Délégués. »

« Le traité projeté doit se suffire à lui-même et suffire à tous les contractants : il faut que l'efficacité en soit la même pour tous, et que par conséquent elle dépende uniquement des garanties attachées au traité même. »

« S'il subsistait des divergences : les débats de la Commission établiraient sans doute que la difficulté est en dehors de la compétence des Délégués, qu'elle est plus haut et plus loin, qu'elle tient à la condition même de l'Égypte. »

« Ils démontreraient ainsi que la liberté du canal de Suez dépend d'une question de politique générale et qu'il appartient aux Puissances de se concerter



63

directement pour arriver par une autre voie
à une solution complète et définitive du
problème.⁽¹⁾

À la suite de ce discours dirigé contre
la politique étroite et intéressée de l'Angleterre, le
président donna lecture du projet de traité élaboré
par la sous-commission et le soumit à l'examen
de la Commission.

Il fut accepté sous la forme suivante:

« Projet de traité pour assurer le libre usage du
Canal de Suez ». Les Anglais ayant préféré
l'expression « libre usage » à celle de « neutralité ».

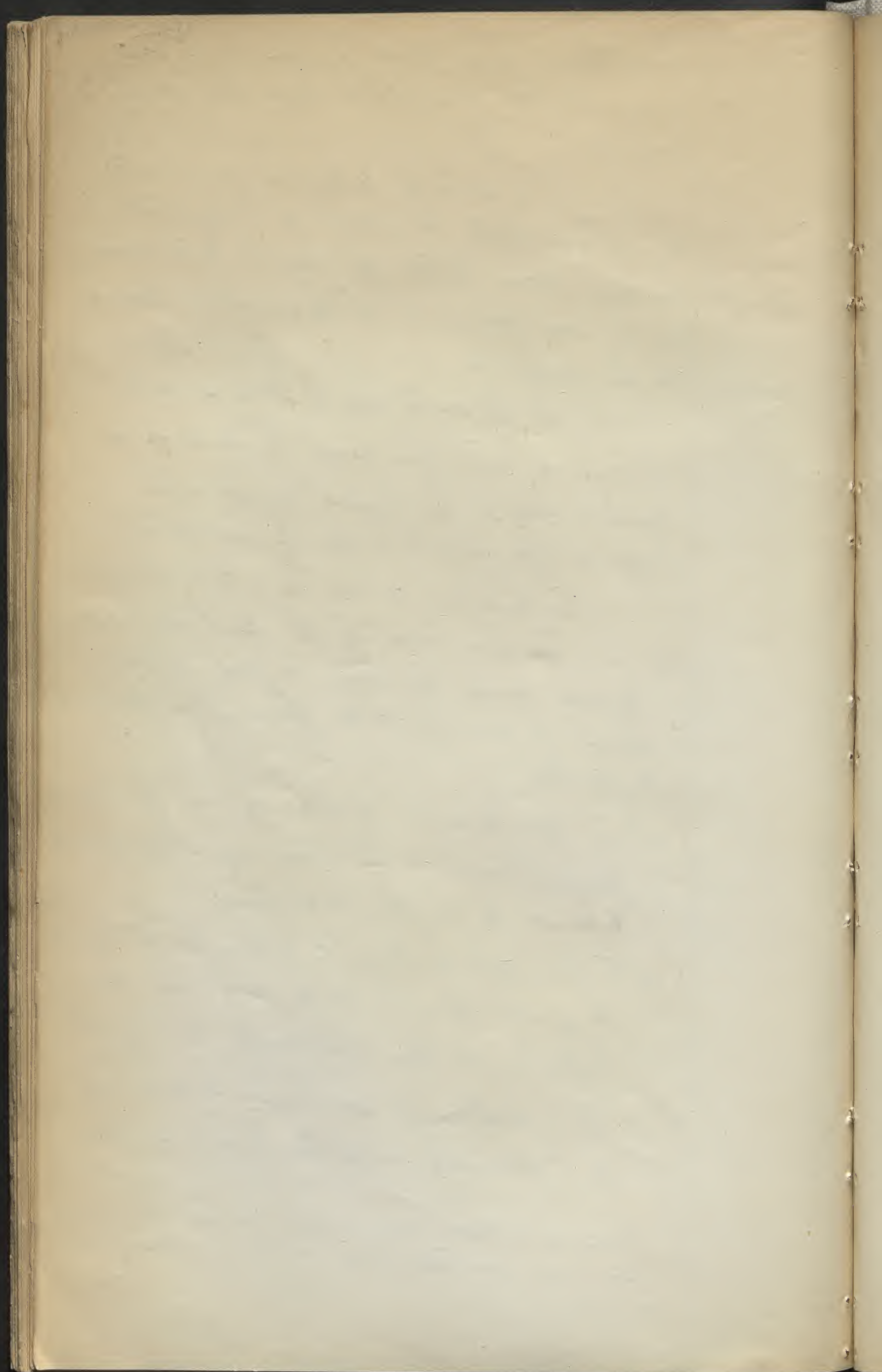
Les principaux articles de ce projet étaient
l'art. I : Assurant l'ouverture du Canal en temps
de guerre comme en temps de paix à tout
navire de commerce ou de guerre, sans distinction
de pavillon.

l'art. IV qui défendait « d'élever aucune fortification
pouvant servir à une opération offensive contre
~~le canal~~ le canal maritime.

l'art. V limitant le durée du séjour des bâtiments
de guerre dans le Canal ainsi que dans
l'étendue des eaux territoriales de l'Égypte.

l'art. VIII. ~~établissant~~ autorisant la présence
de bâtiments au gré des Puissances, sans

(1) Discours de M. Billot 1^{er} Délégué de France. Président de la
Commission internationale de Paris 1885. 4. juin. - Lires jaunes



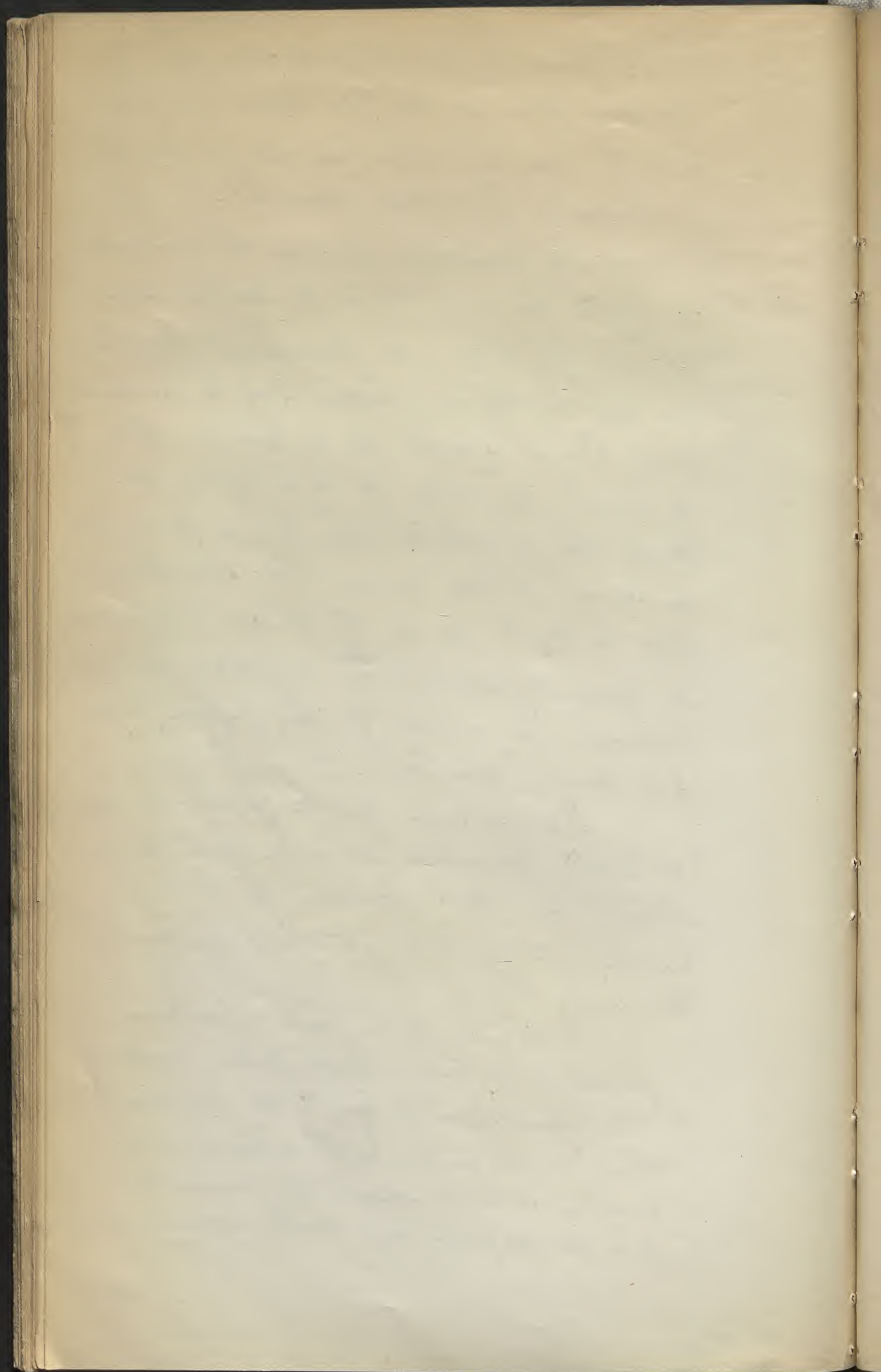
64

Les ports d'accès de Fort-Saïd et de Suez, au
nombre de deux au plus pour chaque Puissance.
L'art. IX. qui avait donné lieu aux plus longues
discussions était rédigé comme il suit :

« Une commission, composée des représentants
en Egypte de et auxquels sera
adjoint un délégué du gouvernement égyptien
avec voix consultative, siégera sous la présidence
d'un Délégué spécial de la Turquie, afin
de pourvoir au service de la protection du
canal; elle s'entendra avec qui de droit pour
en assurer le libre usage. Elle surveillera
dans la limite de ses attributions, l'application
des clauses du présent traité et saisira les
Puissances des mesures qu'elle jugera propres
à en assurer l'exécution.

Il est entendu que le fonctionnement
de la dite Commission ne pourra porter aucune
atteinte aux droits souverains de S. M. I.
le Sultan ni aux droits et immunités de S. H.
le Khédive. »

Les délégués de la Grande-Bretagne
proposèrent un texte différent d'après lequel
: « Les représentants en Egypte des Puissances
signataires du présent traité veilleront à son
exécution et ne se réuniront en Commission
qu'en cas de guerre ou de troubles intérieurs graves. »



le texte était inséré dans le projet de traité.

L'art. X. accordait au Khédive le droit de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter le traité et dans le cas où le danger serait tel ^{était} que ces mesures seraient insuffisantes, il ~~aurait~~ ^{aurait} le droit d'appeler à la Sublime Porte laquelle se concerterait avec les autres Puissances.

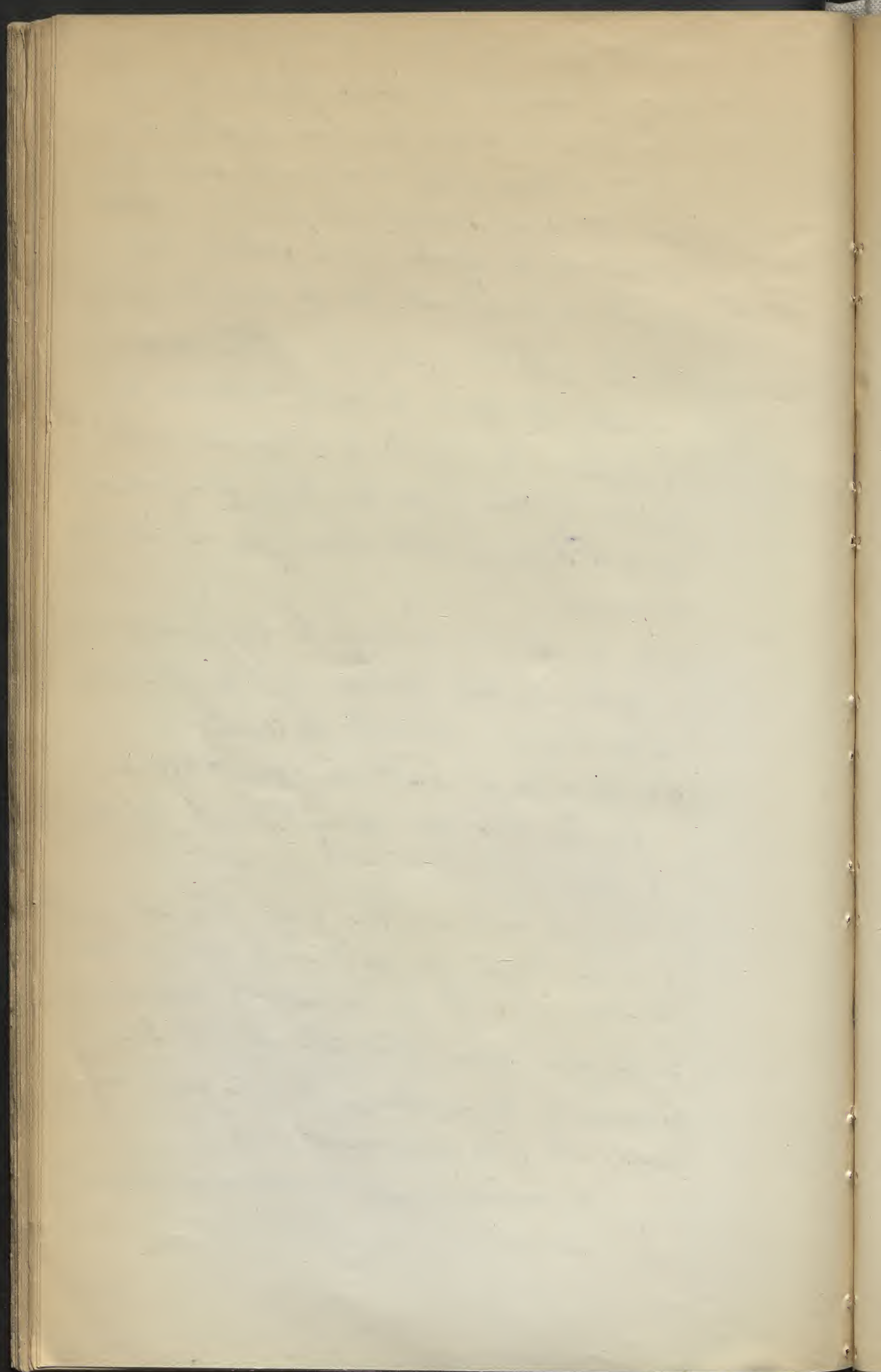
L'art. XI. réservait le droit du Sultan et du Khédive, de prendre les mesures nécessaires pour la défense de l'Egypte et le maintien de l'ordre public et cela « par leurs propres forces », expression dont la suppression était réclamée par les représentants britanniques.

L'art. XV. étendait le droit des engagements du traité au delà des limites du acte de concession de la Compagnie universelle du canal.

L'art. XII et dernier était une clause d'accession pour les Etats non-représentés à la Conférence de Paris.

Le projet une fois rédigé, il restait encore à le faire accepter par les Puissances, ce qui n'était pas chose aisée. M. de Freycinet déclarait que la plus grande affaire était celle de l'art. I. sur la commission de surveillance, les autres points lui paraissaient d'un arrangement facile.

Les ouvertures que fit le gouvernement français



60

à cette occasion ne reçurent d'abord que des réactions
vives; les grandes Puissances désireuses de connaître
l'attitude qu'aurait prise le nouveau cabinet anglais
de Lord Salisbury, se contentaient de protester de leur
sympathie pour la République.

Les États de second ordre, au contraire, comme
les Pays-Bas et l'Espagne exprimaient avec insistance
le désir de faire partie de la Commission de contrôle.

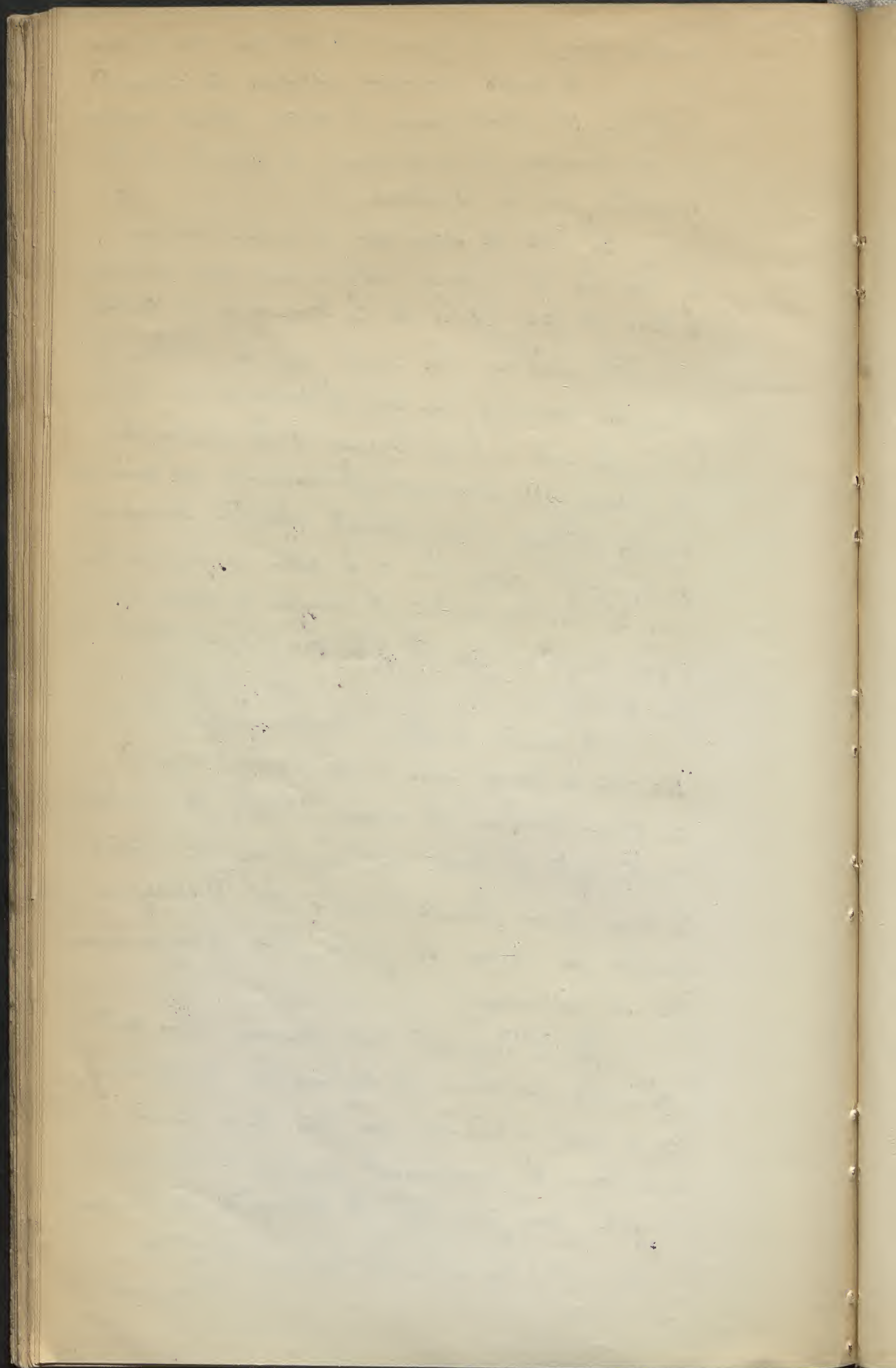
Lord Salisbury très occupé par les élections
générales renvoya à plus tard la discussion de l'affaire.

Une lettre de M. de Freycinet à M. Waddington
du 4 Janvier 1886, annonçant officiellement au ministre
anglais l'envoi d'une nouvelle rédaction arrangeant
les difficultés, donna lieu à la reprise des négociations
mais Lord Salisbury diffusa de nouveau sa réforme, et
il fut remplacé par M. Gladstone, avant d'avoir
pu s'entretenir.

Le ministre des affaires étrangères français proposa
~~un~~ peu de temps après à Lord Rosebery, ministre
des affaires étrangères du nouveau cabinet, une entente
directe entre la France et l'Angleterre pour arrêter
les termes d'une formule; mais Lord Rosebery ne
montra pas dans sa réponse plus d'empressement
que son prédécesseur.

M. de Freycinet eut de courir dans cette
obstination au silence, la confirmation de "certains
bruits qui circulaient avec persistance sur les
intentions du gouvernement anglais à l'égard de
l'Egypte"; aussi Julia. Fil. M. Waddington de "Siciliana".

(1) Lettre de M. de Freycinet à M. Waddington 7 mars 1886 -
Livre jaune



67

en termes amicaux mais lui nota à M^r Gladstone
que jamais la France ne consentirait à l'abrogation
de l'Egypte par une puissance quelconque, et qu'elle
s'y opposerait par tous les moyens en son pouvoir.⁽¹⁾

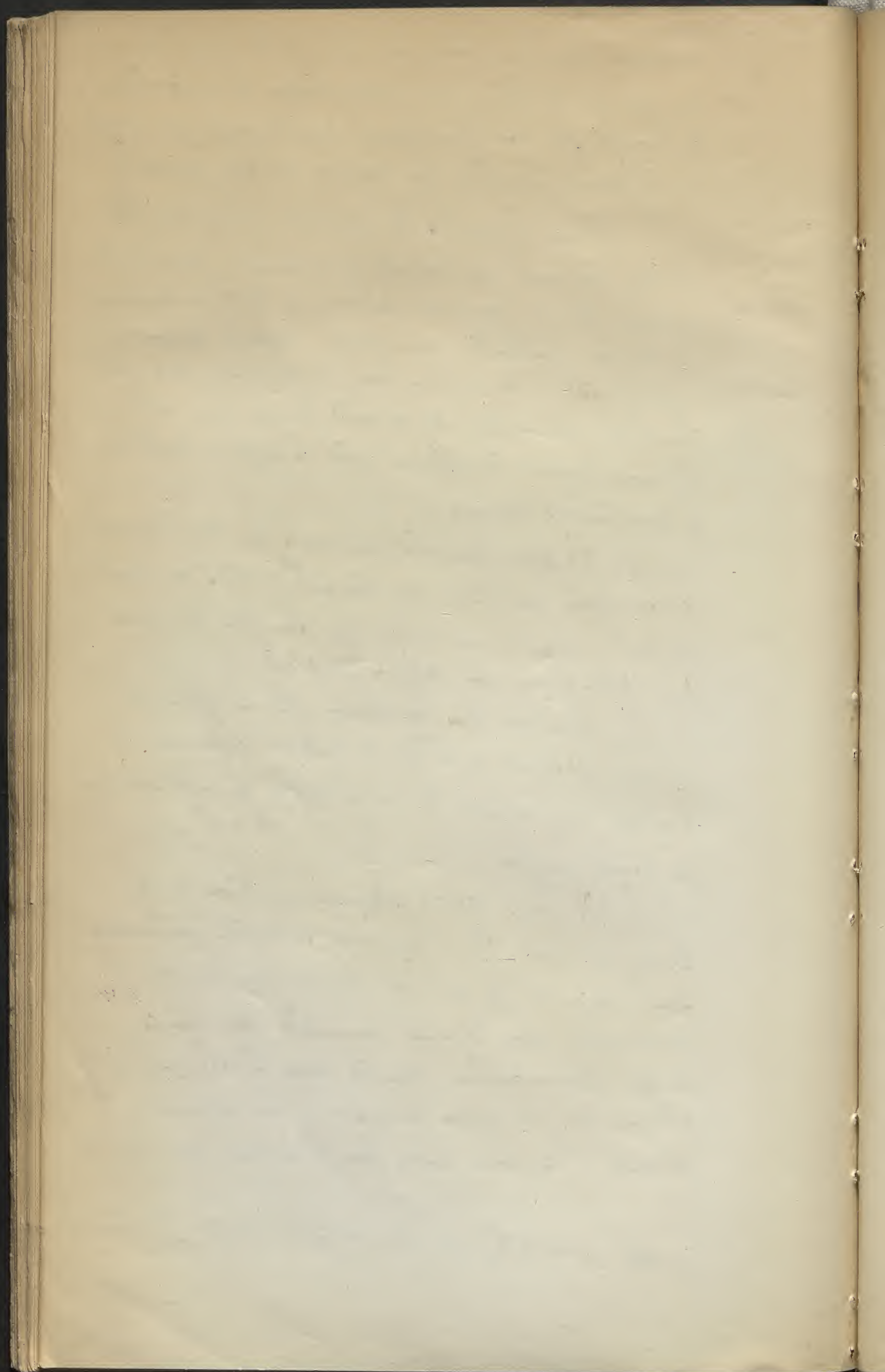
Malgré la gravité de semblable déclaration, Lord
Rosbery demanda un nouvel ajournement. Pour toute
réponse M^r de Freycinet adressa à Notre ambassadeur
à Londres une ~~lettre~~^{dépêche} menaçante exigeant la reprise
immédiate des négociations; et quelques jours après
Lord Lyons demandait au ministre français une note
officielle réglant le différend entre le projet de traité et
les amendements anglais.

Le projet transactionnel remis par M^r de Freycinet
à Lord Lyons modifiait sensiblement l'art 9 du projet
de traité et donnait satisfaction sur bien des points
aux réclamations des délégués anglais.

Cependant dans Lord Rosbery sans sa réponse du
19 mai 1886 ne se prêtant à aucune concession, il
acceptait simplement les modifications se rapprochant
du projet anglais.

De longs débats s'engageaient alors entre
Londres et Paris. M^r de Freycinet se montra inébranlable
sans le maintien de certaines dispositions de l'art. 9
établissant une réunion annuelle des consuls
et leur communication directe avec le Khédive, il
s'opposa avec la même énergie à la suppression
des mots ((par leurs propres forces)) contenus dans l'art. 11.

(1) Lettre de M^r de Freycinet à M^r Washington. 7 mai 1886 - Lignes jaunes



68

Au cours de cette lutte lord Broderick tomba du pouvoir avec M^r Gladstone ; ils furent remplacés par lord Salisbury et lord Salisbury arriva aux affaires, et quelques mois après M^r de Freycinet ~~était~~ remplacé par M^r Florens.

Lord Salisbury continua de front l'affaire des Nouvelles-Hébrides et celle du canal de Suez ; il en résulta des retards extrêmes.

Enfin le 18 juillet 1887 un Projet de convention relatif au canal ~~était~~ remis au gouvernement français par l'ambassadeur d'Angleterre ; après discussion le projet français légèrement modifié était accepté et au mois de octobre un projet de traité en 16 articles ~~était~~ fut soumis aux Puissances.

Les 7 premiers articles étaient à peu près les mêmes que ceux élaborés par la Conférence. L'art. 8 correspondant au fameux art. 9 du premier projet de traité était rédigé comme il suit :

" Les représentants en Egypte des Puissances signataires du présent traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront sur la convocation de trois d'entre eux et sous la présidence de leur doyen pour procéder aux constatations nécessaires. Ils seront tenus de faire connaître le danger qu'ils auront reconnu afin que celui-ci prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du Canal.

" Le tout état de cause ils se réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du traité.

" Ils relanceront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement

[Faint, illegible handwriting throughout the page, likely bleed-through from the reverse side.]

qui sur l'une ou l'autre rive du Canal pourraient avoir pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation. »

Les articles suivants ne subissaient aucun changement. Toutes les Puissances acceptèrent d'abord avec empressement le nouveau projet, et les diplomates se réunirent déjà d'avance mené à bonne fin une affaire aussi délicate, lorsque le 12 Janvier 1888. la Porte souleva de nouvelles difficultés.

Elle demandait en premier lieu que les réunions des conseils soient présidées par un délégué ottoman, et en second lieu, que le traité en question ne fasse point obstacle aux mesures que le gouvernement ottoman jugerait nécessaires de prendre pour la défense de ses possessions de la mer Rouge.

Les Cabinets de Londres et de Paris prirent son parti, et trouvèrent d'ailleurs ces réclamations suffisamment justifiées pour donner satisfaction à la Porte sur le second point.

Les négociations furent closes le 26 mai 1888. mais à cause des réservations du Sultan, qui augmentaient sans cesse, la Convention ne fut été signée par toutes les Puissances que le 22 Décembre 1888. à Constantinople.

La liberté du Canal de Suez était assurée.

Depuis cette époque, aucun événement sérieux ne s'est produit, pouvant porter atteinte à cette liberté, et l'on peut dire qu'elle est aussi absolue et aussi complète que possible en temps de paix.

En temps de guerre l'efficacité de la Convention de 1888 serait plus problématique, et il est permis de croire avec Sir Charles Dilke que "un ou deux nouveaux bouées au milieu du canal, deux ou trois charges de dynamite faisant explosion dans la partie voisine du golfe de Suez, quelques torpilles placées sous le pont, suffiraient à fermer le passage."¹⁾

1) Problems of Great Britain par Sir Charles Dilke Bon. J. 657 et suivantes

24th Nov 1874. 27. 3. 10.

Went to the bank at 10.30. Found the water very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 11.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 12.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 1.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 2.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 3.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 4.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 5.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 6.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

At 7.30 I went to the bank again. The water was still very low. The mud was very soft and the water very muddy.

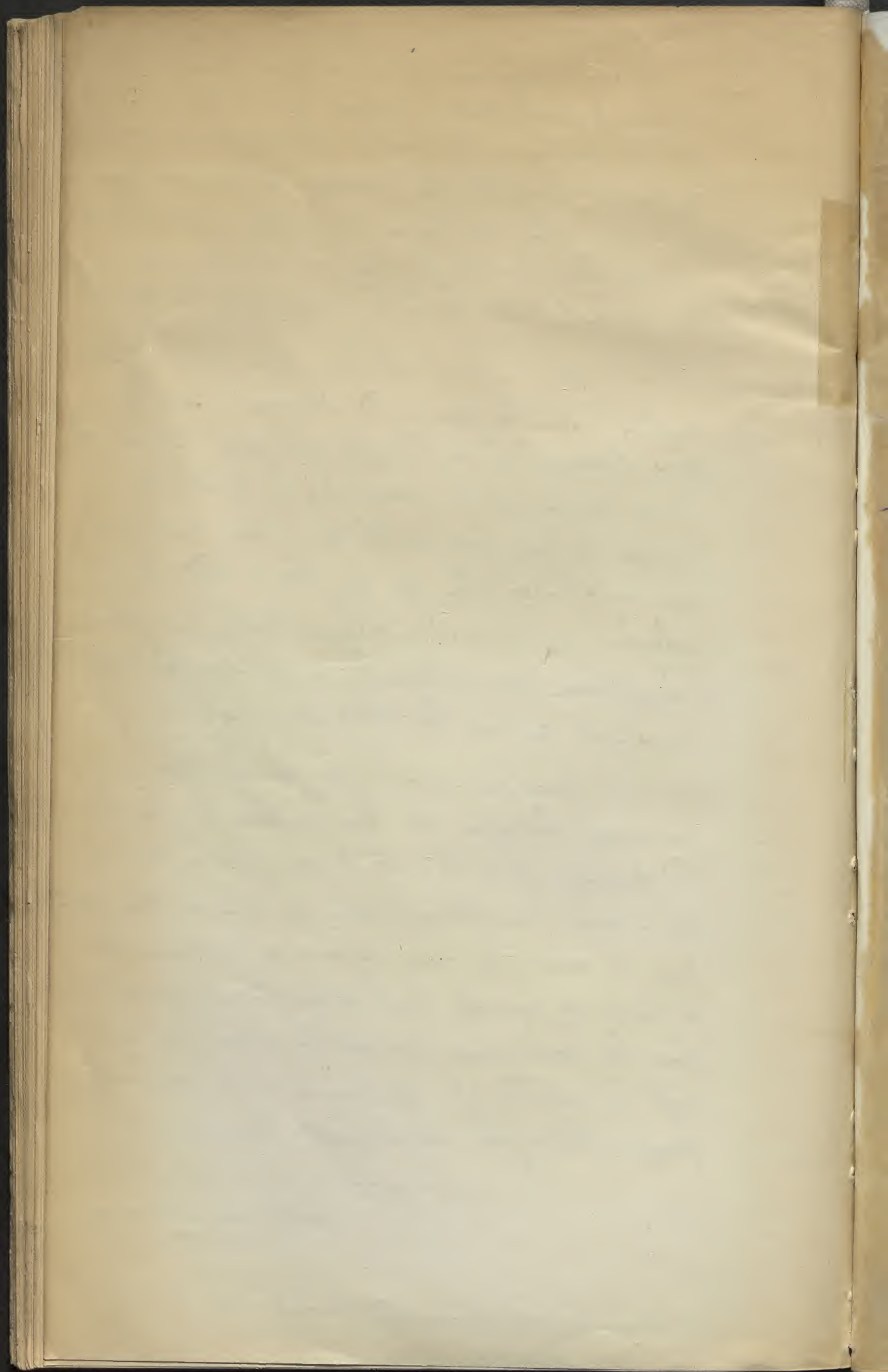
"Il serait difficile, ajoute le même écrivain, de tenir le canal ouvert, même s'il se trouvait dans les frontières de l'empire britannique. Tout en faisant la part de l'ardeur de vaincre qui fait commettre en temps de guerre, tant d'actes répréhensibles, je doute qu'un cabinet anglais ose, au début des hostilités, s'emparer du canal."⁽¹⁾

Cette fureur attribuée aux hommes d'état anglais semble peut-être exagérée, surtout après l'occupation de l'Égypte qui dure depuis 1882; il n'en est pas moins vrai que la liberté du passage a pris pour toutes les nations maritimes une importance telle, qu'un pareil acte de violence entraînerait vraisemblablement pour l'Angleterre un isolement complet et l'hostilité immédiate de tous les états européens.

Quoiqu'il en soit, ces considérations sont purement théoriques et leur justice ne peut être prouvée qu'à la suite d'une guerre générale; Aussi nous permettrons-nous de dire en terminant que ce serait là une expérience intéressante au point de vue du droit international, mais dont les conséquences seraient si graves, qu'elle doit être rebutée par quiconque a des sentiments français ou même simplement humains.

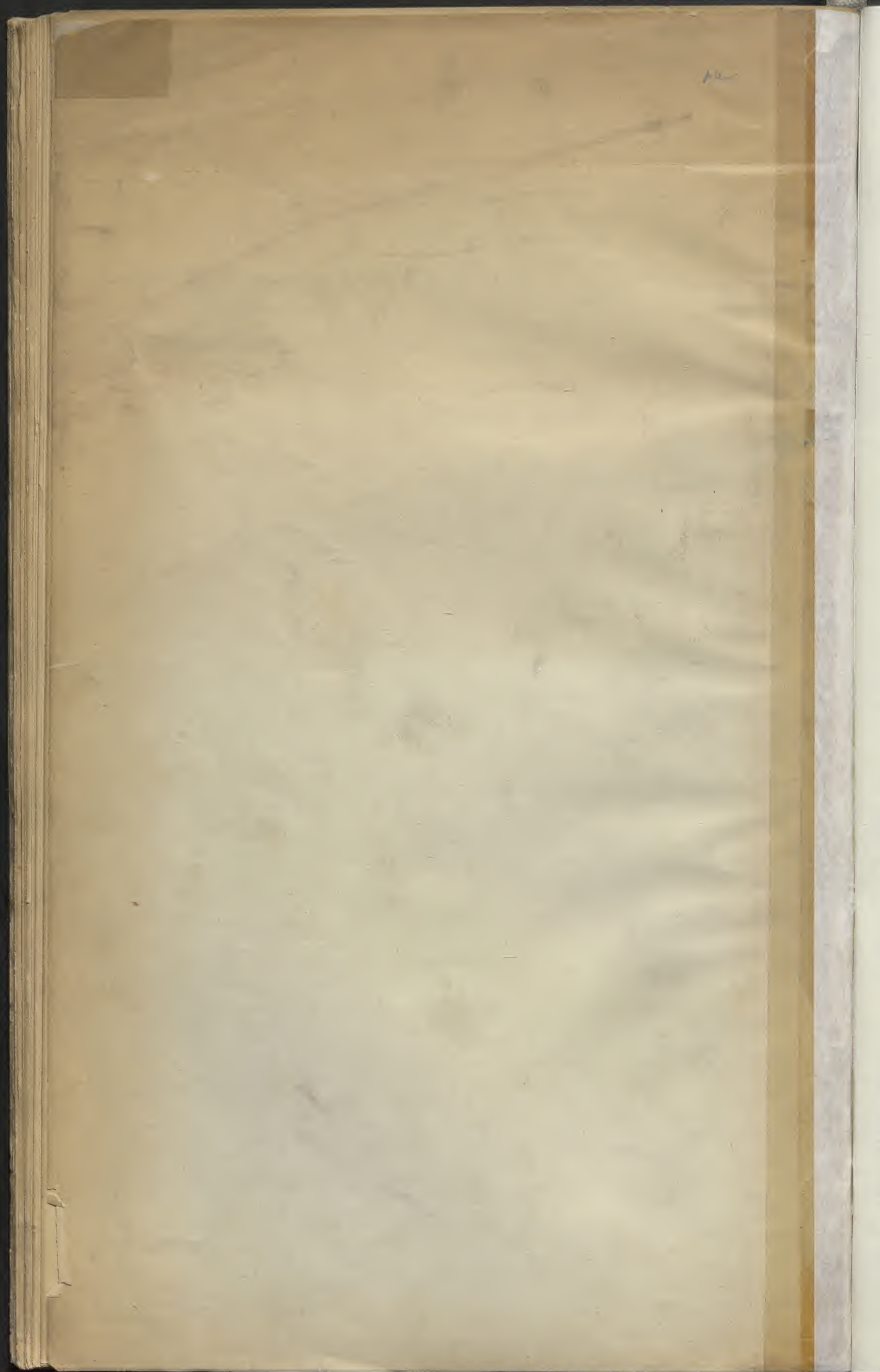
Audré de Laboulaye

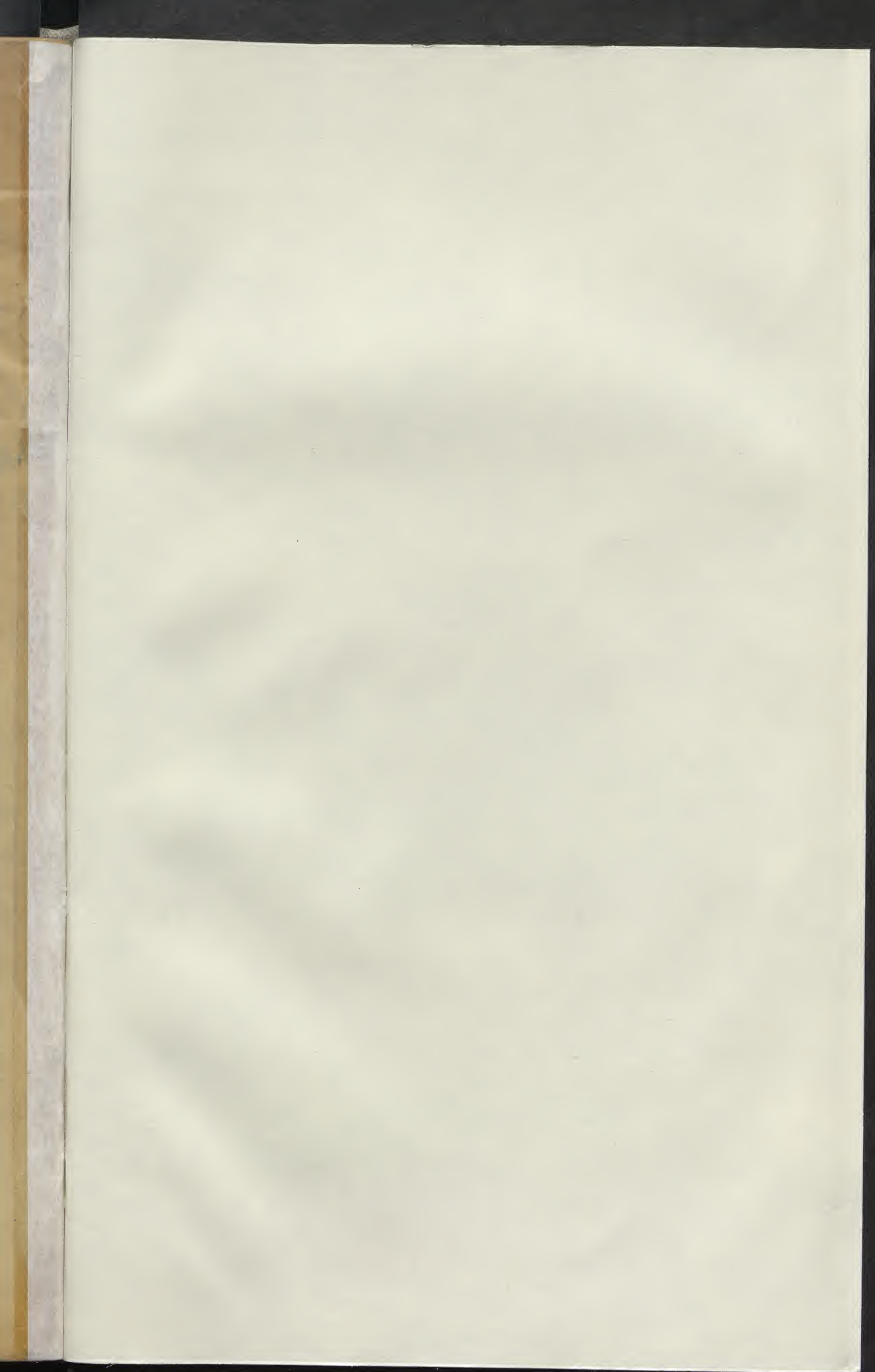
(1) Problems of greater Britain par Sir Charles Dilke 1876 p. 657 et suiv.

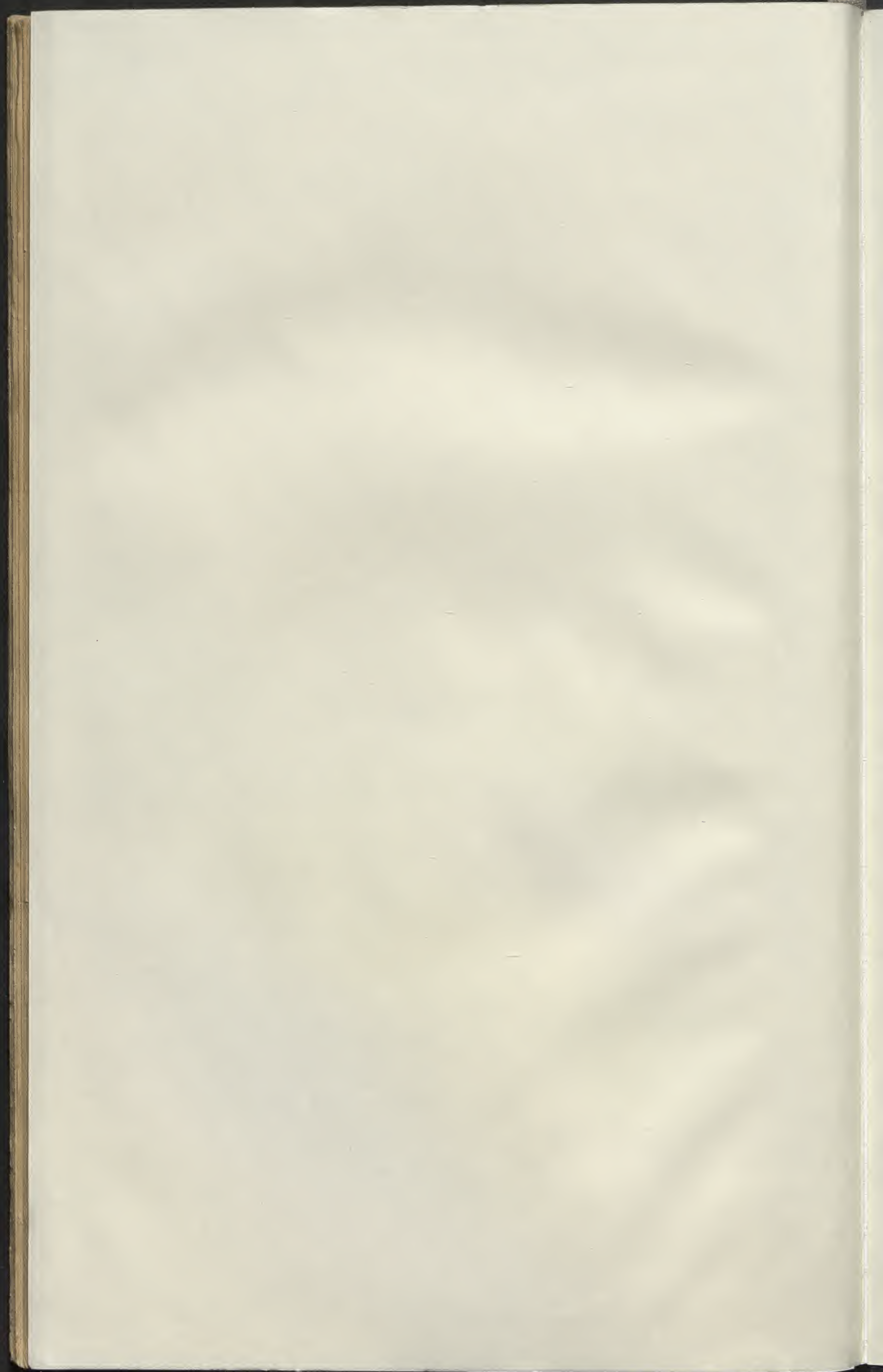


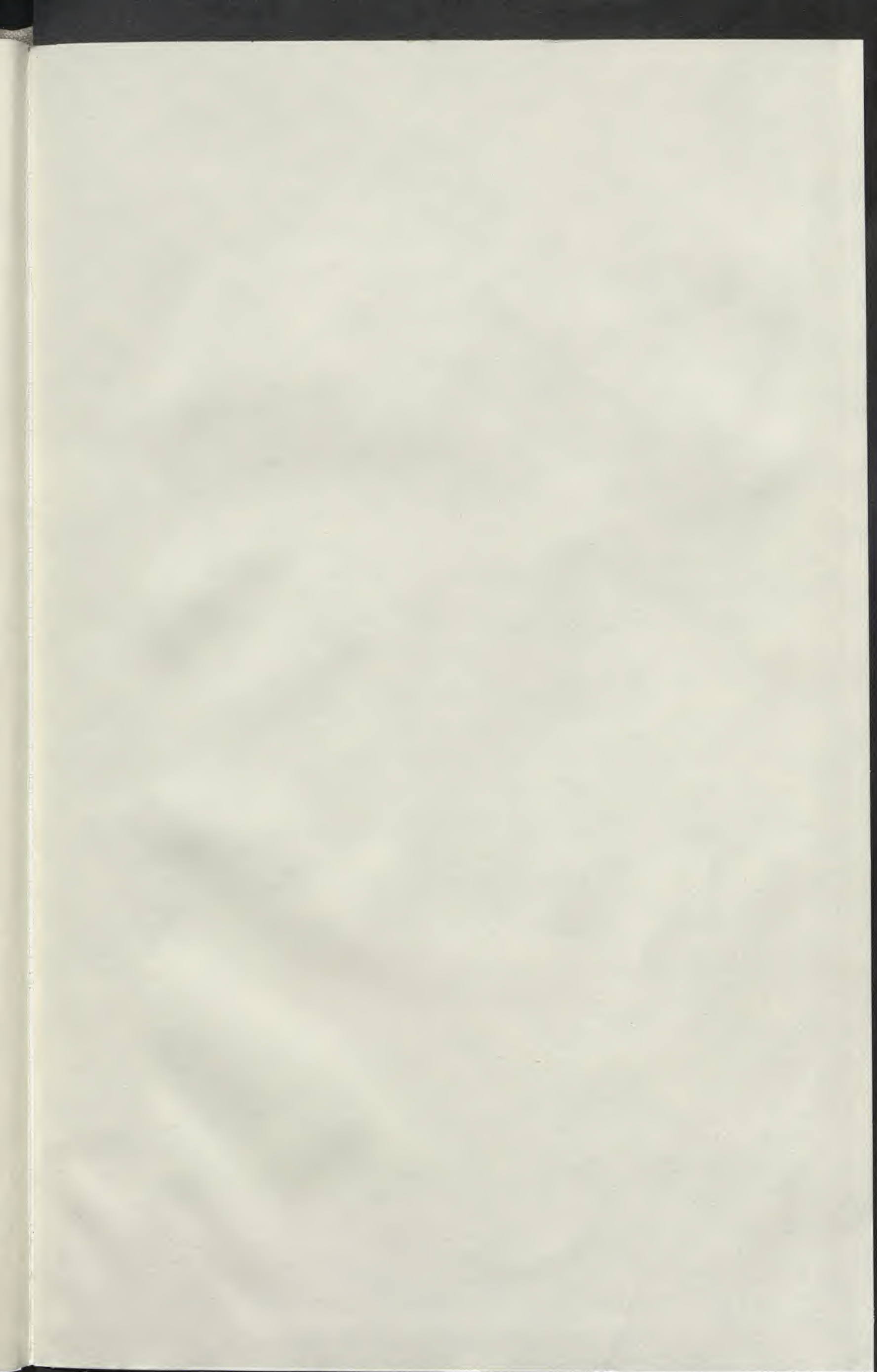
Bibliographie.

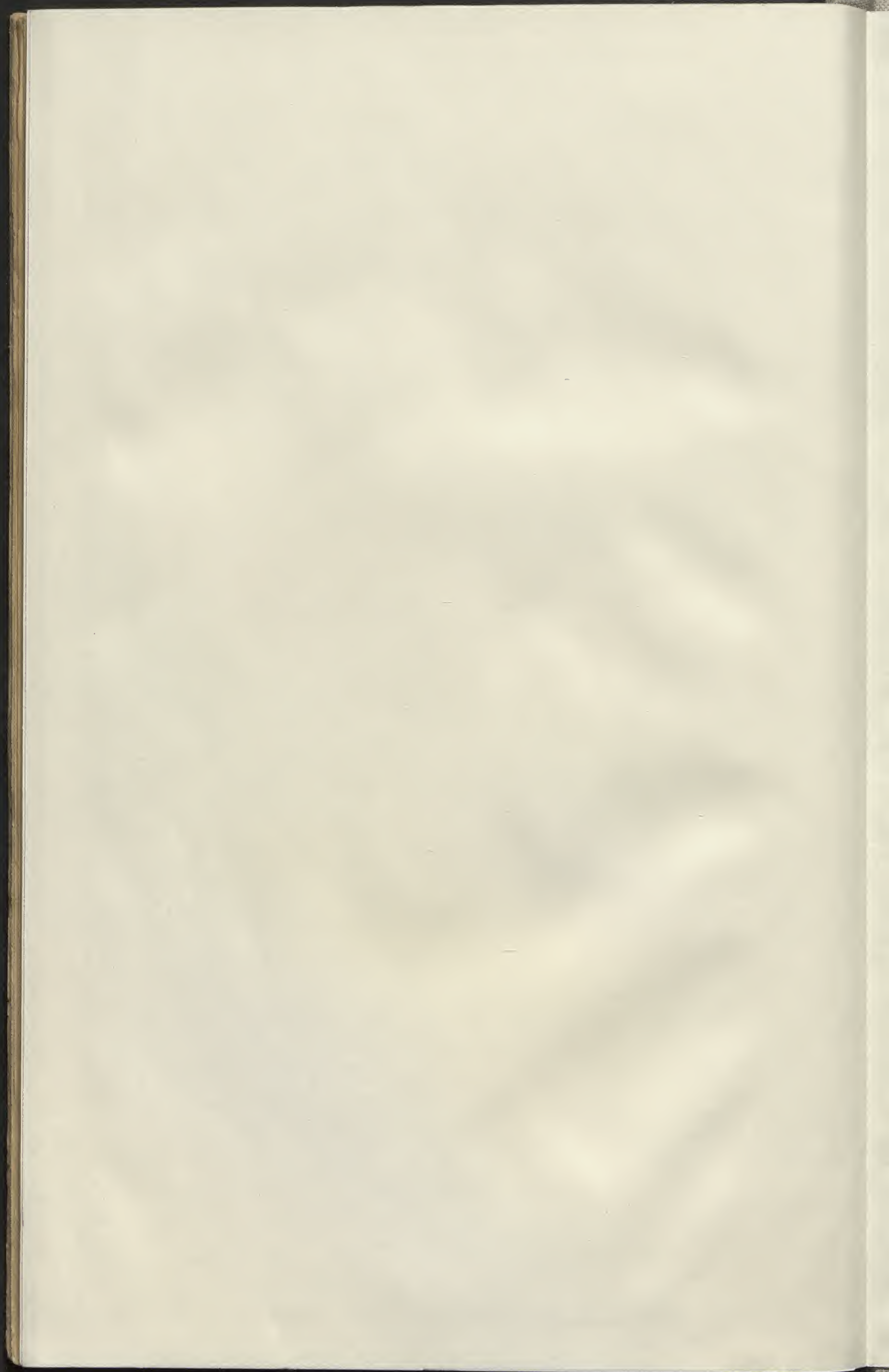
- I. - Dictionnaire Larousse - "Canal de Suez" -
 - II. - Ferdinand de Lesseps - "Lettres, Journal et Documents formés
servir à l'histoire du canal de Suez."
 - III. - Henri - Ponsa. - "L'Egypte et le Soudan égyptien."
 - IV. - Louis James. "Canal de Suez" et "Affaires d'Egypte."
 - V. - Archives diplomatiques. -
 - VI. - Journal des Débats. -
-

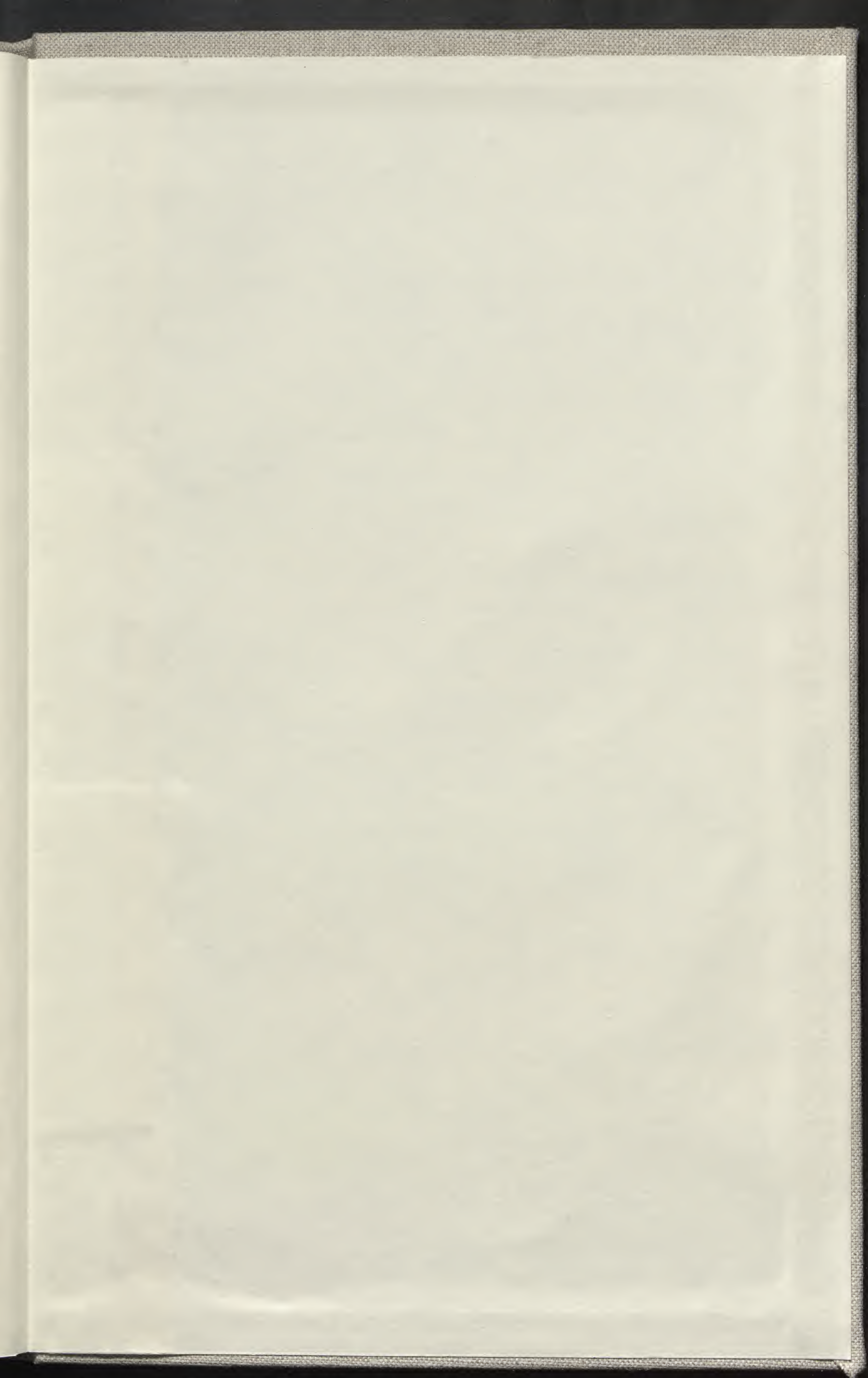


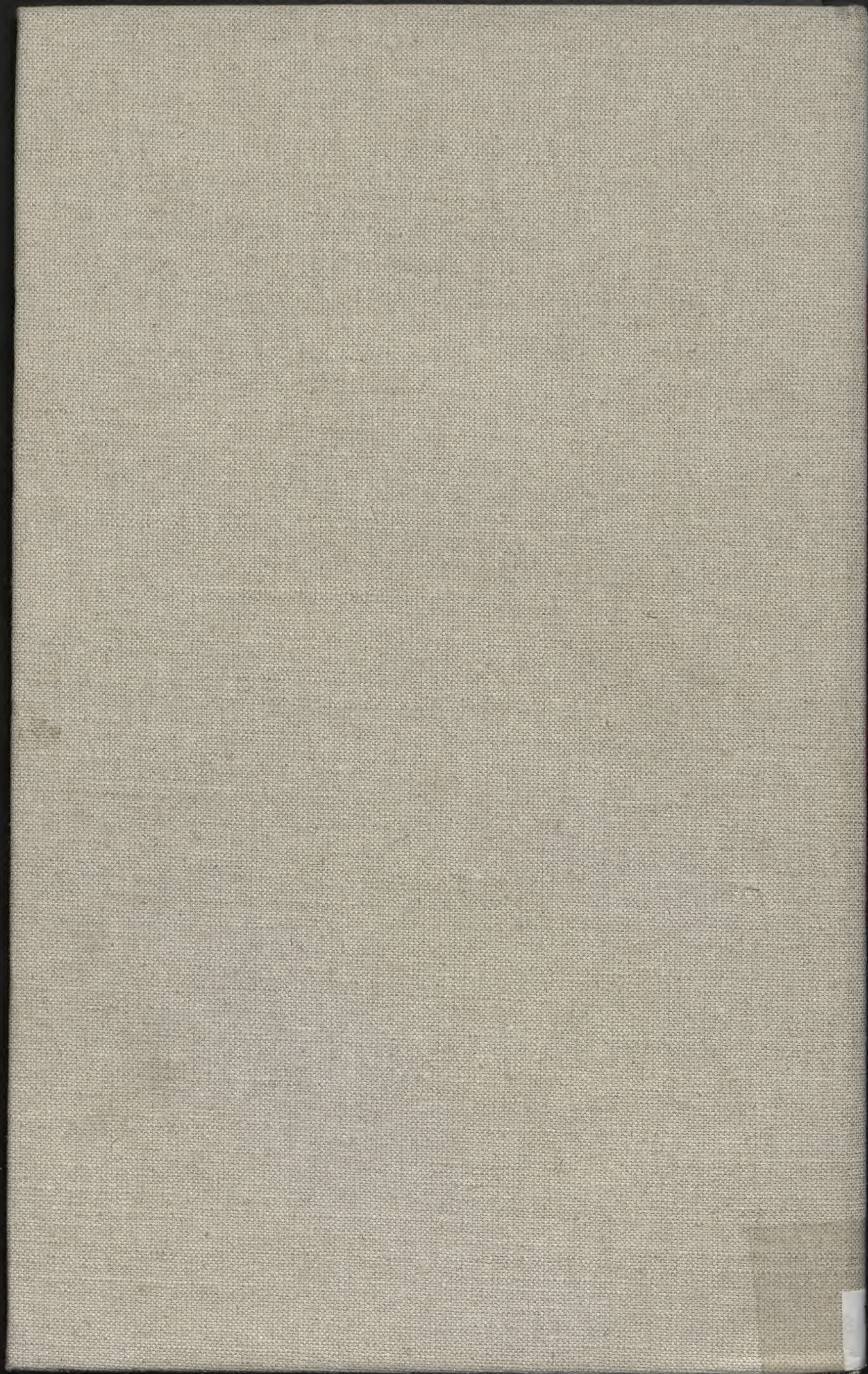












A. TABOULAYE

LE CANAL DE SUEZ ET LES GRANDES PUISSANCES

Ma.
152